

Rapport annuel de la Commission

Délégation générale à la **langue française** et aux langues de France

générale de
terminologie
et de néologie

Premier ministre

Premier ministre

Ministère de la Culture et de la Communication

Rapport
annuel de la
Commission

Délégation générale à la langue française et aux langues de France

générale de
terminologie
et de néologie

2013

Sommaire

- 7 Introduction

- 8 I – La Commission générale de terminologie et de néologie
 - 9 A – Les méthodes de travail et la procédure d'examen
 - Les méthodes de travail
 - 10 La procédure d'examen
 - 11 B – Les travaux
 - 13 C – La publication au *Journal officiel* et la diffusion des travaux
 - Le *Journal officiel*
 - Les autres moyens de diffusion

- 14 II – Le rôle de l'Académie française
 - A – La participation aux travaux des commissions spécialisées
 - B – La participation aux travaux de la Commission générale
 - C – L'approbation des termes

- 16 III – Les commissions spécialisées de terminologie et de néologie dans les différents ministères
 - A – La situation dans les ministères
 - 17 B – Les travaux des commissions spécialisées
 - Orientations et méthodes
 - 18 L'organisation des commissions
 - 20 La production de listes terminologiques
 - 21 La diffusion des termes nouveaux

- 22 IV – Le rôle de la délégation générale et des partenaires du dispositif
 - A – L'action de la délégation générale à la langue française et aux langues de France
 - Les moyens
 - 23 La coordination du dispositif
 - 24 Diffusion et promotion

28	B – Les partenaires du dispositif
	L'Académie des sciences
	Les organismes des autres pays francophones
29	Le laboratoire Histoire des théories linguistiques du CNRS
30	L'Association française de normalisation (AFNOR)
31	Conclusion
32	Annexes

Introduction

La Commission générale de terminologie et de néologie, placée sous l'autorité du Premier ministre et présidée par M. Marc Fumaroli, de l'Académie française, présente, pour l'année 2013, le bilan des activités du dispositif d'enrichissement de la langue française, dont elle a la responsabilité.

Ce dispositif interministériel et interinstitutionnel, institué par le décret du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française*, est l'un des instruments principaux d'une politique linguistique qui vise à garantir l'emploi du français dans les diverses circonstances de la vie citoyenne, à faciliter l'accès du plus grand nombre aux savoirs spécialisés dans un monde dominé par la technologie, et à préserver la diversité linguistique et culturelle comme une composante essentielle du monde actuel.

À la tête du dispositif, la Commission générale a pour mission principale de mettre à la disposition des services de l'État comme des acteurs économiques un vocabulaire français adapté aux besoins d'une communication claire et cohérente avec les citoyens ; au-delà, de sensibiliser un large public à l'importance de disposer d'un vocabulaire français dans les domaines spécialisés de la science et de la technique, et d'en user afin de préserver la fonctionnalité de notre langue.

Ainsi que l'a rappelé le Premier ministre dans une circulaire du 25 avril 2013 relative à l'emploi de la langue française,

Un vocabulaire français clair et précis permet [...] de prévenir des contentieux ou de lever des ambiguïtés dans les échanges ou les négociations. Son emploi dans des secteurs où notre savoir-faire et notre expertise sont reconnus (environnement, défense, automobile, aéronautique ...) permet aussi de conforter nos intérêts économiques et stratégiques.

La Commission générale doit donc relever un défi permanent : produire efficacement la terminologie de référence qui fait défaut en français et veiller à ce qu'en soient assurées la diffusion et la promotion dans les cercles les plus vastes et les plus nombreux possibles.

La Commission générale, dont le fonctionnement est pris en charge par la délégation générale à la langue française et aux langues de France, responsable de l'animation et de la coordination du dispositif, fonde prioritairement ses travaux sur les contributions de dix-sept commissions spécialisées de terminologie et de néologie installées dans les départements ministériels et sur une concertation permanente avec, en premier lieu, l'Académie française, et, à des degrés divers, plusieurs partenaires institutionnels, dont l'Association française de normalisation (Afnor) et les organismes de politique linguistique des pays francophones.

Son mandat échu en avril 2013, la Commission générale a fait l'objet d'une procédure de renouvellement qui a abouti à la publication d'un arrêté du ministre de la Culture et de la Communication en date du 15 octobre 2013, le mandat du président ayant été renouvelé le 1^{er} juillet, par arrêté du Premier ministre. La Commission sortante a décidé à l'unanimité de poursuivre les séances mensuelles jusqu'à l'installation de la commission renouvelée, afin de ne pas créer de solution de continuité dans les travaux.

Le bilan de l'année 2013, en dépit d'une situation assez contrastée suivant les commissions et les ministères, confirme la stabilité et l'efficacité d'ensemble du dispositif.

*** À moins d'indication contraire, tous les articles cités entre parenthèses renvoient au décret du 3 juillet 1996.**

I – La Commission générale de terminologie et de néologie

Instituée par le décret du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française, la Commission générale de terminologie et de néologie est l'élément central d'un dispositif interministériel chargé de compléter le vocabulaire de spécialité français en proposant des termes nouveaux pouvant servir de référence, compte tenu des besoins exprimés, notamment dans la vie économique, les travaux scientifiques et les activités techniques et juridiques (art.1). Disposant d'un mandat de quatre ans renouvelable, elle assure la mise en cohérence des travaux des différents acteurs du dispositif, et elle a la responsabilité de leur publication officielle.

Son quatrième mandat venant à échéance en avril 2013, la Commission générale a fait l'objet d'une procédure de renouvellement. Depuis 2006, la Commission générale est présidée par M. Marc Fumaroli, de l'Académie française, nommé par le Premier ministre. Sollicité par ce dernier, M. Fumaroli a accepté d'être reconduit dans ses fonctions pour un nouveau mandat.

La procédure de nomination s'est avérée assez longue, comme les fois précédentes, ce qui tient à la diversité des instances chargées de désigner les personnalités qui sont nommées par arrêté du ministre de la Culture et de la Communication. Cependant, le mandat du président ayant été renouvelé par arrêté du Premier ministre le 1^{er} juillet, M. Fumaroli a décidé, avec l'accord unanime de la Commission sortante, de poursuivre les séances mensuelles afin de ne pas créer de solution de continuité dans les travaux et de ne pas retarder l'examen des listes en attente, les commissions spécialisées s'attachant pour leur part à renforcer leur activité.

À l'issue de cette procédure, qui a abouti à la publication d'un arrêté du ministre de la Culture et de la Communication en date du 15 octobre 2013, sont restés en fonction M^{me} Joëlle Le Morzellec, M. Jean-Pierre de Beaumarchais, M. Jean-Michel Gausso, M. Alexandre Grandazzi, M. Étienne Guyon, M. Alain Rey et M. Philippe Saint Raymond, tandis que quatre membres de la Commission ont quitté leurs fonctions : M. Jean-Pierre Gridel, M. Philippe Le Guillou, M. Jack Robert et M. Jean Saint-Geours. Ces derniers ont vu leur succéder M^{me} Élisabeth Bukspan, inspectrice générale des finances honoraire, M^{me} Danièle Héryn, présidente d'université, spécialiste de l'informatique et de l'internet, M^{me} Sophie-Caroline de Margerie, conseiller d'État, et M^{me} Anne-Marie Romulus, inspectrice générale de l'éducation nationale, spécialiste de physique-chimie. La Commission renouvelée bénéficie des compétences très complémentaires qui s'y trouvent désormais réunies, et elle est également devenue exemplaire dans le respect de la parité qui a présidé à sa composition.

La séance d'installation de la Commission générale dans sa nouvelle formation a été présidée par la ministre de la Culture et de la Communication, M^{me} Aurélie Filippetti, qui, rappelant à cette occasion que la politique de la langue entre dans les attributions de son ministère, a tenu à manifester son attachement au dispositif d'enrichissement de la langue française. La ministre a fait connaître son intérêt personnel pour les travaux, intérêt qui s'est traduit dans le courant de l'année par plusieurs demandes de termes dans le domaine de l'audiovisuel.

En 2013, la Commission générale s'est réunie au rythme d'une séance par mois, soit au total onze réunions, tenues dans les locaux de la délégation générale à la langue française et aux langues de France, ce service du ministère de la culture et de la communication assurant, conformément au décret du 3 juillet 1996, le secrétariat de la Commission générale, la coordination des travaux des commissions spécialisées et des autres acteurs du dispositif, ainsi que, dans une très large mesure, leur diffusion.

On trouvera en annexe le texte du décret (A.1) et la composition de la Commission générale (A.2).

A – Les méthodes de travail et la procédure d'examen

Les principes de travail définis par la Commission générale dès 1997 (priorité donnée à la néologie, critères de choix des termes, forme des définitions, contenu des notes, etc.) ont permis au dispositif d'aboutir à des travaux de qualité, appelés à valoir comme terminologie de référence pour un grand nombre d'utilisateurs.

Ce résultat provient également de la qualité et de la régularité des procédures de coopération mises en place entre les différents acteurs de ce réseau d'expertise qu'est le dispositif : commissions spécialisées, Académie française, partenaires scientifiques et techniques, organismes et experts d'autres pays francophones, la Commission générale en étant l'élément central.

1 – Les méthodes de travail

Les travaux portent sur l'apparition de notions nouvelles encore mal connues mais vouées à se répandre, et qu'il convient donc de définir et de nommer en français.

Les critères de choix des néologismes

Concernant le choix des termes nouveaux à recommander, la Commission générale de terminologie a continué d'appliquer quelques principes simples dégagés lors de ses premiers travaux, à savoir la nécessité ou l'opportunité du nouveau terme, sa pertinence, sa clarté par rapport à la notion qu'il doit désigner, enfin sa conformité au système morphologique et syntaxique du français.

Les définitions

Le but des définitions, dans les listes de termes élaborées par le dispositif d'enrichissement de la langue française, est d'abord de rendre compte de réalités techniques récentes, souvent complexes, dans une formulation qui soit claire et compréhensible pour le non spécialiste. La Commission générale y veille particulièrement et s'attache autant à la lisibilité qu'à la précision des définitions proposées par les commissions spécialisées.

Le vocabulaire utilisé dans les textes législatifs et réglementaires

La Commission générale considère que la mission qui lui est échue, en application des dispositions sur l'enrichissement de la langue française, ne consiste pas à officialiser les définitions administratives, juridiques ou techniques données par les textes officiels, lorsque ces définitions s'appliquent à des termes d'usage courant. Elle ne se reconnaît pas non plus la mission de normaliser les termes ou les expressions utilisés par l'administration.

En revanche, la définition d'un terme, en raison des conséquences administratives ou statutaires de son emploi par l'administration, peut constituer un volet secondaire de l'activité de certaines commissions spécialisées, celle de la justice en particulier. Les administrations peuvent procéder à ce travail de clarification et d'harmonisation de leur langage réglementaire dans le cadre du ministère concerné. Mais ces travaux ne peuvent prendre le pas sur la mission première du dispositif qui est de combler les lacunes du vocabulaire spécialisé ; ils n'entrent pas dans le domaine d'intervention de la Commission générale.

C'est pourquoi celle-ci doit parfois procéder à un tri dans les termes qui lui sont soumis, entre ce qui relève de l'enrichissement du vocabulaire français et ce qui tient de la pure réglementation. Ce tri, parfois délicat, entre les deux catégories de termes, s'opère pour une bonne part en amont de l'examen par la Commission générale, les commissions spécialisées faisant elles-mêmes le départ, aidées au besoin par la délégation générale à la langue française, lors de la transmission des listes à la Commission générale. Selon les secteurs toutefois, la proportion peut varier considérablement et, dans certains cas, la Commission générale, tout en reconnaissant l'intérêt intrinsèque des travaux qui lui sont soumis, ne juge pas devoir les transmettre à l'Académie française.

La terminologie élaborée pour des motifs administratifs et juridiques peut être diffusée par les canaux propres à chaque administration de rattachement (bulletins d'information, notes et circulaires, *Bulletin officiel*, intranet) et par des publications spécifiques. En revanche, les propositions de termes nouveaux qui contribuent à l'enri-

chissement du vocabulaire français doivent nécessairement être transmises à la Commission générale qui est responsable de leur publication.

Terminologie et normalisation

Il peut arriver également que, dans certains domaines techniques, les termes traités par le dispositif soient normalisés dans le cadre des organismes de standardisation : les textes législatifs ou réglementaires, parfois, et, dans tous les cas, les marchés publics, font référence à ces normes, qui revêtent une importance particulière dans des secteurs cruciaux tels que l'environnement, l'équipement, les énergies ou l'ingénierie nucléaire.

Il importe donc d'harmoniser autant que possible les termes et les définitions entre instances concernées. C'est pourquoi l'Association française de normalisation (Afnor) a toute sa place dans les travaux du dispositif. Elle est membre de droit de la Commission générale (art.2-6) et de diverses commissions spécialisées de terminologie (art.6-1) auxquelles elle apporte une contribution spécifique (voir p. 30) ; en outre, plusieurs autres organismes de normalisation contribuent très utilement aux travaux de certaines commissions, en particulier le Bureau de normalisation de l'automobile et le Bureau de normalisation du pétrole pour la terminologie de ces domaines, ou l'Union technique de l'électricité (UTE) pour les composants électroniques.

À cet égard, la Commission générale estime que rien ne s'oppose à ce que les définitions publiées au *Journal officiel* s'écartent, dans leur formulation, des définitions exhaustives à caractère technique contenues dans les normes, le public visé et les besoins étant profondément différents. Une commission spécialisée peut fort bien proposer deux définitions pour un même terme : l'une, calquée sur celle de la norme technique, à l'usage de l'administration concernée, et une autre destinée aux non spécialistes, qui peut être publiée au *Journal officiel* par la Commission générale, au titre de l'enrichissement de la langue. Comme pour le vocabulaire à caractère réglementaire, il convient alors de distinguer nettement deux circuits de diffusion : l'un touchant l'administration et le secteur professionnel considéré, pour les définitions normalisées, l'autre, aussi large que possible, pour les définitions publiées par la Commission générale.

2 – La procédure d'examen

Les navettes

Pour toutes les listes étudiées, la Commission générale a établi une même procédure d'examen, fondée sur une concertation étroite avec chaque commission spécialisée concernée et avec l'Académie française. Lorsque l'Académie a rendu un premier avis, assorti d'observations, sur une liste de termes proposés par la Commission générale, la délégation générale à la langue française transmet cet avis à la commission spécialisée intéressée qui en prend connaissance et formule, dans un délai d'environ huit semaines, ses remarques et contre-propositions éventuelles. Cette réponse, étayée par une argumentation affinée et plus précise, est examinée par la Commission générale, qui peut décider de transmettre à nouveau à l'Académie le terme proposé.

À l'issue de cette procédure, les termes et les définitions ayant reçu un avis favorable de l'Académie doivent, s'ils diffèrent de la proposition initiale de la commission spécialisée, être communiqués au ministre concerné, qui peut, dans le délai d'un mois, faire valoir auprès de la Commission générale les raisons qui s'opposeraient à leur publication au *Journal officiel* (art.9).

En 2013, dix listes ont ainsi été soumises au ministre intéressé, pour accord avant publication, dans les domaines suivants : affaires étrangères, agriculture et pêche, biologie, défense, environnement, équipement et transports, ingénierie nucléaire, justice, sports, télécommunications, ainsi que onze séries de termes traités selon une procédure accélérée.

Certains termes proposés par une commission peuvent être soumis en cours d'examen à une, voire deux autres commissions de compétences voisines, afin de garantir l'accord entre les instances compétentes dans un domaine relevant concomitamment de ministères différents. La Commission générale s'interdit en effet toute publication sans que l'avis conforme de chaque ministre concerné soit acquis.

Mise en œuvre dès 1998, cette procédure de concertation systématique, bien que longue, s'est révélée bénéfique pour obtenir le consensus nécessaire au succès des propositions avancées. La réflexion approfondie et le temps que cela exige sont en effet indispensables pour s'assurer que les termes et définitions répondent à un véritable besoin, qu'ils rendent compte clairement et précisément de la notion et sont, de ce fait, susceptibles de s'implanter, dans l'usage professionnel d'abord, l'usage général ensuite.

On trouvera, en annexe (A.5) au présent rapport, une présentation schématique de la procédure.

L'urgence

Lorsque cela s'avère nécessaire, la Commission générale recourt à une procédure d'examen accélérée : saisie par une commission spécialisée ou directement par une administration, ou même agissant de sa propre initiative, elle peut décider d'examiner en priorité une question de terminologie jugée urgente et soumettre rapidement à l'Académie française les termes ainsi traités.

Depuis 2005, cette procédure a été élargie pour répondre à un besoin croissant de termes français dans les domaines techniques touchant le grand public, comme l'internet ou l'audiovisuel : la Commission générale a constitué un groupe restreint de personnalités volontaires appartenant au dispositif. Composé en 2013 de M. Jean-Pierre de Beaumarchais, M^{me} Armelle Héliot, M. Dominique Latournerie, M. Jean-Mathieu Pasqualini, M. Philippe Saint Raymond, M^{me} Joëlle Timsit et M^{me} Henriette Walter, le groupe, animé par le délégué général à la langue française, examine des termes particulièrement en vue, notamment dans la presse et les médias, en raison de l'actualité ou par un effet publicitaire. Loin de se substituer aux experts des différents domaines, le groupe restreint s'appuie sur leur compétence et sollicite leur concours, le président de la commission spécialisée concernée ou son représentant participant aux réunions. En 2013, le groupe s'est réuni à neuf reprises, l'assistance documentaire et le secrétariat étant assurés par la mission du développement de la langue de la délégation générale.

En 2013, vingt-huit termes ainsi soumis à la Commission générale en procédure accélérée ont été publiés au *Journal officiel*, parmi lesquels *achat à effet de levier (LBO)*, *animateur, -trice de communauté (community manager)*, *bâtiment bioclimatique*, *beuverie express (binge drinking)*, *cours en ligne ouvert à tous (MOOC)*, *électrosynthèse microbienne*, *financement participatif (crowdfunding)*, *retrait automobile (drive)*.

Cette procédure, par nature exceptionnelle, ne concerne qu'un nombre très limité de termes, le rôle des experts des commissions étant précisément d'anticiper les besoins en menant une veille terminologique efficace.

B – Les travaux

En 2013, la Commission générale de terminologie et de néologie a publié treize nouvelles listes thématiques et onze séries de termes traités selon la procédure accélérée, ainsi qu'une recommandation d'usage. Elle a eu à examiner seize listes thématiques et huit séries de termes prioritaires.

Le tableau en annexe (B.1) retrace les différentes étapes des travaux de la Commission générale jusqu'au 31 décembre 2013.

L'examen des listes terminologiques

Tout au long de l'année 2013, la Commission générale de terminologie s'est consacrée à l'examen des listes proposées par les commissions spécialisées, selon la procédure régulière instaurée par le décret (art.8 et 9).

L'examen des listes donne lieu à un travail de fond, nourri par le dialogue avec la commission spécialisée concernée, à propos de chacun des termes et définitions qui paraissent soulever une difficulté ou nécessiter des éclaircissements.

En octobre 2013, le groupe de travail, mis en place dès 2002 par la Commission générale afin d'accélérer ses travaux, a vu sa composition modifiée, en raison du départ de MM. Jack Robert et Jean Saint-Geours. La présidence, assurée depuis la création du groupe par M. Robert, a été reprise par M. Jean-Michel Gaussot, toujours entouré de M. Marc Baconnet, du représentant de l'Académie et de celui de la délégation générale à la langue française, auxquels ont bien voulu s'adjoindre à nouveau M. Robert, ainsi que deux nouvelles personnalités membres de la Commission générale : M^{me} Élisabeth Bukspan et M^{me} Anne-Marie Romulus. Ce groupe procède, préalablement aux séances plénières, à un examen approfondi des termes et définitions soumis à la Commission générale, ce qui facilite l'étude des listes et renforce la qualité des travaux : en principe, la Commission n'examine en séance que les termes pour lesquels le groupe de travail estime nécessaire un complément d'information ou un débat. Les observations du groupe de travail sont communiquées au président de la commission spécialisée concernée et aux membres de la Commission générale, en amont de la séance plénière. Ainsi connues à l'avance, les propositions du groupe de travail peuvent, le cas échéant, être débattues en séance, tant il importe que les décisions de la Commission générale soient le fruit d'un consensus.

En 2013, le groupe de travail a tenu onze réunions, organisées par la mission du développement de la langue dans les locaux de la délégation générale à la langue française.

Lors de l'examen en séance plénière, pour chaque liste étudiée, le président du groupe de travail rapporte les résultats de ses travaux devant la Commission générale et expose ses interrogations et ses suggestions en présence du président de la commission spécialisée compétente, lui-même assisté des experts de son choix, avec qui le dialogue s'engage. La Commission s'attache d'abord à bien faire expliciter par les spécialistes les réalités ou les notions qu'il s'agit de désigner, à s'assurer que les définitions correspondent précisément à ces notions, et qu'elles sont clairement formulées ; elle s'informe aussi de l'usage qui est fait du terme étranger par les professionnels et vérifie la pertinence de l'équivalent proposé. Soucieuse de répondre du mieux possible aux besoins des utilisateurs, elle choisit enfin le terme ou l'expression qu'elle juge le plus adapté, avant de le soumettre à l'avis de l'Académie française.

Les listes soumises à l'examen de la Commission générale

En 2013, la Commission générale a procédé à l'examen de plus de vingt listes touchant la plupart des domaines relevant du dispositif :

- en second examen, dix listes réparties dans les domaines suivants : affaires étrangères, agriculture et pêche, biologie, défense, environnement, équipement et transports, ingénierie nucléaire, justice, pétrole et gaz, télécommunications.

- en premier examen, seize listes réparties dans les domaines suivants : affaires étrangères, agriculture et pêche, automobile, biologie, chimie et matériaux, composants électroniques, défense, économie et finances, éducation, environnement, équipement et transports, informatique, ingénierie nucléaire, justice, pétrole et gaz, sciences et techniques spatiales.

La Commission générale a également examiné en priorité, sur proposition du groupe restreint, neuf séries de termes divers, ainsi qu'une recommandation d'usage.

Cette année encore, s'est confirmée la nette amélioration de la procédure d'examen, grâce à l'application rigoureuse de quelques dispositions pratiques décidées par la Commission générale, concernant notamment la longueur des listes et les critères de sélection des termes. À peine dix pour cent des termes proposés à l'examen ne parviennent pas au bout de cette procédure. Pour l'année 2013, le nombre des termes et définitions étudiés est de 646, soit, en moyenne, presque 60 termes par séance.

C – La publication au *Journal officiel* et la diffusion des travaux

1 – Le *Journal officiel*

La publication au *Journal officiel* constitue l'étape finale des travaux de la Commission générale. Les listes de termes recommandés sont publiées à la rubrique « Avis et communications », en deux parties : une liste de termes et définitions, et un index en forme de table d'équivalence à double entrée : terme étranger – équivalent français / terme français – équivalent étranger (voir annexe B.3).

Au cours de l'année 2013, la Commission générale de terminologie et de néologie a ainsi procédé à vingt-quatre publications au *Journal officiel* : une liste dans chacun des domaines suivants : activités postales, affaires étrangères, agriculture et pêche, biologie, défense, économie et finances, environnement, équipement et transports, informatique, ingénierie nucléaire, justice, sports, télécommunications ; de plus, onze séries de termes divers (en biochimie, commerce, communication, enseignement supérieur, environnement, finances, santé) ont été publiées dans le cadre de la procédure accélérée. La publication au *Journal officiel* entraîne en particulier l'obligation pour les services de l'État d'employer les termes français recommandés, en lieu et place de leurs équivalents étrangers.

Par ailleurs, on recourt ponctuellement à une autre forme de publication au *Journal officiel*, instaurée en 2005. Il s'agit de recommandations à caractère plus large, concernant des notions relativement peu spécialisées et pouvant relever simultanément de différents domaines, dont l'usage se répand, presque toujours en anglais, alors qu'il existe déjà divers équivalents français, souvent très courants. Il n'est donc nécessaire ni de les définir, ni de leur donner un équivalent. Dans ce cas, au lieu de recommander un terme et sa définition, la Commission rappelle la variété et la richesse du lexique existant et préconise d'en faire usage en toute cohérence. En 2013, sur proposition de la commission spécialisée concernée, une recommandation de cet ordre a été publiée à propos des *sports de rue*.

L'ensemble des listes publiées en 2012 figure en annexe (B.3) à ce rapport.

2 – Les autres moyens de diffusion

La publication au *Journal officiel* ne prend toute son efficacité que si elle s'accompagne d'une diffusion large et diversifiée en direction des administrations et des publics concernés.

La Commission générale et la délégation générale à la langue française ont défini avec les commissions spécialisées de terminologie et leurs ministères de rattachement les modes et circuits de diffusion les plus à même de toucher les publics intéressés. Ainsi, la promotion des termes recommandés est clairement répartie entre la délégation générale et les commissions spécialisées : celles-ci sont chargées de la diffusion au sein de leur administration et en direction des milieux professionnels (voir p. 21). La diffusion auprès du grand public revient à la délégation générale (voir p. 24).

LES RÉSULTATS

Publications au *Journal officiel*

2011 : 392 termes répartis sur 21 publications au *Journal officiel* :

15 listes thématiques, 5 séries de termes selon la procédure accélérée, 1 recommandation d'usage.

2012 : 299 termes répartis sur 16 publications au *Journal officiel* :

10 listes thématiques, 6 séries de termes selon la procédure accélérée.

2013 : 343 termes répartis sur 25 publications au *Journal officiel* :

13 listes thématiques, 11 séries de termes selon la procédure accélérée, 1 recommandation d'usage.

Au 31 décembre 2013, le nombre total de termes publiés est de 6 839.

II – Le rôle de l’Académie française

Le décret du 3 juillet 1996 reconnaît à l’Académie française un rôle éminent dans l’enrichissement de la langue française. Membre de droit de chaque commission spécialisée (art.6-1) et de la Commission générale de terminologie et de néologie (art.2-2), l’Académie suit les travaux à tous les échelons du dispositif. Elle joue en outre un rôle primordial dans l’approbation des termes, son accord étant indispensable pour leur publication au *Journal officiel* (art.9).

A – La participation aux travaux des commissions spécialisées

La participation du Service du Dictionnaire de l’Académie française aux différentes étapes de la procédure, qui permet un dialogue fructueux entre experts du domaine et spécialistes de la langue française, est un gage de la qualité linguistique des travaux. L’Académie prenant part à la plupart des réunions des commissions, elle est au fait des arguments des spécialistes, et peut ainsi rendre ses avis sur les listes qui lui sont transmises en toute connaissance de cause.

B – La participation aux travaux de la Commission générale

Au cours de l’année 2013, M. Jean-Mathieu Pasqualini, directeur de cabinet du Secrétaire perpétuel, a participé aux travaux de la Commission générale au titre de représentant de l’Académie française. De plus, un membre au moins du Service du Dictionnaire est présent à titre d’expert aux réunions mensuelles de la Commission générale.

C – L’approbation des termes

Saisie des propositions de la Commission générale, l’Académie française rend ses avis dans des délais le plus souvent très inférieurs aux quatre mois prévus par le décret (art.9). Toutefois, pour certaines listes particulièrement complexes ou problématiques, l’Académie est amenée à accroître son temps d’examen et à assortir ses avis d’observations circonstanciées, prolongeant ainsi la discussion avec les commissions.

Dans de nombreux cas, les propositions de la Commission générale obtiennent un avis favorable et peuvent être publiées. L’Académie française, cependant, replace cette création de termes spécialisés dans le contexte du vocabulaire général et ne les retient pas tous. En effet, les propositions des commissions spécialisées reflètent le point de vue des professionnels qui tendent parfois à vouloir officialiser ce qu’ils considèrent comme un début d’usage, alors que le besoin n’est pas avéré. En particulier, en plein accord avec la Commission générale, l’Académie juge inutile, et en totale contradiction avec le rôle du dispositif, la recommandation d’anglicismes au *Journal officiel*, au motif qu’ils sont employés en français. On laisse, en ce cas, l’usage s’établir de lui-même.

Pour les termes qui reçoivent un avis réservé, l’Académie formule des commentaires et propositions que la Commission générale réexamine après consultation des experts. Le plus souvent, les modifications de rédaction suggérées par l’Académie sont reprises par les commissions ou les conduisent à proposer en retour de nouvelles formulations, mieux adaptées, qui sont retenues par la Commission générale. En 2013, par exemple, les définitions de termes comme *moléculture*, *moléculture animale* et *moléculture végétale*, dans le domaine de la biologie,

ont pu être sensiblement améliorées et harmonisées, comme celles de *élément organique*, *force modulaire* et *modularité* dans le domaine de la défense ou encore *démondialisation* et *transfert de politiques publiques* dans celui des affaires étrangères. De même, les commissions spécialisées et la Commission générale retiennent fréquemment les propositions de termes faites par l'Académie. En 2013, sur sa suggestion ont été adoptés *pédopiégeage* pour *child grooming* dans le domaine juridique, et *partenaire principal* pour *senior partner* dans celui des affaires étrangères. De même, sur sa proposition, *retrait automobile* a été préféré à *retrait au volant* comme équivalent à *drive*, en économie.

À l'inverse, l'Académie française se range généralement à l'avis des experts lorsqu'il est repris à son compte par la Commission générale, admettant le bien-fondé de leurs arguments à propos de termes d'abord jugés peu convaincants, comme par exemple en 2013, *réfugiés de la mer* pour *boat people*, afin de prendre en compte un début d'usage de cet équivalent français, malgré l'implantation incontestable de l'anglicisme. En cas de désaccord, la commission spécialisée est amenée à reprendre sa recherche en tenant compte des avis formulés par la Commission générale et l'Académie. De façon très exceptionnelle, il peut arriver que la recherche d'un équivalent soit abandonnée, laissant l'usage s'établir sur des cas difficiles.

The screenshot shows the website of the Académie française. At the top left is the logo of the Académie française, featuring a dome and the text "Académie française". To the right are navigation icons for font size (A-, A+), print, and RSS. Below the logo is a navigation bar with links: Accueil, L'institution, Les immortels, La langue française (highlighted), Le Dictionnaire, Les prix et fondations, L'actualité, and Rechercher. Below this is a secondary navigation bar with links: Le français aujourd'hui, Questions de langue, Terminologie & néologie (highlighted), and Dire, Ne pas dire.

The main content area is divided into two columns. The left column contains a table with two columns: "ON PEUT DIRE" and "AU LIEU DE". The right column contains a section titled "Liens utiles" with a list of links.

ON PEUT DIRE	AU LIEU DE
Financement participatif	crowdfunding
Vidéo à la demande (VAD)	video on demand (VOD)
Informatique en nuage	cloud computing
Infrastructure à la demande	Infrastructure as a service (IaaS)
Beuverie express	binge drinking

Terminologie et néologie

Le dispositif d'enrichissement de la langue française

Liens utiles

- Si vous cherchez un équivalent français : France Terme, et au Québec, Grand dictionnaire terminologique, Termium
- Si vous repérez une nouvelle notion : France Terme (boîte à idées), WikiLF
- Si vous souhaitez en savoir plus sur le dispositif d'enrichissement de la langue : site de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, Rapport annuel de la Commission générale de terminologie et de néologie

III – Les commissions spécialisées de terminologie et de néologie dans les différents ministères

A – La situation dans les ministères

Dans sa circulaire du 25 avril 2013, le Premier ministre a rappelé l'importance des enjeux portés par le dispositif, dont les commissions sont la base et sans lesquelles l'effort de création terminologique en français ne peut se faire.

Au 31 décembre 2013, les commissions spécialisées sont au nombre de dix-sept, réparties dans les départements ministériels. Dix hauts fonctionnaires de terminologie sont en fonction, chacun devant pouvoir s'appuyer sur un service chargé de l'assister, principalement pour les tâches de secrétariat et pour la diffusion des travaux (art.5). Sur ce plan, les disparités entre ministères restent problématiques.

Le renouvellement du dispositif

Le décret du 3 juillet 1996 instituant les commissions spécialisées dans les différents départements ministériels leur donne un mandat de quatre ans (art.6-3).

Il est donc nécessaire de renouveler périodiquement les commissions. C'est au haut fonctionnaire de terminologie du ministère concerné qu'incombe la mise en place de la procédure de renouvellement, en concertation directe avec le président de chaque commission, et avec l'avis du délégué général à la langue française et aux langues de France. On veille particulièrement à ce que la composition de la commission présente un bon équilibre entre représentants de l'administration, experts du domaine, notamment journalistes, et spécialistes de la langue.

En 2013, on a procédé au renouvellement par arrêté ministériel de la commission de l'agriculture et de la pêche (11 janvier), de celle de l'économie et des finances (9 octobre), et de celle de la justice (3 décembre). De plus, par arrêté du ministre du redressement productif (15 juillet), la commission de l'informatique (création en 1997) et celle des communications électroniques et activités postales (création en 1997 puis 2006) ont été réunies en une seule commission intitulée « commission de l'économie numérique ». Cette disposition reste à mettre en œuvre. À l'inverse, l'annonce, début 2013, du renouvellement de la commission de la défense, n'a pas été suivie d'effet.

S'agissant des présidents, M. Pierre-Emmanuel Chantry, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, a succédé à M. Luc Thiébaud à la présidence de la commission de l'agriculture et de la pêche. M. Patrick Samuel, haut fonctionnaire de terminologie des ministères économiques et financiers, ayant pris sa retraite en juillet 2013, a ensuite succédé à M. Patrice Cahart à la présidence de la commission spécialisée en matière économique et financière. Enfin, M. Alain Laugier, président de la commission de la santé et des affaires sociales, s'étant retiré en juillet, son successeur doit être désigné prochainement.

On ne saurait trop souligner le rôle majeur du président de chaque commission spécialisée, autant pour animer et coordonner les travaux de sa commission que pour faciliter leur diffusion, grâce à l'autorité et la reconnaissance dont il bénéficie dans le monde professionnel.

S'agissant des hauts fonctionnaires de terminologie, plusieurs changements ont eu lieu en 2013. Au ministère

de la justice, le haut fonctionnaire de terminologie est traditionnellement le directeur des Affaires civiles et du sceau : en avril, M. Laurent Vallée a été remplacé à ce poste par M^{me} Carole Champalaune. Au ministère des Affaires sociales et de la Santé, M^{me} Catherine Desmares, inspectrice générale de santé publique, a succédé à M. Didier Lacaze au poste de haut fonctionnaire de terminologie (juillet). Au ministère des Affaires étrangères, M^{me} Anne Grillo, directrice de la coopération culturelle, universitaire et de la recherche à la direction générale de la mondialisation, a pris la succession (août) de M^{me} Delphine Borione, nommée à l'étranger. L'arrêté doit être publié. Enfin, la nomination du haut fonctionnaire de terminologie des ministères de Bercy, en remplacement de M. Samuel, est attendue.

Le secrétariat des commissions est assuré, en principe et conformément au décret de 1996, par un service du ministère concerné ou par un organisme apparenté (art.5). Parmi les secrétaires, en 2013, ont pris leur retraite, au ministère chargé des sports, M^{me} Michèle Toussaint, qui a été remplacée par M^{me} Madeleine Delaperrière, et, en fin d'année, M^{me} Danièle Coquard, au titre des ministères chargés de l'éducation et de l'enseignement supérieur. À la commission des affaires étrangères, après le départ de M^{me} Anne Mougères, puis de son remplaçant, la nomination de leur successeur reste attendue.

En outre, et cela affaiblit le dispositif, quelques commissions, celle de la culture, celle de l'équipement et celle de la santé, malgré les dispositions du décret de 1996, restent privées de cet appui d'autant plus crucial pour leur bon fonctionnement que les travaux reposent sur le bénévolat des experts.

On trouvera, en annexe au présent rapport, un tableau récapitulatif du dispositif existant au 31 décembre 2013 (A.3) et la circulaire du Premier ministre (A.4).

B – Les travaux des commissions spécialisées

En 2013, les travaux des commissions se sont poursuivis de façon régulière, avec la participation systématique de la délégation générale, et, le plus souvent, celle des représentants du Service du Dictionnaire de l'Académie française.

On trouvera, en annexe (B.2) du présent rapport, le calendrier des réunions de l'ensemble des commissions pour l'année 2013.

1 – Orientations et méthodes

Les objectifs généraux, la mission et le mode de fonctionnement des commissions sont définis par le décret du 3 juillet 1996 (art.7) ; toutefois, les commissions spécialisées ont une assez grande latitude d'action quant à leurs choix méthodologiques et thématiques ou à leurs moyens d'information et de diffusion. Le rôle de coordination confié par le décret à la délégation générale à la langue française et aux langues de France est dès lors primordial pour le bon fonctionnement d'ensemble du dispositif.

Les choix méthodologiques

Les choix thématiques effectués par chaque commission et les méthodes de travail qui en découlent sont fonction des attributions du ministère concerné ainsi que des orientations fixées par le ministre.

La veille terminologique et la production néologiques constituent la mission première des commissions spécialisées. Les termes peuvent être abordés selon quatre angles d'approche différents, variables d'une liste à l'autre.

> Les termes retenus proviennent d'**une veille néologique et terminologique globale**. Ce sont les experts des commissions qui, en toute logique, mènent l'activité de veille à partir de programmes d'action et de recherche internationaux ou de corpus spécialisés comme la presse professionnelle, les banques de données, les publications scientifiques, etc. Les listes de termes ainsi constituées en puisant aux sources de l'actualité et en repérant

les innovations scientifiques et techniques les plus récentes, constituent l'apport le plus justifié et le plus utile au regard de l'objectif d'enrichissement de la langue française. Ainsi, en 2013 ont été publiés plusieurs termes autour de la *moléculture (biopharming)*, ou encore une série de termes de la biologie relatifs aux *cellules souches*.

- > Les termes mis à l'étude sont regroupés autour d'**une thématique particulière**. On traite alors d'un ensemble terminologique homogène ; c'est le cas de la plupart des listes de la chimie et des matériaux. Ainsi, en 2013, après la publication d'une liste de la chimie pharmaceutique, ont été traités des termes relatifs à la technologie du verre. Ce type de production, prioritairement destiné à un public de spécialistes, revêt désormais une importance nouvelle : il concourt notamment au maintien du français dans l'enseignement supérieur. Dans un contexte mondialisé, en effet, la tendance est forte à user d'une langue unique et à enseigner certaines matières seulement en anglais, ce qui entraîne un risque grave de perte de fonctionnalité du français dans les domaines scientifiques, et à terme, l'affaiblissement de notre langue.
- > La troisième approche, la plus éloignée *a priori* des objectifs d'enrichissement de la langue française, consiste à traiter d'**un vocabulaire à caractère administratif ou réglementaire**, propre à l'administration concernée. Ces travaux qui ne relèvent pas de la néologie, mais visent plutôt à apporter des précisions sur la définition juridique ou administrative de notions déjà désignées en français, n'ont pas vocation à être publiés dans le cadre du dispositif (voir p. 8). Cependant, la prise en compte de termes à valeur réglementaire peut parfois être liée à l'apparition de notions nouvelles qui restent à nommer et définir en français. Quelques-uns de ces termes peuvent donc relever du dispositif d'enrichissement de la langue, notamment ceux du vocabulaire de la législation communautaire. En 2013, par exemple, les commissions de la justice et de l'informatique ont eu à traiter conjointement de notions liées aux dispositions concernant les données publiques (*open data*), celle des affaires étrangères à proposer le terme *transfert de politiques publiques*, celle de l'ingénierie nucléaire *objectif de sûreté*, celle de l'environnement *compensation des émissions de carbone* ou encore celle des communications électroniques *droit irrévocable d'usage*.
- > Les travaux peuvent enfin avoir **un caractère ponctuel** et être liés à un sujet d'actualité, à certaines circonstances particulières, la demande pouvant émaner d'un acteur du dispositif ou bien du public. En 2013, ont été ainsi publiés des termes comme *beuverie express* en équivalent à *binge drinking*, *justice restauratrice (restorative justice)*, *maison passive (passive house)*, *plan préventif de restructuration* en droit des entreprises, *pouvoir alimentaire* dans le domaine des relations internationales ou *rejet immédiat* dans celui de la pêche. Si une réponse rapide s'avère nécessaire, les commissions peuvent recourir à la procédure d'urgence pour faire examiner leurs propositions en priorité. En 2013, par exemple, la brusque diffusion du sigle *MOOC* a conduit à recommander rapidement un terme français compréhensible par tous : *cours en ligne (ouvert à tous)*.

2 – L'organisation des commissions

Les domaines de compétence

Chaque commission spécialisée, et c'est sa raison d'être, a un secteur de compétence déterminé et reconnu, correspondant aux attributions de son ministère de rattachement. Chacun des membres de la commission est nommé en fonction d'une qualification précise dans ce champ de compétences. Il importe que les commissions conservent cette logique dans le choix des notions qu'elles décident de traiter, afin d'éviter tout empiètement sur les domaines relevant d'autres commissions et de maintenir le haut degré de spécialité des travaux ; cette claire répartition des domaines est particulièrement importante afin d'éviter des recherches coûteuses en temps, et qui peuvent s'avérer inutiles. Seuls les experts de chaque domaine, en raison même de leurs compétences, sont à même de juger de l'opportunité de traiter une notion et d'effectuer le travail terminologique nécessaire.

Il peut arriver pourtant que certains domaines se recoupent entre commissions, et cela assez fréquemment, du fait de l'évolution des périmètres d'action des ministères, par exemple, ou encore de la généralisation des technologies numériques dans tous les domaines. La délégation générale est ainsi amenée à encourager et à faciliter la concertation entre les commissions intéressées, jusqu'à inviter parfois leurs représentants à des séances de travail en commun autour de certaines notions, comme, par exemple, en 2013, *animateur de*

communauté (community manager) ou point de retrait auto(mobile)/point de retrait express (drive). Du fait du caractère transversal de leurs domaines de compétence, la commission des affaires étrangères et celle de la justice sont les plus susceptibles d'être consultées par les autres commissions.

Dans le cas de domaines communs à deux commissions, il importe de prévoir une représentation réciproque dans chacune d'elles. À défaut d'un représentant permanent, la consultation en tant que de besoin des experts de l'autre commission s'impose. Cette concertation systématique est pratiquée entre les commissions de la chimie, de l'environnement et de l'ingénierie nucléaire, par exemple, ou celles de l'environnement, de l'équipement et des transports, de l'automobile et du pétrole. La commission de l'agriculture accueille un représentant du « groupe biologie » du comité de terminologie de l'Académie des sciences, dont certains travaux sont soumis à la Commission générale pour publication au *Journal officiel* dans le cadre du dispositif. Lorsque la compétence est partagée, le pilotage des travaux est confié d'un commun accord à l'une des commissions concernées.

En outre, en vue de rendre aussi cohérente que possible la terminologie en français, les commissions sont amenées à développer une concertation avec divers interlocuteurs extérieurs au dispositif. Il est en effet de leur intérêt d'associer à leur réflexion les institutions et structures parallèles ou voisines, afin d'éviter le risque de choix contradictoires, toujours possibles dans des domaines de pointe, pour des notions qui ne sont pas encore totalement fixées. Les commissions peuvent être sollicitées ponctuellement. En 2013, par exemple, le Centre international d'études pédagogiques (CIEP) a interrogé la commission de l'éducation sur les termes de la psychométrie ; la commission de l'ingénierie nucléaire a participé à une enquête publique de l'Afnor portant sur le sujet « efficacité énergétique et sources d'énergie renouvelables » ; à l'occasion de la rédaction en français de projets de normes sur les services paramédicaux, l'Afnor a également consulté la commission de la santé, laquelle a par ailleurs instauré une concertation permanente avec la Fédération hospitalière de France (FHF) ou le Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM). En 2013, ont été engagés des échanges avec l'Agence nationale du médicament et des produits de santé (ANSM) et une collaboration avec l'équipe française chargée de la traduction de l'ouvrage de référence pour la terminologie psychiatrique (DSM-5). La commission des affaires étrangères, compétente au titre de son ministère pour les appellations de pays et capitales étrangers, associe à ses travaux le Conseil national de l'information géographique (CNIG). La commission de la défense, quant à elle, s'appuie sur les travaux terminologiques des comités internationaux, notamment à l'OTAN, dont les lexiques font autorité dans les différentes armées. Pour autant, cette commission conserve toute son autonomie par rapport aux comités en question pour élaborer la terminologie française nécessaire dans le cadre de son ministère.

Le fonctionnement

En 2013, les commissions se sont réunies en séance plénière tous les deux ou trois mois en moyenne, afin d'établir des listes de termes à soumettre à la Commission générale. Le nombre total des réunions organisées dans le cadre du dispositif au cours de cette année est de 136.

Bien que variable d'une commission à l'autre en fonction de la spécificité des besoins, le mode de fonctionnement : répartition ou non en groupes de travail, rythme des réunions, consultation d'experts extérieurs... tend à s'harmoniser, les pratiques qui s'avèrent les plus fructueuses se généralisant au sein du dispositif. On doit souligner l'effort des commissions spécialisées pour s'astreindre à un rythme de réunion régulier, alors que les experts sont, il faut le rappeler, bénévoles. De ce fait, la disparité des moyens en secrétariat mis à la disposition des commissions suivant les ministères se révèle particulièrement problématique.

Quelques commissions sont constituées en groupes de travail qui traitent chacun exclusivement de son secteur de spécialité, ce qui confère a priori une plus grande efficacité aux travaux, tant pour la veille néologique que pour l'étude des termes et définitions. Certains groupes, conçus comme de véritables sous-commissions, se réunissent régulièrement, comme le groupe « matériaux » de la commission de la chimie, le groupe « composants électroniques » de la commission de l'informatique, ou le groupe « techniques commerciales » de la commission de l'économie. En 2013, le haut fonctionnaire de terminologie et de néologie des ministères de Bercy a estimé nécessaire de réunir la commission de l'informatique et des composants électroniques et celle des activités postales et des communications électroniques en une seule, intitulée « économie numérique ». La commission de l'ingénierie nucléaire

a mis en place un bureau, animé par le président, qui est chargé de préparer les séances plénières. Proche dans sa conception du groupe de travail de la Commission générale, cette formation peut entraîner un gain de temps notable dans la mise au point des listes et une plus grande réactivité aux demandes émanant de l'administration ou de l'extérieur, particulièrement utile en cas de procédure accélérée. Toutefois, ces formations réduites ne peuvent à aucun titre se substituer à la commission dont elles sont l'émanation.

En outre, entre deux séances, les experts poursuivent fréquemment leurs échanges, parfois intenses, via l'internet, ce qui renforce le dialogue, sans pour autant remplacer les réunions, qui demeurent essentielles pour mener la réflexion à son aboutissement. Dans tous les cas, les travaux doivent être repris et validés lors des séances plénières, le président de la commission ayant à prendre la décision finale une fois le consensus obtenu, ou après un vote dans quelques cas difficiles. En effet, quelle que soit la manière de répartir les tâches, les listes proposées sont le résultat d'un travail collectif de chaque commission, au nom de laquelle elles sont transmises à la Commission générale, la règle étant l'obtention d'un consensus entre experts, dont le président de la commission spécialisée est le porte-parole.

Les commissions utilisent couramment à l'internet pour effectuer des recherches documentaires et pour mettre les listes en forme directement au cours de leurs séances. Outre les nombreux et habituels échanges par courriel entre membres d'une même commission, en 2013, le RSP (« réseau social professionnel »), outil de travail interactif lancé en 2012 par le haut fonctionnaire de terminologie à l'intention des commissions relevant des ministères de Bercy, a été largement utilisé, pour diffuser les documents relatifs aux réunions ou des informations d'intérêt général. L'accroissement du nombre de listes traitées au sein du dispositif depuis quelques années est dû pour une large part à l'emploi généralisé des outils numériques.



3 – La production de listes terminologiques

C'est la raison d'être et la mission première des commissions.

Au cours de l'année 2013, la Commission générale a été saisie de treize nouveaux projets de publication, dont huit en procédure accélérée. Les travaux se poursuivant avec régularité, de nouvelles listes sont en préparation au sein des commissions spécialisées dont le mandat est confirmé, les autres restant en attente de renouvellement. Cette situation inédite pour le dispositif a pour conséquence inévitable un retard, sinon un tarissement des propositions de listes à étudier.

Pour ce qui est de la production terminologique en général, il existe des disparités d'une commission à l'autre, selon les domaines couverts. Certains secteurs comme l'internet ou l'économie et les finances suscitent à l'évidence des besoins beaucoup plus importants que ceux des affaires sociales ou de la justice, par exemple. Toutefois, l'écart de production entre commissions est peu significatif, le nombre de termes traités n'étant pas un critère en soi, mais bien plutôt l'intérêt des propositions et la pertinence des choix, en fonction des lacunes avérées du vocabulaire français. Par ailleurs, la qualité des termes et définitions proposés à la Commission générale est un facteur essentiel d'efficacité pour l'examen des listes, une proposition hâtive pouvant paradoxalement entraîner un retard dans la publication. À cet égard, les conseils adressés en 2010 par le président Fumaroli aux présidents des commissions, en vue de réduire le temps d'examen des listes et de désengorger la Commission générale, restent d'actualité et s'avèrent très utiles. Il est également primordial que le haut fonctionnaire s'assure

auprès des services et du cabinet que les propositions de la commission sont en adéquation avec les choix du ministre compétent, afin de ne pas s'exposer à un refus de ce dernier à l'étape ultime de la publication d'un terme au *Journal officiel* (voir p. 13). Cette situation, très rare, s'est pourtant rencontrée à deux reprises en 2013, pour les propositions *salle d'injection supervisée (drug consumption room)* et *rémunération aux voix (say on pay)*, *salle de consommation à moindre de risque* et *vote sur la rémunération* étant déjà respectivement retenus pour les textes réglementaires.

Enfin, privilégier une attitude prospective est indispensable afin de prévenir l'entrée massive de termes étrangers dans l'usage. C'est le meilleur moyen de contribuer effectivement à l'enrichissement du vocabulaire spécialisé et de maintenir l'aptitude de la langue française à exprimer les réalités contemporaines. Quel que soit le domaine considéré, l'innovation technique et scientifique doit faire l'objet d'une veille néologique soutenue et constituer la priorité absolue des travaux des commissions. Ainsi la commission de l'automobile a commencé à étudier des termes relatifs aux véhicules autonomes et connectés, celle de l'agriculture a choisi de traiter de l'agroécologie, celle de la défense s'est intéressée aux concepts nouveaux liés aux engagements nationaux dans le cadre de l'Alliance en Afghanistan, et celle de la justice aux évolutions du droit de la famille. Il peut cependant arriver que certaines notions très neuves ne soient pas encore suffisamment stabilisées pour rendre possible une définition, ou le choix du terme adéquat. En 2013, la commission de la culture a préféré surseoir à la proposition d'un équivalent français pour le nouveau métier désigné en anglais par *digital imaging technician (DIT)* ; on a également suspendu l'examen de la notion *duty of care* dans le domaine de la justice et celui du terme *glitch (couac)* en sciences et techniques spatiales. Il est en effet préférable de reporter la publication plutôt que de recommander au *Journal officiel* un terme ou une définition appelés à devenir rapidement obsolètes.

4 – La diffusion des termes nouveaux

La diffusion dans les milieux professionnels concernés incombe aux commissions spécialisées, qui disposent pour ce faire des moyens et des canaux propres à leur administration de rattachement.

Le recours à l'internet est pratique courante. À de rares exceptions près, les commissions disposent, sinon d'un site propre, du moins d'une page sur le site de leur ministère de rattachement.

Si la diffusion par l'internet de la terminologie recommandée s'avère nécessaire pour faire connaître les travaux, elle n'est pas suffisante et les moyens traditionnels demeurent indispensables. Le plus souvent, les commissions diffusent auprès des professionnels les publications réalisées par la délégation générale à la langue française. Elles utilisent également des publications comme la Lettre d'information du ministère de l'agriculture ou divers bulletins professionnels, par exemple dans le domaine du pétrole. Certaines d'entre elles éditent en outre des documents à usage interne (vocabulaire de l'ingénierie nucléaire) ou destinées à un public élargi (vocabulaire automobile : « Des mots et des autos »). Quelques-unes trouvent des relais dans la presse spécialisée, comme *Le Quotidien du médecin*, et dans la presse régionale, notamment dans le domaine sportif.

De façon ponctuelle, diverses initiatives de communication sont prises au cours de l'année par les commissions : présence et diffusion de brochures dans des colloques, salons et autres manifestations, jusqu'aux Journées du Patrimoine, où l'adjointe du haut fonctionnaire de terminologie des ministères de Bercy tient un comptoir sur la langue française. À l'occasion de la Journée de la francophonie, la traditionnelle cérémonie des Mots d'or de l'Association pour la promotion du français des affaires (APFA), organisée le 20 mars par son président, M. Jean-Marcel Lauginie, a été l'occasion d'inviter à Paris et de récompenser de jeunes élèves de l'enseignement commercial originaires de nombreux pays. Des manifestations telles que « La main à la pâte », destinée, sous l'égide de l'Académie des sciences, à mettre en valeur des activités scientifiques dans l'enseignement primaire, sont l'occasion de diffuser vocabulaires et dépliants.

La liste détaillée des responsables des commissions spécialisées ainsi que le bilan annuel de chaque commission sont disponibles à la délégation générale à la langue française.

IV – Le rôle de la délégation générale et des partenaires du dispositif

A – L’action de la délégation générale à la langue française et aux langues de France

La délégation générale à la langue française et aux langues de France veille à l’application du décret du 3 juillet 1996. Elle coordonne au niveau interministériel l’action des administrations en matière d’enrichissement de la langue française et veille au bon fonctionnement d’ensemble du dispositif (art.4). Service d’appui de la Commission générale de terminologie et de néologie (art.2-6), elle en assure le secrétariat permanent. Elle contribue à la diffusion des termes recommandés (art.4).

1 – Les moyens

Les moyens en personnel

Pour assurer le suivi du dispositif d’enrichissement de la langue française, la délégation générale dispose d’un service intitulé « mission du développement et de l’enrichissement de la langue » dont les missions vont au-delà de la terminologie, et touchent à toutes les questions relatives à l’évolution du français, en particulier dans l’administration. Le personnel permanent se compose en 2013 de six personnes : un chef de mission, une secrétaire et deux chargés de mission, l’une étant responsable des actions de diffusion, l’autre du suivi des commissions de terminologie. Ce dernier est assisté de deux terminologues.

La mission est également responsable de l’alimentation et du développement du site *FranceTerme* de la délégation générale, qui comprend une base de données terminologiques regroupant tous les termes publiés au *Journal officiel*, diverses rubriques d’information et un espace ouvert aux internautes. Depuis 2012, elle anime le site interactif intitulé *wikiLF*, qui est destiné à sensibiliser les internautes aux enjeux de la langue, en leur offrant la possibilité de dialoguer entre eux et en les associant ponctuellement aux travaux de terminologie. Elle est chargée de la rédaction et de la diffusion du *Rapport annuel de la Commission générale*, qui combine au bilan de l’année écoulée les éléments de doctrine et de méthode qui fondent le dispositif. Enfin, elle assure la quasi totalité du travail éditorial et la plus grande partie de la diffusion des documents terminologiques publiés par la délégation générale.

Les moyens financiers

La délégation générale apporte un soutien financier aux partenaires institutionnels du dispositif d’enrichissement de la langue française pour leur contribution aux travaux de terminologie et de néologie.

En 2013, la délégation générale a renouvelé ses subventions à l’Académie française pour la participation du Service du Dictionnaire aux travaux du dispositif, et à l’équipe de néologie et de terminologie de l’université Paris VII pour le recrutement de personnel et les recherches documentaires effectuées à partir des listes terminologiques établies par les commissions. Elle a en outre établi une convention semblable avec le Centre de recherche en terminologie et traduction (CRTT) de l’université Lyon II, afin de renforcer l’assistance documentaire aux commissions de terminologie, pour répondre à l’accroissement du nombre des listes proposées.

2 – La coordination du dispositif

La coordination des partenaires

En liaison avec la Commission générale de terminologie et de néologie, la délégation générale à la langue française et aux langues de France définit les orientations du dispositif et elle coordonne l'action des différents partenaires.

À ce titre, le délégué général siège à la Commission générale dont il est membre de droit, comme il l'est de chaque commission spécialisée (art.2 et 6). Ainsi, la délégation générale participe, par l'intermédiaire de la mission du développement de la langue, à toutes les réunions des commissions.

Elle se charge de l'organisation et du secrétariat des onze séances plénières de la Commission générale et de toutes celles de son groupe de travail (onze en 2013) auquel elle apporte une participation active et un appui logistique. La mission du développement de la langue a, en outre, l'entière responsabilité des réunions du groupe restreint de la Commission générale (neuf en 2013) ainsi que de la rencontre annuelle des responsables du dispositif. Bien que particulièrement réduite, cette équipe a néanmoins assuré la participation d'au moins un de ses membres à toutes les réunions des différentes commissions, de la plupart de celles de leurs groupes de travail et du comité de terminologie de l'Académie des sciences. Au total, cent trente-sept réunions en 2013, dont trente-cinq à sa charge.

La mission du développement de la langue conjugue sa fonction administrative et son expertise terminologique. Elle assure la mise en forme des listes de termes proposées par les commissions et leur transmission à l'Académie, à l'Afnor, aux deux équipes universitaires de terminologie et aux partenaires francophones. Elle établit la synthèse des informations recueillies sous forme de dossiers qu'elle transmet aux membres de la Commission générale. Elle assiste également le président du groupe de travail et elle prend en charge tous les dossiers du groupe restreint.

D'autre part, elle offre un soutien individualisé aux commissions et organise en tant que de besoin des réunions d'information, particulièrement sur les méthodes de travail et sur la diffusion des termes recommandés. Elle met à la disposition des commissions un ensemble de documents méthodologiques de référence qu'elle a élaborés à cet effet et qu'elle augmente régulièrement. De plus, elle a renforcé son rôle d'expert auprès des commissions spécialisées, en contribuant à la veille néologique ainsi qu'à la recherche documentaire nécessaire à l'élaboration des listes.

Le 30 janvier 2013, la délégation a organisé la réunion annuelle des responsables du dispositif d'enrichissement de la langue française, présidée conjointement par le délégué général et le président de la Commission générale *. Cette rencontre importante rassemble les présidents et les secrétaires des commissions spécialisées, ainsi que les hauts fonctionnaires de terminologie des différents ministères, afin de faire le bilan de l'année écoulée et d'envisager les orientations à prendre. En 2013, les échanges ont porté, entre autres, sur les moyens à mettre en œuvre pour assurer la continuité de l'action du dispositif dans un contexte de renouvellement des structures et des partenariats. À ce sujet, le représentant de l'Afnor a donné une présentation de l'action de l'association, notamment auprès du dispositif.

****Le procès verbal de cette réunion est disponible à la délégation générale à la langue française.***

La mise en place et le suivi des commissions spécialisées de terminologie et de néologie

Conformément au décret du 3 juillet 1996, la délégation est consultée pour ce qui concerne la composition des commissions (art.4). De plus, le délégué général s'efforce de participer à chaque séance d'installation des nouvelles commissions, pour préciser les enjeux, les objectifs et les méthodes de travail du dispositif.

La délégation générale entretient des relations suivies avec les hauts fonctionnaires de terminologie afin de les éclairer sur les modalités de fonctionnement du dispositif et de les appuyer dans leur action pour renforcer la place des commissions au sein de chaque ministère ; en effet, les services publics sont concernés au premier chef par les termes publiés au *Journal officiel*, qu'ils sont tenus d'employer, et ils se trouvent en première ligne pour repérer et signaler tout besoin terminologique nouveau.

En 2013, la délégation a été amenée à apporter un soutien à plusieurs responsables de commissions, pour tenter de soustraire certaines d'entre elles à des projets de suppression ou de fusion suscités par une lecture erronée du décret du 18 juin 2006 relatif aux commissions à caractère consultatif, alors que, d'évidence, les commissions spécialisées, éléments constitutifs d'un dispositif interministériel à vocation normative, n'entrent pas dans ce cadre, comme l'avait déjà confirmé en 2009 le Secrétariat général du gouvernement. Les efforts conjoints des responsables des commissions et de la délégation se sont heurtés à l'incompréhension de quelques rares services, due à leur méconnaissance de ce dispositif interministériel. Toutefois, les projets de fusion n'ont abouti que partiellement en 2013. La plus grande vigilance s'impose en 2014 pour éviter que de telles dispositions, contraires à la lettre comme à l'esprit du décret, et néfastes pour le dispositif, soient entérinées ou se poursuivent. Cela, d'autant plus que neuf commissions sont appelées à être renouvelées au cours de cette seule année.

3 – Diffusion et promotion

La délégation générale a poursuivi son effort de diffusion sur les divers supports qu'elle avait mis en place dès 1998, par l'édition et la diffusion de petits vocabulaires reprenant les listes publiées au *Journal officiel*, et plus particulièrement par la gestion et l'animation de son site de l'internet, *FranceTerme*.

Les publications

Le vocabulaire recommandé des différents domaines donne lieu à la publication de fascicules thématiques. Au fur et à mesure de la parution de nouvelles listes, une actualisation est nécessaire, soit par la publication de nouveaux fascicules, soit par la refonte de ceux existants, afin de regrouper l'ensemble des termes recommandés dans un même domaine. Outre la compétence nécessaire en terminologie, ce travail éditorial exige du temps et des moyens financiers qui sont à redéfinir chaque année, en fonction des possibilités budgétaires, la délégation étant désormais dans l'obligation de rechercher des cofinancements pour assurer l'édition papier de ces publications. Pour pallier en partie ces difficultés, la délégation s'est résolue en 2013 à procéder à la publication uniquement en ligne de certains vocabulaires. Les deux premiers ont été consacrés, l'un au vocabulaire de l'éducation et de la recherche, le second à celui de la santé. Les moyens traditionnels de diffusion restent pourtant indispensables pour faire connaître le vocabulaire recommandé à un large public, fortement demandeur de publications imprimées. En 2013, la délégation générale a pu exceptionnellement assurer l'édition d'un vocabulaire des sciences et techniques spatiales, en attente depuis plusieurs années.

Les fascicules sont distribués systématiquement aux responsables du dispositif d'enrichissement et à un réseau de correspondants directement concernés. Ils sont adressés gratuitement sur demande, notamment pour des enseignements spécialisés ou des colloques, entre autres, en 2013, pour un cycle de conférences à la Bibliothèque publique d'information (BPI) du centre Georges Pompidou, pour ne citer qu'un exemple. Malgré un intérêt de plus en plus marqué, notamment de la part des services administratifs, des collectivités locales et des enseignants et traducteurs étrangers, le tirage ne permet pas une diffusion massive ; en revanche, chaque fascicule est disponible en ligne.

Parallèlement, la délégation a poursuivi la publication périodique de petits dépliants destinés à sensibiliser le grand public, et intitulés *Vous pouvez le dire en français*, qui mettent en parallèle une sélection de termes recommandés, les uns déjà très répandus dans l'usage et d'autres au contraire encore peu employés, afin d'inciter chacun à les utiliser. En 2013, deux nouveaux dépliants ont été publiés, l'un sur le thème des énergies, l'autre sur celui de l'agriculture et de l'environnement. À leur parution, ces publications bénéficient d'une opération d'information auprès des médias à la fois large et ciblée, assurée, via l'internet, par le service de communication de la délégation générale.



Par ailleurs, la délégation s'attache à faire connaître le dispositif en rééditant régulièrement une brochure de présentation sur *L'enrichissement de la langue française* (collection *Références*), dont une édition refondue a été publiée fin 2013, ainsi qu'une plaquette intitulée *Terminologie et néologie* (collection *Repères*), destinée au grand public.

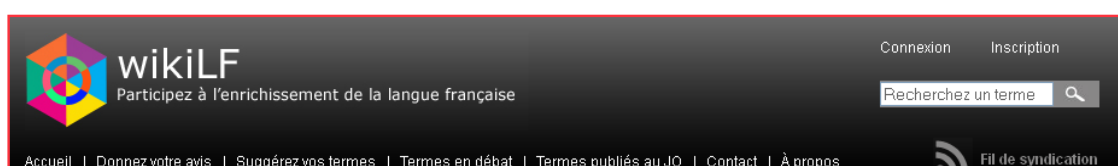
La diffusion par l'internet

La délégation s'efforce d'utiliser au mieux les possibilités de l'internet, afin d'assurer aisément et à moindres frais la promotion la plus large possible aux travaux du dispositif. Grâce à une liste de diffusion électronique, la mission du développement de la langue tient informés quasi instantanément tous ceux qui le souhaitent de toutes les parutions au *Journal officiel*. Avant tout, elle gère et anime le site *FranceTerme*, spécifique du dispositif d'enrichissement de la langue.



En 2013, la mission du développement de la langue a poursuivi l'alimentation continue de la base de données *FranceTerme*, parallèlement à son intégration au site du ministère de la Culture et de la Communication (www.franceterme.culture.fr). Cette base rassemble la totalité des termes et recommandations publiés au *Journal officiel* et inclut diverses pages consacrées à la terminologie. Elle comporte une rubrique « Librairie » où toutes les publications sont disponibles en fac-similé et téléchargeables. Conçue également comme un outil de collaboration pour les acteurs du dispositif, elle comporte un espace commun mis à disposition des commissions spécialisées. Elle offre un système d'alerte par abonnement, qui permet aux internautes de recevoir gratuitement une information en temps réel sur chaque nouvelle publication au *Journal officiel*. Elle comporte enfin une « Boîte à idées » qui donne la possibilité de proposer des termes, lesquels (plus de 300 en 2013) sont transmis aux commissions concernées. Ainsi, parmi les termes publiés au *Journal officiel* en 2013, une trentaine avaient été signalés par des internautes, très souvent en phase avec les propositions des experts, tels *bâtiment bioclimatique* (*environmental building*), *collecteur* (*crawler*), *course au visa* (*visa shopping*), *déverrouillage SIM* (*SIM unlocking*), ou *recyclage valorisant* (*upcycling*).

Par ailleurs, la mission du développement de la langue gère le site participatif intitulé *wikiLF* (LF pour langue française) destiné à sensibiliser le public à des travaux qui sont par essence l'affaire de spécialistes. Ouvert aux suggestions des internautes, ce site leur propose d'en débattre entre eux ; pour quelques notions appelées à se répandre assez largement, particulièrement dans le domaine de l'internet, ils sont aussi invités à contribuer ponctuellement à l'enrichissement de la langue française : ils peuvent, par exemple, proposer un terme ou indiquer leur préférence entre plusieurs termes possibles pour une notion dont l'appellation en anglais n'a pas encore d'équivalent en français. En 2013, cinq consultations ont eu lieu à propos de notions désignées par un terme anglais : *social shopping*, *learning center*, *MOOC*, *drive*, *social TV*. Les commissions sont informées de ces consultations informelles, qui, le plus souvent, corroborent le choix des experts.



La délégation générale veille enfin à la reprise, par le *Bulletin officiel* de l'Éducation nationale et celui de l'Enseignement supérieur, des listes publiées au *Journal officiel*, comme le prévoit le décret du 3 juillet 1996 (art.10). Cette publication systématique suit dans des délais très courts celle du *Journal officiel*, garantissant ainsi au vocabulaire recommandé une diffusion générale dans le monde enseignant.

education.gouv.fr

Entrez votre recherche ici OK

sur education.gouv.fr sur tous les sites de l'éducation nationale

LE SYSTÈME ÉDUCATIF | ÉCOLE | COLLÈGE | LYCÉE | POLITIQUE ÉDUCATIVE | CONCOURS, EMPLOIS, CARRIÈRES | BULLETIN OFFICIEL

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire de l'enseignement supérieur

NOR : CTNX1322729K
liste du 21-9-2013 - J.O. du 21-9-2013
MEN - MCC

cours en ligne ouvert à tous
Forme abrégée : cours en ligne.
Domaine : enseignement supérieur-formation.
Définition : formation accessible à tous, dispensée dans l'internet par des établissements d'enseignement, des entreprises, des organismes ou des particuliers, qui offre à chacun la possibilité d'évaluer ses connaissances et peut déboucher sur une certification.
Note :
1. Les certifications proposées sont parfois payantes.
2. On trouve aussi le terme « cours en ligne ouvert et massif (CLOM) ».
Voir aussi : formation en ligne.
Équivalent étranger : massively open online course (MOOC), massive open online course (MOOC).

Autres supports de diffusion

Divers organismes et institutions, comme l'Afnor, le Conseil international de la langue française (CILF), ou les traducteurs de l'Union européenne, ont établi sur leur site internet un lien avec celui de la délégation générale et *FranceTerme*, relayant ainsi les recommandations du dispositif. En outre, les termes recommandés sont intégrés dans le *Grand Dictionnaire terminologique* de l'Office québécois de la langue française, souvent avant même leur publication au *Journal officiel*. Ils sont repris également dans la banque terminologique du Bureau de la Traduction du Canada, *TERMIUM Plus* et dans *Termdat*, la base de données de la Chancellerie fédérale suisse, ou encore *IATE*, la base de données terminologiques des institutions européennes.

IATE InterActive Terminology for Europe

français (fr)

Ecran de recherche Aide

Domaine	Financement
Terme	financement participatif
fr	
Définition	financement faisant appel à un grand nombre de personnes, généralement des internautes, pour qu'elles investissent les fonds nécessaires à l'aboutissement d'un projet
Réf. de la définition	FranceTerme, 'financement participatif', http://www.culture.fr/france_/date&francetermeSearchTerme=financement+participatif&francetermeSearchDomaine=50 [24.9.2013]

Par ailleurs, plusieurs associations de défense de la langue française relaient cet effort de diffusion et de promotion et incitent au remplacement des termes étrangers par leurs équivalents français recommandés. Le site internet du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) présente une sélection des termes recommandés, à la rubrique « Langue française ».

Espace Presse | Etudes et publications | Espace juridique

CSA CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL

Tout ce qui vous regarde

MON ESPACE CSA

LE CSA | TÉLÉVISION | RADIO | SERVICES INTERACTIFS

Rechercher... Recherche avancée

Accueil / Radio / Le suivi des programmes / Le respect de la langue française

Le respect de la langue française

Le 9 décembre, le CSA a tenu au Collège de France un colloque sur l'avenir du français dans les médias audiovisuels, auquel ont pris part plusieurs membres éminents du dispositif, dont le Secrétaire perpétuel de l'Académie française, le président de la Commission générale et le délégué général à la langue française. Ce colloque a fait ressortir l'importance et même la nécessité d'utiliser dans les sphères politique et médiatique un vocabulaire français compréhensible par tous, si l'on veut maintenir la communication et le lien avec la société en général.

Dites-le
MON TÉLÉPHONE NE RÉPOND PLUS
en français

- **DÉBLOCAGE au lieu de UNLOCKING** : opération qui permet de remettre en fonction un [téléphone] mobile qui a été rendu inutilisable par plusieurs tentatives d'identification infructueuses.
- **DÉBRIDER au lieu de TO JAILBREAK** : contourner les protections d'un système pour supprimer les restrictions d'utilisation mises en place par le constructeur .
- **DÉVERROUILLAGE (SIM) au lieu de DÉSIMLOCKAGE ou SIM UNLOCKING** : opération qui permet d'utiliser, avec une carte SIM de n'importe quel opérateur de [téléphonie] mobile, un terminal qui ne fonctionnait initialement qu'avec une carte SIM de l'opération d'origine.

FranceTerme

www.FranceTerme.culture.fr
Délégation générale à la langue française et aux langues de France
6 rue des Pyramides - 75001 Paris
www.dgllf.culture.gouv.fr - dgllf@culture.gouv.fr
Tél : 33 (0) 1 40 15 36 93 - Fax : 33 (0) 1 40 15 36 76

Encart dans l'Express (septembre 2013)

En 2013, la délégation a poursuivi son action en direction de la presse, dont le rôle prescripteur, parfois mésestimé, est considérable. À titre d'exemple, un partenariat avec *L'Express* assure la publication régulière dans ce magazine de quelques termes recommandés, sur un thème d'actualité.

En 2013, un nouveau partenariat a été instauré avec Radio France, afin de mieux faire connaître l'action du dispositif : le site « espacepublic.fr » fait place à de brèves interviews données par les membres de la Commission générale ou certains partenaires, que les internautes sont invités à commenter. Par ailleurs, la délégation a accueilli la chaîne de télévision sud-coréenne EBS pour un reportage sur le dispositif d'enrichissement de la langue française. Cet effort de communication se traduit par un intérêt accru des médias et du public, dont attestent le nombre et la qualité croissante des réactions des internautes aux publications au *Journal officiel*. Ainsi la publication de *beuverie express* (*binge drinking*), de *textopornographie* et *pédopiéage* (*sexting* et *child grooming*) ou de *animateur de communauté* (*community manager*), a reçu un assez large écho dans la presse et les réseaux. En outre, la délégation fait fréquemment l'objet de demandes d'usagers pour intervenir auprès des médias ou d'organismes insuffisamment soucieux d'employer un vocabulaire français accessible à tous.

Les membres de la mission de la langue ont également été invités à présenter le dispositif à des étudiants d'une école de journalisme. On ne saurait assez souligner l'importance de diffuser auprès des médias, parfois trop enclins aux approximations propres à fausser l'information, une terminologie précise mais aisément compréhensible, et cela dans l'intérêt général. La délégation est enfin sollicitée par des organismes ou des particuliers pour la création ou l'officialisation de termes très divers. En 2013, par exemple, une association militant pour le don d'organes, et divers correspondants souhaitant la création d'une appellation spécifique pour désigner un parent ayant perdu un enfant se sont tournés vers la délégation générale, qui en réfère systématiquement pour avis aux autorités et commissions compétentes.

radiofrance.fr • france inter • france info • france bleu • france culture • france musique • fip • le mouv' • les orchestres

radio france **espace public**
le site des auditeurs des radios de Radio France

accueil s'adresser au médiateur déposer mon témoignage participer aux débats à la Une vos sujets du moment

La terminologie au service de la langue française ?

Vos contributions par chaîne

fip bleu culture info

Toutefois, la promotion du vocabulaire recommandé auprès du public comme des administrations ne peut être le seul fait de la délégation, particulièrement dans un contexte budgétaire extrêmement contraint. Une prise en charge collective s'impose, à l'heure où l'emploi d'un vocabulaire anglais se banalise, particulièrement dans le milieu de la presse, de la publicité et de l'audiovisuel, et surtout dans la sphère de l'internet.

Il revient à la délégation générale d'apporter une information aussi diversifiée que possible à l'intention du public le plus large, mais c'est aussi à chaque membre du dispositif de faire connaître et de promouvoir les termes recommandés dans les milieux auxquels il a accès.

Il incombe aux hauts fonctionnaires de terminologie de sensibiliser les services de leurs ministères respectifs et de leur rappeler l'obligation où ils sont de s'exprimer en français. Pour cela, ils peuvent s'appuyer sur la circulaire du Premier ministre :

Je vous rappelle que ce vocabulaire spécialisé s'impose à vos administrations et aux établissements placés sous leur tutelle. Il doit aussi être à la disposition de tous nos concitoyens soucieux de l'usage et de l'évolution de notre langue. À cet égard, les hauts fonctionnaires de terminologie et de néologie sont chargés, au sein des ministères dont ils relèvent, de veiller à la diffusion de ce vocabulaire de référence (annexe A4).

Il appartient enfin aux autorités de l'État de se montrer exemplaires en faisant respecter le droit au français de chaque citoyen, induit par la loi, comme le réclament de très nombreux usagers. Quels que soient les efforts réalisés, des travaux de la nature de ceux effectués par le dispositif ne peuvent avoir d'effet que s'ils sont portés par une volonté politique manifeste et relayés par le plus grand nombre possible de canaux.

B – Les partenaires du dispositif

1 – L'Académie des sciences

Conformément au décret, les Secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences sont membres de droit de la Commission générale de terminologie et de néologie (art.2-2) ainsi que des commissions spécialisées, dès lors que celles-ci traitent d'un vocabulaire à caractère scientifique (art.6-1). M. Michel Petit siège à la Commission générale au titre de représentant de cette Académie dont il est membre correspondant. Pour sa part, la délégation générale suit le comité de terminologie et de néologie de l'Académie des sciences, qui réunit les représentants de cette Académie dans les commissions spécialisées du domaine scientifique. En prenant part aux séances du groupe de travail sur la biologie qui soumet ses propres listes terminologiques à la Commission générale, elle est en mesure de veiller à l'harmonisation des travaux avec ceux des commissions concernées.

2 – Les organismes des autres pays francophones

Le décret du 3 juillet 1996 (art.1, 2^e al.) prévoit une concertation étroite entre la Commission générale, les commissions spécialisées et les organismes linguistiques des autres pays francophones, en particulier l'Office québécois de la langue française (OQLF) et le Bureau de la traduction des Services Gouvernementaux du Canada. Cette concertation passe principalement par l'échange d'avis sur les travaux terminologiques, gage d'une bonne harmonisation entre partenaires de la francophonie.

Définie dès 1997, cette collaboration, coordonnée par la délégation générale à la langue française, prévoit, pour toute liste terminologique, au moins deux étapes de consultation : l'une dès la mise à l'étude des nouveaux termes, en fonction des besoins, et l'autre, systématique, lors du premier examen d'une liste par la Commission générale.

Il revient à chaque commission spécialisée de solliciter ses correspondants francophones le plus tôt possible afin de bénéficier de leurs observations. Les commissions de l'automobile et de la santé y veillent particulièrement. Quelques-unes, comme celle de la chimie, de l'ingénierie nucléaire et des sciences et techniques spatiales comptent même parmi leurs membres des experts de Belgique, de Suisse et du Canada, avantage pourtant en voie de régression en raison de contraintes budgétaires pesant actuellement sur les organismes partenaires. La Commission générale, quant à elle, mène systématiquement sa réflexion à la lumière des commentaires de ses partenaires officiels, eux-mêmes étant des utilisateurs et des relais de la terminologie recommandée en France. Saisies de toute nouvelle liste par la délégation générale, les institutions partenaires communiquent à la

Commission générale leurs observations au sujet des termes à l'étude. Le fait que les choix effectués puissent différer dans quelques cas ne fait que refléter les particularités d'ordre culturel dans l'usage et dans l'intuition linguistique des différents pays. En 2013, par exemple, le dispositif français a choisi de recommander *mot-dièse* comme équivalent à *hashtag*, apparu dans le domaine numérique, alors que le Québec a préféré *mot-clic* ; de même, pour *binge drinking*, on a retenu *beuverie express* en France et *beuverie effrénée* au Québec, et, pour *happy slapping*, *vidéoagression* en France et *vidéolynchage* au Québec. Tout au long de l'année, l'Office québécois de la langue française a maintenu sa contribution, particulièrement appréciée, avec régularité. Lors d'une visite à la délégation générale, la directrice générale adjointe et un collaborateur de cet Office ont été invités à assister à une séance de la commission de l'agriculture. En revanche le Bureau de la Traduction du Canada, dont les services sont en cours de restructuration, a suspendu provisoirement sa participation. On constate en outre le retrait du service linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles. En tout état de cause, les liens sont maintenus avec ces organismes, que la délégation générale se charge de consulter directement en tant que de besoin.

Afin d'encourager la coopération terminologique entre langues romanes, et ce, malgré la fermeture de l'Union latine en 2012, la délégation générale a maintenu son soutien au réseau universitaire panlatin de terminologie (Realiter), en cours de réorganisation, qui prend les travaux du dispositif comme base d'une partie de ses propres publications.

Enfin, la délégation entretient des relations régulières avec la division française de la Direction générale de la traduction de la Commission européenne, les deux organismes procédant à des échanges d'information et à des consultations réciproques à propos de termes divers, comme, par exemple, en 2013, les questions posées par la notion de « genre » ou l'expression « droits de l'Homme » face à la formule « droits humains ». En outre, le représentant à Paris de la Direction générale de la traduction est membre de la commission spécialisée des affaires étrangères et de celle de l'économie et il sert d'intermédiaire entre la délégation générale et les services de traduction de Bruxelles.

3 – Les laboratoires universitaires de terminologie

Le premier de ces laboratoires (Laboratoire Histoire des théories linguistiques-HTL), rattaché à l'université Paris VII, comporte une équipe de néologie et de terminologie, chargée, depuis 1999, de fournir une assistance documentaire au dispositif d'enrichissement de la langue française, dans le cadre d'une convention passée avec la délégation générale à la langue française.

En 2013, devant l'accroissement des besoins des commissions, la délégation générale a passé une convention similaire avec le Centre de recherche en terminologie et traduction (CRTT) de l'université Lyon II. Les différents domaines ont été répartis entre les deux équipes. Ainsi, chaque commission a un partenaire identifié auquel s'adresser pour effectuer les recherches dont elle a besoin.

À partir des ressources linguistiques auxquelles elles ont accès, ces petites équipes constituent des dossiers documentaires très fournis destinés à alimenter la réflexion de la Commission générale, en réunissant un large éventail d'informations, disponibles notamment dans l'internet, sur les termes mis à l'étude par les commissions. Ces recherches sont intégrées au dossier élaboré par la délégation générale pour chaque séance de la Commission générale. En amont de l'examen des listes par la Commission générale, chaque commission spécialisée peut également solliciter son équipe à propos de termes nécessitant une recherche particulière. En 2013, tandis que se mettait en place la contribution de l'équipe de Lyon II, la responsable de l'équipe de Paris VII a participé, à titre d'expert, à la plupart des réunions de la Commission générale, ainsi qu'aux réunions des commissions spécialisées dont elle est membre.

4 – L'Association française de normalisation (AFNOR)

Les travaux d'enrichissement de la langue française se font en concertation avec les travaux de normalisation internationale menés au sein de l'Afnor, membre de droit des commissions spécialisées et de la Commission générale de terminologie et de néologie, où cette association se fait représenter par son service de traduction (voir p. 8). Réorganisée en 2012, sur le modèle du partenariat avec les organismes francophones, la contribution de l'Afnor aux travaux du dispositif s'est confirmée en 2013, grâce à la participation d'experts compétents dans la plupart des commissions de terminologie et surtout à la formalisation de la consultation officielle de cet organisme.

Par ailleurs, quelques membres de commissions spécialisées, en particulier le président de la commission des communications électroniques et certains experts des commissions du pétrole et de l'économie sont engagés à des titres divers dans les comités de normalisation nationaux et internationaux liés à l'Afnor, dont la délégation générale suit le travail.

La normalisation en français bénéficie depuis 2007 d'une dynamique nouvelle portée dans les États africains par le Réseau normalisation et francophonie (RNF), sous direction québécoise. Il est d'autant plus souhaitable que la normalisation technique en français, dont on peut attendre des retombées économiques fortes, soit portée par un élan en faveur de la langue française et de la diversité linguistique. La Commission générale et la délégation générale à la langue française, pour leur part, font leur possible pour que soit assurée la cohérence linguistique entre les normes techniques et la terminologie institutionnelle issue du dispositif.

Conclusion

Malgré un certain retard dans la procédure de renouvellement, inévitable dans un contexte interinstitutionnel, la Commission générale a maintenu son activité au rythme et au niveau obtenus depuis plusieurs années.

En témoignent les presque trois cent cinquante termes et définitions qui ont été recommandés et publiés au *Journal officiel* et qui ont fait l'objet d'actions de diffusion diversifiées. En outre, les membres de cette assemblée bénévole ont eu à cœur de s'investir dans la promotion des travaux, en particulier auprès des médias, promotion nécessaire en particulier dans l'internet, en direction d'un public d'autant plus prompt à la critique qu'il est peu au fait des questions de langue. On constate au contraire un intérêt de plus en plus marqué pour ce dispositif original, notamment à l'étranger, de la part de professionnels comme les enseignants, les traducteurs et interprètes, et de nombreux journalistes.

De surcroît, on s'est engagé dans la mise en place d'outils numériques conçus en vue de rationaliser encore le fonctionnement du dispositif, et surtout d'en accroître la visibilité, en l'ouvrant le plus possible aux nouveaux modes de communication. Les efforts déployés, particulièrement par la délégation générale à la langue française, pour sensibiliser le grand public en ajoutant, grâce à ces outils, une dimension participative à des travaux qui sont par nature le fait de spécialistes, visent une meilleure appropriation de la terminologie recommandée par des publics diversifiés. Il ressort cependant de ces ouvertures assez récentes qu'on ne peut faire l'économie d'un travail d'experts, irremplaçable dans des domaines hautement spécialisés. L'écart irréductible entre langue courante et langage de spécialité exige un traitement extrêmement méthodique de la terminologie, pour que puisse aboutir cette activité d'enrichissement programmé de la langue.

Pour autant, l'investissement persévérant des membres du dispositif, tant pour produire cette terminologie de référence que pour en assurer la diffusion, ne peut porter ses fruits que dans la mesure où une reconnaissance et un soutien effectif leur sont acquis de la part des autorités de l'État, au service duquel ils mettent leur compétence et leur conviction. La circulaire du Premier ministre a constitué pour la Commission générale un encouragement bienvenu dans un contexte délicat pouvant aller jusqu'à une remise en cause de certaines commissions par quelques décideurs mal informés et insuffisamment conscients des enjeux économiques et sociaux liés à l'emploi de la langue.

Dans le cadre du dispositif, la terminologie est indissociable de la néologie, l'objectif étant que notre langue ne reste pas en retrait par rapport aux innovations de la science et de la technologie. Cette action de long terme contribue à faire respecter le droit au français des citoyens dans les diverses circonstances de la vie sociale, mais elle vise aussi à donner confiance aux usagers français et à l'ensemble des locuteurs francophones dans la capacité de notre langue à s'adapter aux évolutions contemporaines et à conserver un statut de grande langue nationale et de communication internationale. Dans la pérennité de son action, le dispositif est porteur d'une vision d'avenir pour la langue et la culture françaises.

Annexes 2013

A – Le dispositif

- I **A.1** Décret n°96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
- III **A.2** Liste des membres de la Commission générale de terminologie et de néologie au 31 décembre 2013
- IV **A.3** Les commissions spécialisées de terminologie et de néologie au 31 décembre 2013
- VI **A.4** Circulaire du Premier ministre du 25 avril 2013
- VIII **A.5** La procédure

B – Les travaux

- IX **B.1** Calendrier général au 31 décembre 2013
- XIX **B.2** Calendrier des réunions 2013
- B.3** Publications 2013 (extraits du *Journal officiel*) :
- XX Vocabulaire de l'**informatique et de l'internet** (JO du 1^{er} janvier)
- XXIV Vocabulaire des **télécommunications et de l'informatique** (JO du 23 janvier)
- XXV Vocabulaire des **finances** (JO du 23 janvier)
- XXVI Vocabulaire de l'**environnement et du bâtiment** (JO du 1^{er} février)
- XXVIII Vocabulaire des **activités postales** (JO du 5 mars)
- XXX Vocabulaire de l'**économie et des finances** (JO du 13 mars)
- XXXVI Vocabulaire de l'**environnement et de la chimie** (JO du 24 mars)
- XXXVII Vocabulaire de l'**informatique et des télécommunications** (JO du 24 mars)
- XXXVIII Recommandation sur l'**équivalent français à donner à l'expression *street [sport]*** (JO du 7 avril)
- XXXIX Vocabulaire de la **biologie** (JO du 5 mai)
- XLI Vocabulaire de la **culture et des finances** (JO du 18 mai)
- XLII Vocabulaire de la **santé** (JO du 28 juillet)
- XLIII Vocabulaire des **télécommunications** (JO du 9 août)
- L Vocabulaire des **sports** (JO du 10 août)
- LVI Vocabulaire de l'**environnement** (JO du 8 septembre)
- LX Vocabulaire de la **communication** (JO du 8 septembre)
- LXI Vocabulaire des **affaires étrangères** (JO du 15 septembre)
- LXVII Vocabulaire de la **biologie** (JO du 15 septembre)
- LXXV Vocabulaire de l'**enseignement supérieur** (JO du 21 septembre)
- LXXVI Vocabulaire de la **défense** (JO du 5 décembre)
- LXXXI Vocabulaire du **droit** (JO du 5 décembre)
- LXXXV Vocabulaire de l'**agriculture et de la pêche** (JO du 15 décembre)
- LXXXVIII Vocabulaire du **commerce et de l'urbanisme** (JO du 20 décembre)
- LXXXIX Vocabulaire de l'**équipement et des transports** (JO du 21 décembre)
- XCVI Vocabulaire de l'**ingénierie nucléaire** (JO du 21 décembre)

C – La diffusion

- CIII **C.1** Publications relatives à l'enrichissement de la langue française – **Catalogue 2013**
- CIV **C.2** Publications relatives à l'enrichissement de la langue française – **Diffusion 2013**

A.1 : Décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française

Journal officiel de la République française du 5 juillet 1996

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française

NOR : *MCCB9600333D*

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre de la Culture,
Vu la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française ;

Vu le décret n° 89-403 du 2 juin 1989 modifié instituant un Conseil supérieur de la langue française et une délégation générale à la langue française ;

Vu l'avis de l'Académie française en date du 19 octobre 1995 ;
Après avis du Conseil d'État (section de l'intérieur),

Décrète :

Art. 1^{er}. - En vue de favoriser l'enrichissement de la langue française, de développer son utilisation, notamment dans la vie économique, les travaux scientifiques et les activités techniques et juridiques, d'améliorer sa diffusion en proposant des termes et expressions nouveaux pouvant servir de référence, de contribuer au rayonnement de la francophonie et de promouvoir le plurilinguisme, il est créé une Commission générale et des commissions spécialisées de terminologie et de néologie.

Ces commissions travaillent en liaison avec les organismes de terminologie et de néologie des pays francophones et des organisations internationales ainsi qu'avec les organismes de normalisation.

Art. 2. - La Commission générale de terminologie et de néologie est placée auprès du Premier ministre. Elle comprend, outre son président :

1° Le délégué général à la langue française ou son représentant ;

2° Le secrétaire perpétuel de l'Académie française ou un membre de l'Académie française désigné par lui ; un des secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences ou un membre de l'Académie des sciences désigné par eux ;

3° Dix personnalités qualifiées désignées sur proposition des ministres chargés respectivement de la justice, des affaires étrangères, de la culture, de la communication, de l'éducation nationale, de l'économie, de l'industrie, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la francophonie ;

4° Une personnalité désignée par la conférence des présidents d'université ;

5° Deux personnalités qualifiées désignées sur proposition du vice-président du Conseil supérieur de la langue française ;

6° Le président de l'Association française de normalisation (AFNOR) ou un représentant désigné par lui.

La Commission générale peut se faire assister, en tant que de besoin, d'experts choisis par le président en raison de leur compétence.

Le secrétariat de la Commission générale est assuré par la délégation générale à la langue française.

Les dépenses de fonctionnement de la Commission générale sont prises en charge par la délégation générale à la langue française.

Art. 3. - Le président de la Commission générale est nommé pour quatre ans par arrêté du Premier ministre.

Les membres de la Commission générale mentionnés aux 3°, 4° et 5° de l'article 2 sont nommés pour quatre ans par arrêté du ministre chargé de la culture.

En cas de décès, d'empêchement constaté par le président ou de démission d'un membre, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Art. 4. - Une commission spécialisée de terminologie et de néologie est créée dans chaque département ministériel par arrêté du ministre concerné pris après avis du délégué général à la langue française. Lorsque la spécialité du vocabulaire le justifie, il peut être créé plusieurs commissions spécialisées au sein d'un même département. Une même commission spécialisée peut être créée dans plusieurs départements ministériels par arrêté conjoint des ministres intéressés pris après avis du délégué général à la langue française.

La délégation générale à la langue française coordonne les travaux des différentes commissions spécialisées de terminologie et de néologie et contribue à leur diffusion.

Les dépenses de fonctionnement des commissions spécialisées de terminologie et de néologie sont prises en charge par les administrations auxquelles elles sont rattachées.

Art. 5. - Chaque ministre désigne un haut fonctionnaire chargé de la terminologie et de la néologie aux fins de susciter et de coordonner les actions en ces matières dans les domaines relevant de son administration. Il charge l'un des services de son administration centrale d'assister ce haut fonctionnaire en vue, notamment, d'assurer le secrétariat de la ou des commissions spécialisées et de veiller à la diffusion des termes nouveaux.

Art. 6. - Chaque commission spécialisée de terminologie et de néologie comprend :

1° Le délégué général à la langue française ou son représentant ;

Un représentant de l'Académie française ;

Un représentant de l'Académie des sciences, lorsque la spécialité du vocabulaire examiné le justifie ;

Un représentant d'un organisme agréé de normalisation désigné par le ministre intéressé lorsque la spécialité du vocabulaire le justifie ;

2° Des représentants de l'administration désignés par le ministre intéressé ;

3° Des personnalités qualifiées désignées pour quatre ans par le ministre intéressé.

En cas de décès, d'empêchement constaté par le président de la commission ou de démission d'une de ces personnalités, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Le président de la commission est nommé, pour une durée de quatre ans, par le ministre auprès duquel la commission est placée.

Chaque commission peut se faire assister de fonctionnaires, d'experts choisis en raison de leur compétence, de représentants des milieux professionnels et d'usagers qui utilisent le vocabulaire dont elle est chargée.

Art. 7. - Dans les domaines de compétence de l'administration à laquelle elles sont rattachées, les commissions spécialisées de terminologie et de néologie ont pour mission :

1° D'établir l'inventaire des cas dans lesquels il est souhaitable de compléter le vocabulaire français, compte tenu des besoins exprimés ;

2° De recueillir, analyser et proposer les termes et expressions nécessaires, notamment ceux équivalents à des termes et expressions nouveaux apparaissant dans les langues étrangères, accompagnés de leur définition ;

3° De veiller à l'harmonisation des termes, expressions et définitions proposés avec ceux des autres organismes de terminologie, de néologie et de normalisation et avec ceux des pays francophones et des organisations internationales dont le français est langue officielle ou langue de travail ;

4° De concourir à la diffusion auprès des usagers des listes de termes, expressions et définitions publiées au *Journal officiel*.

Elles peuvent en outre être consultées sur toutes questions intéressant l'emploi de la langue française.

Art. 8. - La Commission générale de terminologie et de néologie examine les termes, expressions et définitions dont elle est saisie par les présidents des commissions spécialisées de terminologie et de néologie en veillant à leur harmonisation et à leur pertinence.

Les présidents des commissions spécialisées de terminologie et de néologie intéressés participent de plein droit aux réunions au cours desquelles sont examinés les termes de la compétence de leur commission.

La Commission générale examine également certains termes, expressions et définitions qui ne relèvent de la compétence d'aucune commission spécialisée.

Elle concourt à la diffusion de l'ensemble des termes, expressions et définitions élaborés conformément au présent décret et rend le public sensible à l'évolution de la terminologie.

Art. 9. - La Commission générale de terminologie et de néologie soumet les termes, expressions et définitions qu'elle retient à l'Académie française.

Après avoir recueilli l'avis de l'Académie française, la Commission générale le fait connaître au ministre intéressé. Celui-ci peut, dans le délai d'un mois, indiquer à la Commission générale les raisons qui s'opposent à la publication de certains termes, expressions ou définitions si ceux-ci ne figuraient pas dans les propositions transmises à la Commission générale par la commission spécialisée de terminologie et de néologie placée auprès de lui.

Les termes, expressions et définitions proposés par la Commission générale ne peuvent être publiés au *Journal officiel* sans l'accord de l'Académie française. Si celle-ci n'a pas formulé d'avis dans un délai de quatre mois à compter de sa saisine, son accord est réputé acquis.

Art. 10. - Sauf si un ministre a fait connaître son opposition en application du deuxième alinéa de l'article 9, la Commission générale établit la liste des termes, expressions et définitions ayant reçu l'accord de l'Académie française qu'elle transmet pour publication au *Journal officiel* de la République française.

Les administrations donnent la plus large diffusion aux listes de terminologie publiées au *Journal officiel*. Ces listes sont également publiées au *Bulletin officiel* du ministère de l'Éducation nationale.

Art. 11. - Les termes et expressions publiés au *Journal officiel* sont obligatoirement utilisés à la place des termes et expressions équivalents en langues étrangères :

1° Dans les décrets, arrêtés, circulaires, instructions et directives des ministres, dans les correspondances et documents, de quelque nature qu'ils soient, qui émanent des services et des établissements publics de l'État ;

2° Dans les cas prévus aux articles 5 et 14 de la loi du 4 août 1994 susvisée relative à l'emploi de la langue française.

La Commission générale observe l'usage prévu au présent article des termes et expressions publiés.

Art. 12. - Les listes de termes et expressions approuvés en vertu des dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française précédemment en vigueur sont assimilées aux listes publiées en vertu du présent décret. Elles peuvent être modifiées selon la procédure prévue aux articles 7 à 10 du présent décret.

Art. 13. - À titre transitoire, pendant une période d'un an à compter de l'installation de la Commission générale de terminologie et de néologie, les termes, expressions et définitions contenus dans les listes approuvées en vertu des dispositions réglementaires précédemment en vigueur peuvent être révisés à l'initiative de la Commission générale de terminologie et de néologie.

La Commission générale soumet à l'Académie française les termes et expressions qu'elle envisage de retirer des listes précédemment approuvées, les expressions complémentaires qu'elle propose d'y ajouter et les définitions qu'elle propose de modifier. Elle en informe le ministre intéressé. Aucune révision ne peut être publiée sans l'accord de l'Académie française. Les listes révisées sont arrêtées et publiées selon les modalités prévues aux articles 9 et 10 du présent décret, à l'exception de la disposition de l'article 9 selon laquelle l'accord de l'Académie française est réputé acquis au terme d'un délai de quatre mois.

Art. 14. - Chaque commission spécialisée de terminologie et de néologie établit, avant le 15 janvier de chaque année, un rapport annuel sur ses activités ainsi que sur la diffusion et l'utilisation des termes, expressions et définitions publiés dans son champ de compétence.

La Commission générale de terminologie et de néologie fait la synthèse de ces documents et établit un rapport annuel sur l'action menée par les administrations pour l'enrichissement de la langue française. Ce rapport est annexé au rapport annuel d'activité de la délégation générale à la langue française.

Art. 15. - Le décret n° 86-439 du 11 mars 1986 relatif à l'enrichissement de la langue française est abrogé.

Art. 16. - Le garde des sceaux, ministre de la Justice, le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le ministre de la Défense, le ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, le ministre des Affaires étrangères, le ministre du Travail et des Affaires sociales, le ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Économie et des Finances, le ministre de l'Environnement, le ministre de la Culture, le ministre de l'Industrie, de la Poste et des Télécommunications, le ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, le ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration, le ministre des petites et moyennes Entreprises, du Commerce et de l'Artisanat, le ministre de la Fonction publique, de la Réforme de l'État et de la Décentralisation, le ministre délégué à l'Outre-mer, le ministre délégué à la Jeunesse et aux Sports, le ministre délégué au Budget, porte-parole du Gouvernement, le secrétaire d'État à la recherche et le secrétaire d'État chargé de la francophonie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juillet 1996.

Alain JUPPÉ

A.2 : Liste des membres de la Commission générale de terminologie au 31 décembre 2013

Président

par arrêté du 1^{er} juillet 2013 portant nomination du président de la Commission générale de terminologie et de néologie,

M. Marc FUMAROLI, de l'Académie française.

Membres de droit

M^{me} Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, secrétaire perpétuel de l'Académie française ;

M^{me} Catherine BRÉCHIGNAC et M. Jean-François BACH, secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences ;

M. Claude SATINET, président de l'Association française de normalisation ;

M. Xavier NORTH, délégué général à la langue française et aux langues de France.

Membres nommés

par arrêté du 15 octobre 2013 portant nomination à la Commission générale de terminologie et de néologie,

M^{me} Sophie-Caroline de MARGERIE, conseiller d'État, sur proposition du ministre de la justice ;

M. Jean-Michel GAUSSOT, ministre plénipotentiaire, sur proposition du ministre des affaires étrangères ;

M. Jean-Pierre de BEAUMARCHAIS, professeur des universités, sur proposition du ministre chargé de la culture ;

M. Alain REY, linguiste, sur proposition du ministre chargé de la communication ;

M^{me} Anne-Marie ROMULUS, inspectrice générale de l'éducation nationale, sur proposition du ministre chargé de l'éducation nationale ;

M^{me} Élisabeth BUKSPAN, inspectrice générale des finances honoraire, sur proposition du ministre chargé de l'économie ;

M. Philippe SAINT RAYMOND, ingénieur général des mines, sur proposition du ministre chargé de l'industrie ;

M. Alexandre GRANDAZZI, professeur des universités, sur proposition du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

M. Étienne GUYON, professeur des universités, sur proposition du ministre chargé de la recherche ;

M^{me} Joëlle LE MORZELLEC, professeur des universités, sur proposition du ministre chargé de la francophonie ;

M^{me} Danièle HÉRIN, professeur des universités, désignée par la Conférence des présidents d'université.

A.3 : Les commissions spécialisées de terminologie et de néologie au 31 décembre 2013

[Tableau établi d'après les arrêtés de création et de nomination parus au *Journal officiel*]

MINISTÈRES	COMMISSIONS SPÉCIALISÉES DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE (CST)
Affaires étrangères <i>haut fonctionnaire :</i> M ^{me} Delphine BORIONE	CST des affaires étrangères création et nomination : arrêtés du 20 mai 1999 - <i>JO</i> du 10 juin 1999 renouvellement : arrêté du 26 mars 2010 - <i>JO</i> du 10 avril 2010 <i>Président en exercice :</i> M. Thierry BURKARD <i>Secrétariat :</i> Direction de la politique culturelle et du français [M. Armand MARCARIAN]
Affaires sociales et santé – Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social – Droits des femmes <i>haut fonctionnaire :</i> M ^{me} Catherine DESMARES	CST compétente pour le domaine de la santé et le domaine social création et nomination : arrêté du 15 octobre 2004 - <i>JO</i> du 30 octobre 2004 renouvellement : arrêté du 17 avril 2009 - <i>JO</i> du 2 mai 2009 <i>Président en exercice :</i> M. Alain LAUGIER <i>Secrétariat :</i> Direction de l'administration générale, du personnel et du budget
Agriculture, agroalimentaire et forêt <i>haut fonctionnaire :</i> M. Georges BEISSON	CST de l'agriculture et de la pêche création et nomination : arrêtés du 1 ^{er} décembre 1998 - <i>JO</i> du 10 décembre 1998 renouvellement : arrêtés du 11 janvier 2013 - <i>JO</i> du 19 janvier 2013 <i>Président en exercice :</i> M. Emmanuel CHANTRY <i>Secrétariat :</i> Secrétariat général [M ^{me} Sophie LARDENOIS]
Culture et communication <i>haut fonctionnaire :</i> M. Jean-Sébastien DUPUIT	CST de la culture et de la communication création : arrêté du 2 mars 1998 - <i>JO</i> du 12 mars 1998 nomination : arrêté du 2 mars 1998 - <i>JO</i> du 24 mars 1998 renouvellement : arrêté du 18 avril 2012 - <i>JO</i> du 24 avril 2012 ; arrêté du 27 avril 2012 - <i>JO</i> du 4 mai 2012 <i>Président en exercice :</i> M. Jean-Pierre BIRON <i>Secrétariat :</i> N.
Défense <i>haut fonctionnaire :</i> M. Roland MANAL	CST de la défense création : arrêté du 8 novembre 1996 - <i>JO</i> du 3 décembre 1996 nomination : arrêtés du 6 mai 1997 renouvellement : arrêté du 26 février 2008 - <i>JO</i> du 11 mars 2008 <i>Président en exercice :</i> M. Ramuntxo GARDÈRES <i>Secrétariat :</i> Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives [M ^{me} Christine GOURIELLEC]
Écologie, développement durable et énergie – Égalité des territoires et logement <i>haut fonctionnaire :</i> M. Thierry LAVOUX	CST de l'environnement création et nomination : arrêté du 20 avril 2000 - <i>JO</i> du 3 mai 2000 renouvellement : arrêtés du 5 avril 2010 - <i>JO</i> du 4 juin 2010 ; arrêté du 12 mai 2011 - <i>JO</i> du 21 mai 2011 <i>Président en exercice :</i> M. Éric BINET <i>Secrétariat :</i> [M ^{me} Suzanne HUGON] CST de l'équipement, des transports et du logement création et nomination : arrêtés du 7 juillet 1999 - <i>JO</i> du 29 juillet 1999 renouvellement : arrêté du 9 décembre 2009 - <i>JO</i> du 26 décembre 2009 ; arrêté du 28 décembre 2009 - <i>JO</i> du 30 décembre 2009 <i>Président en exercice :</i> M. Jean-Didier BLANCHET <i>Secrétariat :</i> N. <i>Appui logistique :</i> Conseil général de l'environnement et du développement durable [M ^{me} Marie-José PINGUET]
Économie et finances – Commerce extérieur – Redressement productif – Artisanat, commerce et tourisme <i>haut fonctionnaire :</i> N.	CST de l'automobile création et nomination : arrêtés du 20 octobre 1998 - <i>JO</i> du 28 octobre 1998 renouvellement : arrêté du 13 mai 2011 - <i>JO</i> du 26 mai 2011 <i>Président en exercice :</i> M. Marc SZULEWICZ <i>Secrétariat :</i> Comité des constructeurs français d'automobiles [M ^{me} Frédérique PAYNEAU]

MINISTÈRES	COMMISSIONS SPÉCIALISÉES DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE (CST)
Économie et finances – Commerce extérieur – Redressement productif – Artisanat, commerce et tourisme (suite)	<p>CST de la chimie et des matériaux création et nomination : arrêtés du 5 août 1997 - JO du 23 août 1997 renouvellement : arrêté du 16 décembre 2010 - JO du 22 décembre 2010 <i>Président en exercice</i> : M. Jean TOULLEC <i>Secrétariat</i> : [M. Daniel CUZIN]</p> <p>CST de l'économie numérique création : arrêté du 15 juillet 2013 - JO du 24 juillet 2013 ; réunissant : - la CST de l'informatique et des composants électroniques (président : M. Jean-Pierre GRANDJEAN) * - la CST des communications électroniques et des activités postales (président : M. Jean SCHWOB) * <i>Secrétariat</i> : N.</p> <p>CST de l'économie, des finances et de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des services création et nomination : arrêtés du 20 janvier 1997 - JO du 31 janvier 1997 renouvellement : arrêtés du 9 octobre 2013 - JO du 16 octobre et du 18 octobre 2013 <i>Président en exercice</i> : M. Patrice SAMUEL <i>Secrétariat</i> : Adjointe du haut fonctionnaire de terminologie et de néologie [M^{me} Isabelle HUGUES]</p> <p>CST de l'ingénierie nucléaire création et nomination : arrêté du 23 mai 1997 - JO du 3 juin 1997 renouvellement : arrêté du 23 mars 2010 - JO du 2 avril 2010 <i>Président en exercice</i> : M. Francis VITTON <i>Secrétariat</i> : Société française d'énergie nucléaire [M. Emilio RAIMONDO]</p> <p>CST des sciences et de l'industrie pétrolières création et nomination : arrêtés du 19 janvier 1998 - JO du 27 janvier 1998 renouvellement : arrêté du 31 janvier 2011 - JO du 9 février 2011 <i>Président en exercice</i> : M. Jean-Pierre CORDIER <i>Secrétariat</i> : IFP Énergies nouvelles [M. Jean TRAPY]</p>
Éducation nationale <i>haut fonctionnaire</i> : M. Henri PERETTI	<p>CST de l'éducation et de l'enseignement supérieur création : arrêté du 26 juillet 2004 - JO du 4 août 2004 nomination : arrêté du 5 août 2004 - JO du 6 août 2004 renouvellement : arrêtés du 22 mars 2010 - JO du 26 et du 30 mars 2010 <i>Présidente en exercice</i> : M^{me} Henriette WALTER <i>Secrétariat</i> : Secrétariat général [M^{me} Danielle COUARD]</p>
Enseignement supérieur et recherche <i>haut fonctionnaire</i> : M. Henri PERETTI	<p>CST des sciences et techniques spatiales création et nomination : arrêté du 21 mai 1997 - JO du 29 mai 1997 renouvellement : arrêté du 7 avril 2010 - BOen du 29 avril 2010 <i>Président en exercice</i> : M. Michel PETIT <i>Secrétariat</i> : Centre national d'études spatiales [M. Jean-Louis ASTOR]</p>
Justice <i>haut fonctionnaire</i> : M ^{me} Carole CHAMPALAUNE	<p>CST en matière juridique création et nomination : arrêté du 16 février 1998 - JO du 25 février 1998 renouvellement : arrêté du 3 décembre 2013 - JO du 12 décembre 2013 <i>Président en exercice</i> : M. François TERRÉ <i>Secrétariat</i> : Direction des affaires civiles et du sceau [M. Hervé ROBERGE]</p>
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative <i>haut fonctionnaire</i> : M. Jean-Michel FAY	<p>CST des sports création : arrêté du 27 mars 2001 - JO du 1^{er} avril 2001 nomination : arrêté du 27 mars 2001 - JO du 4 avril 2001 renouvellement : arrêtés du 17 mai 2010 - JO du 2 et du 4 juin 2010 <i>Président en exercice</i> : M. George-Ray JABALOT <i>Secrétariat</i> : Direction des sports [M^{me} Madeleine DELAPERRIÈRE]</p>

* CST de l'informatique et des composants électroniques (création et nomination : arrêtés du 5 août 1997 - JO du 23 août 1997) ;
CST des communications électroniques et des activités postales (création et nomination : arrêté du 28 février 2006 - JO du 6 mars 2006).

Premier ministre

**Circulaire du 25 avril 2013 relative à l'emploi de la langue française
NOR : PRMX1311783C**

Paris, le 25 avril 2013

à
*Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les ministres délégués*

Depuis l'ordonnance de Villers-Cotterêts qui, en 1539, a fait du français la langue de l'administration et de la justice jusqu'à l'inscription en 1992 dans notre Constitution de la disposition selon laquelle « *La langue de la République est le français* », notre pays s'est construit dans un rapport étroit à la langue française.

Nous disposons aujourd'hui d'un cadre législatif et réglementaire qui crée les conditions d'exercice d'un droit au français dont nos concitoyens tirent parti dans leur vie quotidienne. Ce droit participe de notre démocratie dans la mesure où il garantit un égal accès à l'information et au savoir. Parce qu'il est dépositaire de notre pacte social, l'État a une responsabilité particulière dans la promotion et l'application de ce droit.

Aussi, je crois utile de rappeler un certain nombre de principes républicains touchant à la fonction première de l'usage du français par l'administration, qui est de contribuer à la cohésion de notre pays autour d'une langue partagée.

Par ailleurs j'entends placer la langue française au coeur de la politique de modernisation de l'État, en développant et valorisant ses ressources et en lui donnant les meilleures chances de prospérer dans l'univers numérique.

De l'héritage que nous a légué l'histoire, il importe que nous fassions un outil d'ouverture au monde. On ne saurait défendre ou promouvoir le français hors de nos frontières sans en favoriser l'usage dans notre pays lui-même, à commencer par l'ensemble des représentants de l'État.

1/ Le cadre législatif et réglementaire en faveur du français engage l'ensemble du Gouvernement

Je vous invite à veiller au respect des textes qui encadrent l'emploi de notre langue dans la société, car, quel que soit le domaine d'activité concerné (consommation, éducation, entreprise, sciences, culture, audiovisuel), c'est notre tissu social qui est fragilisé si ces textes ne sont pas strictement observés.

Un rapport du Gouvernement dresse chaque année pour le Parlement un bilan de la situation de la langue française. J'ai souhaité en préfacier la dernière édition pour mieux mettre en évidence la dimension par nature interministérielle de la politique du français.

Ce document a vocation à éclairer les orientations ou les mesures que chacune et chacun d'entre vous peut être amené à prendre dans les différents domaines où la place de notre langue est en jeu. Je vous engage à le nourrir de données précises et circonstanciées afin d'assurer la bonne information des parlementaires, attentifs à l'action du Gouvernement en faveur du français.

2/ Organiser la dimension linguistique de l'action publique contributive à sa modernisation.

Notre langue est à même d'exprimer toutes les réalités contemporaines et de désigner les innovations qui ne cessent de voir le jour dans les sciences et les techniques.

En privilégiant systématiquement son emploi dans les différents outils de communication dont elles disposent (site internet, signalétique, nom de marque ou de service, campagne publicitaire...), vos administrations contribuent à l'épanouissement de la relation de confiance entre la langue et le citoyen.

Un vocabulaire français clair et précis permet en outre de prévenir des contentieux ou de lever des ambiguïtés dans les échanges ou les négociations. Son emploi dans des secteurs où notre savoir-faire et notre expertise sont reconnus (environnement, défense, automobile, aéronautique...) permet aussi de conforter nos intérêts économiques et stratégiques.

L'ensemble des termes retenus dans le cadre du dispositif interministériel d'enrichissement de la langue française sont réunis dans la base de données *FranceTerme*, riche de plus de 6 000 mots. Je vous rappelle que ce vocabulaire spécialisé s'impose à vos administrations et aux établissements placés sous leur tutelle. Il doit aussi être à la disposition de tous nos concitoyens soucieux de l'usage et de l'évolution de notre langue.

À cet égard, les hauts fonctionnaires de terminologie et de néologie sont chargés, au sein des ministères dont ils relèvent, de veiller à la diffusion de ce vocabulaire de référence. Ils jouent aussi un rôle de conseil auprès des services sur toute question ayant trait à l'emploi du français. Je souhaite consolider leur rôle en élargissant leur mission d'animation, de conseil et de soutien à l'ensemble des questions ayant trait à l'emploi du français.

3/ Quelques principes simples doivent régir l'emploi du français en situation de communication internationale

Qu'ils représentent officiellement notre pays au sein d'une organisation multilatérale, qu'ils interviennent en tant qu'experts dans un groupe de travail international ou qu'ils soient impliqués dans une relation de travail avec un partenaire étranger, les agents de l'État sont de plus en plus souvent amenés à s'exprimer dans un cadre international.

Il importe que, dans ces différentes situations, ils utilisent de façon systématique le français dès lors qu'une interprétation dans notre langue est disponible. Et lorsque le statut de notre langue le permet, il leur faut exiger cette interprétation, afin d'avoir l'assurance d'être compris.

Si tel n'est pas le cas, ils pourront, selon leur compétence, choisir de s'exprimer dans la langue maternelle de leur interlocuteur, dans un souci de valorisation de la diversité linguistique.

Il ne sera fait usage d'une langue tierce qu'en ultime recours. Car si cette solution peut satisfaire des besoins usuels de communication, elle s'avère souvent insuffisante pour des échanges approfondis qui nécessitent que nos points de vue soient parfaitement exprimés et compris de nos interlocuteurs.

Dans certains cas, même si nos partenaires étrangers ne se sentent pas suffisamment à l'aise pour s'exprimer en français, ils ont néanmoins une connaissance passive de notre langue. Et de la même manière, nos représentants peuvent être en mesure de comprendre une ou plusieurs langues de communication internationale, sans pour autant être capables de s'exprimer avec facilité dans lesdites langues. Cette situation peut inciter à proposer un mode de communication qui établit une plus grande égalité dans l'échange : chacun, dès lors qu'il comprend la langue de son partenaire, peut s'exprimer dans la sienne.

4/ L'interprétation et la traduction favorisent la circulation des idées et des savoirs

Dans toutes les réunions ou conférences internationales organisées en France à l'initiative d'un service de l'État ou d'un de ses établissements, je vous demande de veiller à la mise en place d'une interprétation, car celle-ci garantit la pertinence et la profondeur des échanges.

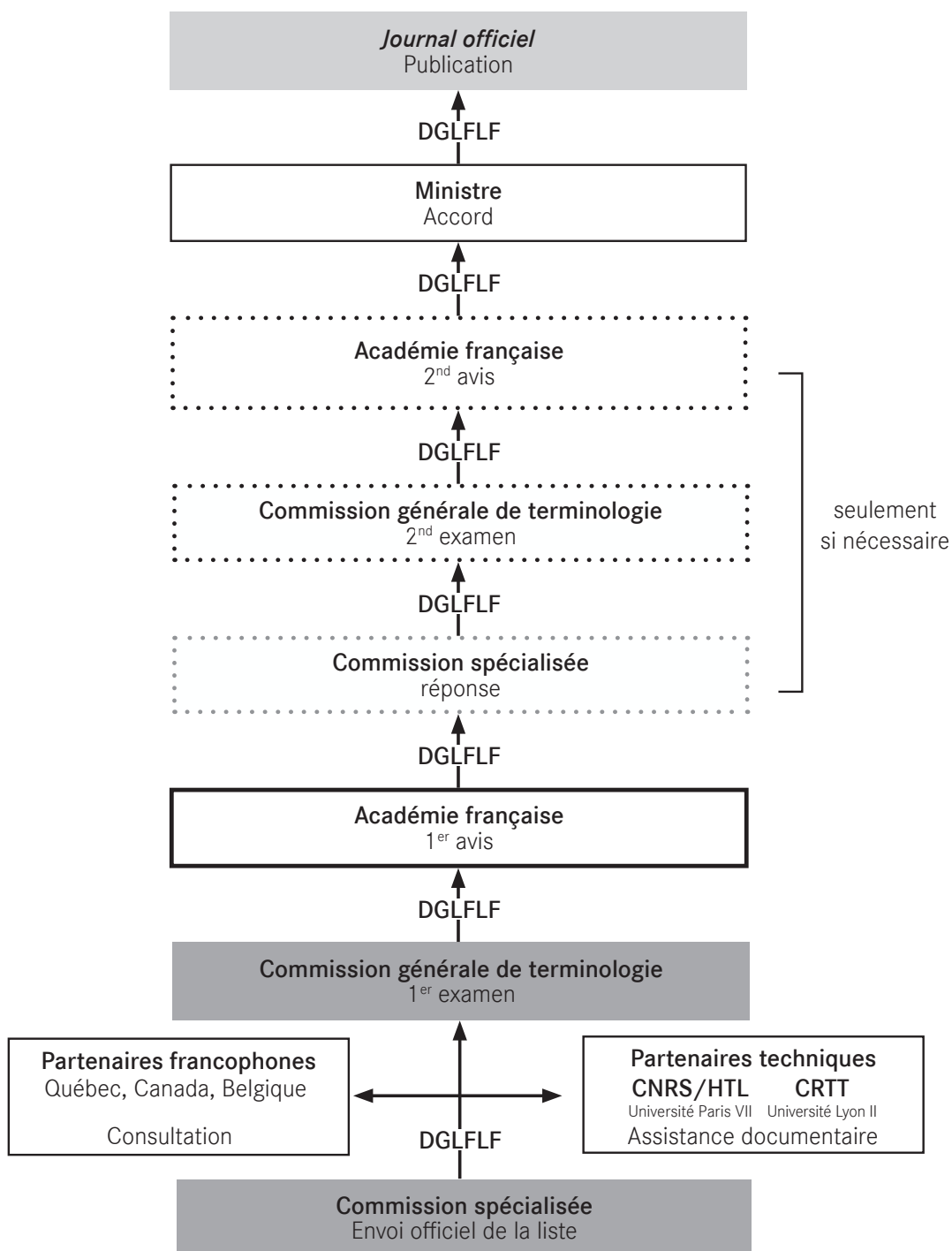
Nos administrations ont grand intérêt à recourir à la traduction, qui sert doublement notre pays. Elle contribue à la promotion dans le monde de nos savoirs, de notre expertise et de notre culture et, inversement, elle facilite le travail de veille et d'observation dans des domaines stratégiques (technologies, sécurité, défense...). Si la traduction automatique ou assistée par ordinateur peut satisfaire des besoins de traduction pressants ou massifs, je vous rappelle que seul le recours à des traducteurs professionnels permet de restituer avec précision la portée normative ou l'imprégnation culturelle d'un texte.

J'attends de chacun d'entre vous un engagement personnel dans la mise en œuvre de ces principes républicains et de bonne gouvernance.

Jean-Marc AYRAULT

DISPOSITIF D'ENRICHISSEMENT DE LA LANGUE FRANÇAISE

LA PROCÉDURE



B.1 : Calendrier général au 31 décembre 2013

LISTES	CST → CGTN	CGTN → LSNT	LSNT → CGTN	CGTN 1 ^{er} examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → CST	CST → CGTN	CGTN → 2 ^{es} examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → ministre	ministre → CGTN	CGTN → JO	Publication au JO (au Boen)
AFFAIRES ÉTRANGÈRES															
1 ^{er} liste de toponymie	28/06/02	-	-	10/12/03 11/02/04	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 ^e liste de toponymie	14/04/05 27/03/06 ■	-	-	10/05/06 14/06/06	05/07/06	29/01/07	20/02/07	01/08/07 *	24/10/07 18/06/08	09/11/07 19/06/08	24/01/08 15/07/08 *	13/05/08	09/04/08	21/07/08	24/09/08 (01/01/09)
2 ^e liste de toponymie (suite)	17/09/07	-	-	21/11/07	06/12/07	18/01/08 *	22/01/08	18/02/08	12/03/08	12/03/08	04/04/08 *	-	-	-	16/09/06 (26/10/06)
1 ^{er} liste	22/07/03	19/09/03	27/02/04	15/12/04 19/01/05	24/02/05	26/05/05	26/09/05	11/01/06	10/05/06	02/06/06	07/06/06	-	-	-	-
2 ^e liste	15/01/07 *	25/01/07	28/02/07	11/11/07	04/01/08	25/02/08 *	28/02/08	26/03/08	18/06/08	27/06/08	15/07/08 *	-	-	16/09/08	19/10/08 (01/01/09)
3 ^e liste	28/04/08	13/06/08	20/10/08	11/02/09 11/03/09	26/03/09	18/05/09 *	27/05/09	24/09/09	07/10/09	19/10/09	26/10/09 *	-	-	26/11/09	19/01/10 (15/04/10)
4 ^e liste	22/04/10 *	14/06/10	09/02/11	13/04/11 11/05/11	24/05/11	20/06/11	27/06/11	05/07/11	12/10/11	25/11/11	29/11/11	27/01/12	27/01/12	02/02/12	04/03/12 (19/04/12)
5 ^e liste	16/01/12	14/02/12	30/05/12	04/07/12 19/09/12 09/01/13	16/01/13	25/01/13	12/02/13	04/03/13	10/04/13	16/04/13	17/05/13	-	-	17/07/13	15/09/13 (14/11/13)
AGRICULTURE ET PÊCHE															
1 ^{er} liste, Pêches maritimes	01/02/96	-	18/08/97 Cf. Mer	25/02/98 Cf. Mer	31/03/98 Cf. Mer	02/06/98 Cf. Mer	06/12/99	06/06/00	25/04/01	30/05/01	06/07/01	-	-	24/10/01	30/11/01 (19/12/02)
2 ^e liste, « agroalimentaire », « réexamen »	18/05/01	01/06/01	25/09/01 22/05/02	22/05/02	05/07/02	09/07/02	25/07/02	12/12/03	14/01/04	11/02/04	08/03/04	-	-	12/05/04	12/06/04 (30/09/04)
3 ^e liste	03/09/04	20/09/04	27/01/05	15/06/05	05/07/05	21/11/05 *	19/12/05	07/02/07	09/05/07	06/06/07	11/06/07	-	-	03/08/07	07/09/07 (15/11/07)
4 ^e liste (termes urgents)	06/12/07	-	-	19/12/07	04/01/08	15/02/08 *	28/02/08	07/03/08	12/03/08	12/03/08	04/04/08 *	-	-	21/05/08	27/06/08 (02/10/08)
5 ^e liste	27/03/10	27/04/10	21/12/10	23/03/11 13/04/11	21/04/11	09/06/11 *	15/06/11	13/12/11	11/01/12	20/01/12	26/01/12	-	-	19/03/12	13/05/12 (22/06/12)
6 ^e liste	10/07/12 22/08/12 ■	07/09/12	21/11/12	13/03/13	25/03/13	13/06/13	17/06/13	05/07/13	18/09/13	26/09/13	01/10/13	-	-	20/11/13	15/12/13
1 ^{er} liste du génie génétique	03/09/04 27/04/05 ■	20/09/04	27/01/05	15/06/05 14/09/05	24/10/05	16/03/06	11/04/06	21/06/06	05/07/06	29/08/06	08/09/06	-	-	18/10/06	23/11/06 (04/01/07)
2 ^e liste du génie génétique	17/07/06	23/08/06	27/10/06	04/07/07	20/08/07	15/02/08 *	28/02/08	12/03/08	09/04/08	23/04/08	13/05/08 *	-	-	24/06/08	06/07/08 (02/10/08)
ARCHITECTURE															
1 ^{er} liste	06/07/95	-	-	16/04/97 07/05/97	04/07/97	25/09/97	27/10/97	28/11/97 22/01/98	22/04/98	27/05/98	01/07/98	-	-	17/11/98	16/12/98 (08/04/99)
AUTOMOBILE															
1 ^{er} liste	04/01/99	-	-	10/03/99	19/05/99	05/07/99	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 ^e liste	20/12/00	23/02/01	13/09/01	22/05/02	07/06/02	08/07/02	25/07/02	13/09/02	30/04/03 18/06/03	09/07/03	12/11/03	12/01/04	11/12/03	15/01/04	23/10/99 15/02/04 (19/09/02)
3 ^e liste	23/08/04	31/08/04	05/01/05	18/05/05	16/06/05	01/07/05	13/07/05	13/09/05	14/12/05	12/01/06	16/01/06	-	-	08/03/06	05/04/06 (20/07/06)
4 ^e liste	21/07/05	12/09/05	25/10/05	14/12/05	12/01/06	26/01/06	10/02/06	24/02/06	15/03/06 *	-	-	06/04/06	15/03/06	12/04/06	02/06/06 (20/07/06)
5 ^e liste	10/07/06	02/08/06	27/10/06	18/04/07	09/05/07	11/06/07 *	12/06/07	25/06/07	12/09/07	28/09/07	22/10/07 *	12/11/07	23/10/07	15/11/07	23/12/07 (31/01/08)
6 ^e liste	04/07/07 17/01/08 ■	05/02/08	06/02/08	14/05/08	27/05/08	20/06/08	30/06/08	15/07/08	15/10/08	22/10/08	18/12/08 *	26/01/09	23/12/08	23/01/09	22/02/09 (19/03/09)
7 ^e liste	23/07/08	10/09/08	27/11/08	01/07/09	13/07/09	16/10/09 *	27/10/09	06/11/09	13/01/10	28/01/10	04/02/10	12/03/10	25/02/10	18/03/10	24/04/10 (25/11/10)
8 ^e liste	07/10/09	17/11/09	17/03/10 15/07/10 ■	22/09/10	14/10/10	28/10/10	25/11/10	20/12/10	23/02/11	01/03/11	11/03/11	-	-	22/04/11	08/06/11 (01/09/11)
9 ^e liste	20/12/12	29/01/13	12/05/13	03/07/13	22/07/13	14/10/13	05/11/13	26/11/13	12/02/14	-	-	-	-	-	-

→ 1^{er} transmission

⇒ 2^{es} transmission

Ligne grisée = Liste publiée

jj/mm/aa date prévue pour l'examen

■ rectificatif

* date de réception

** pas de 2^{es} examen

° visa

LISTES	CST → CGTN	CGTN → LSNT	LSNT → CGTN	CGTN 1 ^{er} examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → CST	CST → CGTN	CGTN 2 nd examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → ministre	ministre → CGTN	CGTN → JO	Publication au JO (au Boen)
CHIMIE ET MATÉRIAUX															
1 ^{re} liste, Termes généraux	31/03/94	—	—	27/05/98	28/07/98	23/11/98	20/01/99	25/02/99	22/09/99	22/12/99	02/05/00	27/11/00	18/01/01	12/02/01	18/04/01 (04/12/03)
2 ^e liste, Termes généraux	28/06/00	20/09/00	16/10/00 1 ^{re} partie 20/02/01 24/10/01 2 ^e partie	27/06/01 19/09/01 20/02/01 19/11/01	12/12/01	23/05/02	06/06/02	21/06/02	26/03/03	30/04/03	10/06/03	09/07/03	20/08/03	10/09/03	08/10/03 (04/12/03)
3 ^e liste, Termes généraux	27/02/03	13/03/03	28/04/03	12/05/04 16/06/04	20/08/04	07/12/04	07/01/05	25/02/05	18/05/05	16/06/05	01/07/05	13/07/05	—	16/08/05	22/09/05 (13/10/05)
4 ^e liste, Termes généraux	28/12/07	13/06/07 06/02/08 ■	16/05/08	15/10/08 10/12/08 11/03/09	26/03/09	15/07/09 *	27/08/09	04/11/09	10/02/10 14/04/10	21/04/10	05/05/10 *	01/07/10	—	03/08/10	02/09/10 (25/11/10)
Stéréochimie	18/06/96	—	—	08/10/97 29/10/97	10/11/97	10/02/98	03/06/98	16/06/98	04/11/98	17/02/99	23/04/99	27/11/00	18/01/01	12/02/01	18/04/01 (04/12/03)
Polymères	14/01/00	25/06/00	07/09/00	27/09/00	26/10/00	08/01/01	12/02/01	02/03/01	11/07/01	11/09/01	18/10/01	19/11/01	26/12/01	03/01/02	01/03/02 (19/12/02)
Chimie physique des couches et films minces, liquides ou solides, et des interfaces	18/01/00	25/06/00	07/09/00	27/09/00 26/10/00 27/05/01 19/09/01	24/10/01	26/03/02	10/04/02	21/06/02	18/12/02	22/01/03	03/03/03	28/03/03	28/04/03	30/04/03	15/06/03 (04/12/03)
Matériaux : plastiques	04/11/09	11/01/10	07/04/10	24/11/10 15/12/10	28/12/10	21/02/11	08/03/11	31/05/11	29/06/11	04/07/11	25/07/11 *	29/07/11	—	05/09/11	16/10/11 (22/12/11)
Matériaux : verre	20/11/12	26/12/12	06/02/13	15/05/13	27/05/13	08/02/13	17/07/13	27/11/13	15/01/14	17/04/12	27/04/12	09/05/12	—	14/06/12	18/07/12 (06/09/12)
Chimie pharmaceutique	15/04/10	17/09/10	12/04/11	01/06/11	10/06/11	04/07/11	25/07/11	08/03/12 15/03/12 ■	11/04/12	17/04/12	27/04/12	—	—	—	—
CULTURE ET COMMUNICATION															
1 ^{re} liste, Audiovisuel	27/07/02	26/09/02	23/01/03	21/05/03 18/06/03	09/07/03	05/12/03	08/01/04	22/04/04	16/06/04	13/07/04	28/10/04	09/11/04	—	08/12/04	18/01/05 (10/03/05)
2 ^e liste, Patrimoine	10/02/04 06/04/05 ■	08/04/04	16/11/04	18/01/05 19/05/05	26/05/05	23/06/05	13/07/05	08/02/06	12/04/06	10/05/06	06/06/06	05/07/06	—	11/08/06	16/09/06 (26/10/06)
3 ^e liste, Audiovisuel	10/02/04	08/04/04	03/12/04	16/03/05	13/04/05	26/05/05	07/07/05	08/02/06	12/04/06	10/05/06	06/06/06	05/07/06	—	11/08/06	15/09/06 (26/10/06)
4 ^e liste, Audiovisuel	08/02/06	17/02/06	19/04/06	24/01/07	01/02/07	05/03/07 *	13/03/07	22/06/07	12/09/07	28/09/07	22/10/07 *	23/10/07	12/11/07	15/11/07	23/12/07 (31/01/08)
5 ^e liste, Patrimoine	08/02/06	17/02/06	06/04/06	21/03/07	03/04/07	10/05/07	30/05/07	22/06/07	12/09/07	28/09/07	22/10/07 *	31/10/07	13/11/07	15/11/07	23/12/07 (31/01/08)
6 ^e liste	19/06/08	11/07/08	12/12/08	10/06/09 16/09/09	30/09/09	12/11/09	18/12/09	05/03/10	14/04/10	21/04/10	05/05/10 *	31/05/10	16/06/10	21/06/10	22/07/10 (25/11/10)
7 ^e liste	14/12/09 * 10/06/10 ■	11/02/10 02/08/10	07/03/10 30/09/10	20/10/10 24/11/10	09/12/10	20/01/11	16/02/11	30/05/11	29/06/11	04/07/11	13/07/11 *	21/07/11	—	29/08/11	16/10/11 (22/12/11)
DÉFENSE															
1 ^{re} liste	17/07/97	—	—	—	10/02/98	13/05/98	28/07/98	09/10/98	12/05/99	20/09/99	22/11/99	01/07/00	24/07/00	12/02/01	18/04/01 (10/03/05)
2 ^e liste	24/06/02	15/07/02	22/01/03	26/03/03 30/04/03	21/05/03	13/06/03	26/06/03	17/06/04	07/07/04	22/09/04	18/11/04	15/12/04	—	10/01/05	10/02/05 (10/03/05)
3 ^e liste	26/09/05	13/10/05	21/10/05	13/12/06 24/01/07	01/02/07	05/03/07 *	13/03/07	16/07/07	24/10/07	09/11/07	27/11/07 *	18/12/07	—	21/01/08	02/02/08 (05/06/08)
4 ^e liste	24/10/07 04/12/08 ■	20/12/07 22/12/08	29/05/08 05/06/09	13/01/10 10/02/10	24/02/10	10/05/10	26/05/10	06/01/11 18/01/11 ■	23/02/11	01/03/11	16/03/11 *	14/04/11	—	17/05/11	19/06/11 (01/09/11)
5 ^e liste	16/05/12	26/06/12	16/10/12	14/11/12 09/01/13	16/01/13	13/02/13 *	19/02/13	02/08/13	18/09/13	26/09/13	01/10/13	10/10/13	—	07/11/13	05/12/13
« civilisation »	25/11/04	—	—	14/09/05 ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ terme intégré à la 4^e liste de la procédure accélérée

→ 1^{er} transmission ⇒ 2nd transmission

Ligne grisée = Liste publiée

jj/mm/aa date prévue pour l'examen

■ rectificatif

* date de réception

** pas de 2nd examen

° visa

LISTES	CST → CGTN	CGTN → LSNT	LSNT → CGTN	CGTN 1 ^{er} examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → CST	CST → CGTN	CGTN 2 nd examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → ministre	ministre → CGTN	CGTN → JO	Publication au JO (au Boen)
ÉCONOMIE ET FINANCES															
8 ^e liste	31/05/95	—	—	07/05/97 28/05/97	29/08/97	22/10/97	30/10/97	31/12/97	25/02/98	31/03/98	13/05/98	19/06/98	28/07/98	28/07/98	14/08/98 (08/04/99)
9 ^e liste	20/08/97	—	—	25/03/98 22/04/98	08/06/98	07/10/98	27/11/98	14/01/99	12/05/99 09/06/99	22/09/99	18/11/99	17/02/00	17/03/00	31/03/00	12/05/00 (19/09/02)
10 ^e liste	04/02/00 31/03/00	—	28/04/00	17/05/00 14/06/00	26/10/00	24/11/00	12/02/01	02/04/01	25/04/01*	—	—	11/05/01	15/06/01	27/06/01	28/07/01 (19/09/02)
11 ^e liste	12/06/01	—	01/10/01	12/12/01 13/02/02 13/03/02 10/04/02 03/07/02	04/07/02	08/07/02	25/07/02	16/12/02 10/03/03 08/04/03	30/04/03 21/05/03 09/07/03	11/07/03	12/11/03	15/12/03	13/01/04	03/02/04	26/03/04 (22/04/04)
12 ^e liste	05/06/02 13/06/02 25/06/03 10/07/03 15/09/03	—	03/09/02 31/01/03	12/11/03 10/12/03	15/01/04	23/03/04	16/04/04	21/06/04	22/09/04	13/10/04	26/10/04	17/11/04	17/12/04	23/12/04	30/01/05 (10/03/05)
13 ^e liste	24/06/03	—	06/11/03 02/02/05	13/04/05 18/05/05	18/05/05	13/06/05	07/07/05	23/12/05	15/02/06 10/05/06	02/06/06	20/06/06*	29/08/06	21/09/06	13/09/06	26/10/06 (07/12/06)
14 ^e liste	24/06/03 15/09/03	—	06/10/03	11/02/04 22/03/04	15/04/04	13/05/04	28/05/04	22/10/04 07/12/04	15/12/04	10/01/05	20/01/05	24/02/05	24/03/05	25/03/05	14/05/05 (09/06/05)
15 ^e liste (1 ^{er} partie)	25/06/04	—	09/12/04	13/07/05	15/09/05	06/02/06	23/02/06 07/11/06	02/06/06 01/02/07	05/07/06	29/08/06 03/04/07	13/10/06 04/04/07	20/10/06 et 18/04/07	14/11/06 et 11/05/07	15/11/06 et 22/05/07	28/12/06 (08/02/07) et 12/06/07 (20/09/07)
15 ^e liste (2 ^e partie)	25/06/04	—	21/12/04	14/09/05 19/10/05	16/11/05	16/02/06	01/03/06 07/11/06	02/06/06 01/02/07	05/07/06 21/03/07	29/08/06 03/04/07	13/10/06 04/04/07	07/10/08	—	27/10/08	19/11/08 (01/01/09)
16 ^e liste (1 ^{er} partie)	02/06/06	—	10/09/06	21/03/07 18/04/07	09/05/07	28/09/07	09/10/07 09/05/08	05/03/08 11/06/08	09/07/08	23/04/08 18/07/08	13/05/08* 26/09/08	07/10/08	—	27/10/08	19/11/08 (01/01/09)
16 ^e liste (2 ^e partie)	02/06/06	—	03/10/06	18/04/07 09/05/07	26/06/07	27/11/07*	07/01/08 09/05/08	05/03/08 11/06/08	09/04/08 09/07/08	18/04/08 18/07/08	13/05/08* 26/09/08	03/11/09	27/11/09	26/11/09	19/01/10 (15/04/10)
17 ^e liste	02/06/06	—	19/11/06	21/11/07 09/04/08	15/04/08	15/07/08*	22/07/08	27/01/09	08/04/09 13/05/09	27/05/09	24/06/09*	03/11/09	27/11/09	26/11/09	19/01/10 (15/04/10)
18 ^e liste	20/07/07	—	29/12/07	14/05/08 09/07/08	18/07/08	19/01/09*	29/06/09	08/09/09	07/10/09	19/10/09	27/10/09	18/12/09	25/01/10	26/01/10	02/03/10 (15/04/10)
19 ^e liste	04/08/08	—	15/03/09	04/11/09 09/12/09	02/02/10	28/05/10	09/06/10	22/11/10* 25/11/10	15/12/10	28/12/10	10/01/11	03/02/11	17/02/11	18/02/11	18/03/11 (01/06/11)
20 ^e liste	01/03/10 08/07/10	—	02/04/10	11/05/11	24/05/11	14/11/11	01/12/11	10/02/12	15/02/12	28/02/12	26/03/12*	18/04/12	—	21/05/12	17/06/12 (19/07/12)
21 ^e liste	20/07/10 31/05/11	—	15/12/11	15/02/12 14/03/12	26/03/12	02/07/12	03/07/12	16/07/12	19/09/12 17/10/12	23/10/12	26/11/12	26/12/12	24/01/13	04/02/13	13/03/13 (25/04/13)
22 ^e liste	12/12/12	—	10/03/13	10/04/13 15/05/13	24/05/13	05/11/13	19/11/13	—	—	—	—	—	—	—	—
Conditions internationales de vente	24/11/03	—	—	10/12/03	15/01/04	26/01/04	—	—	**	—	—	11/02/04	09/03/04	22/03/04	24/04/04 (30/09/04)
3 termes isolés	01/06/05	—	09/09/05	15/02/06	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ audition

→ 1^{er} transmission

⇒ 2nd transmission

Ligne grisée = Liste publiée

jj/mm/aa date prévue pour l'examen

■ rectificatif

* date de réception

** pas de 2nd examen

° visa

LISTES	CST → CGTN	CGTN → LSNT	LSNT → CGTN	CGTN 1 ^{er} examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → CST	CST → CGTN	CGTN 2 nd examen	CGTN ⇒ AF	AF ⇒ CGTN	CGTN → ministre	ministre → CGTN	CGTN → JO	Publication au JO (au Boen)
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR															
1 ^{re} liste	29/12/05	10/01/06	10/02/06	13/09/06	20/10/06	27/10/06	14/11/06	04/01/07	21/02/07	07/03/07	23/03/07 *	18/04/07	—	10/05/07	16/06/07 (20/09/07)
2 ^e liste	05/09/07	11/09/07	29/12/07	18/06/08	27/06/08	15/07/08 *	22/07/08	29/01/09	08/04/09 10/06/09	29/06/09	15/07/09 *	20/07/09	—	01/09/09	25/09/09 (26/11/09)
3 ^e liste	31/01/13	22/03/13	24/05/13	03/07/13	22/07/13	09/10/13	14/10/13	25/11/13	15/01/14	—	—	—	—	—	—
ENVIRONNEMENT															
1 ^{re} liste	02/07/01	—	—	14/01/98 ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2 ^e liste	04/09/06	29/09/06	08/11/06	12/03/08 09/04/08	23/04/08	16/06/08 ²	03/07/08	08/10/08	19/11/08	28/11/08	12/01/09 *	10/02/09	—	13/03/09	12/04/09 (25/06/09)
3 ^e liste	15/02/07 *	20/02/07	22/03/07	09/04/08	23/04/08	16/06/08 ²	03/07/08	08/10/08	19/11/08	28/11/08	12/01/09 *	—	—	—	—
4 ^e liste	25/01/08 *	06/02/08	05/06/08	10/12/08	16/12/08	13/02/09 *	19/02/09	29/06/09	07/10/09	19/10/09	27/10/09	—	—	31/12/09	04/02/10 (15/04/10)
5 ^e liste	04/06/08	03/07/08	11/11/08	11/03/09 08/04/09	23/04/09	12/06/09 *	22/06/09	02/07/09	07/10/09	19/10/09	27/10/09	—	—	—	—
6 ^e liste	23/03/09 23/12/09 ■	23/04/09 12/01/10	21/05/09 14/01/10	14/04/10	21/04/10	28/05/10	15/06/10	07/07/10	20/10/10	05/11/10	17/11/10	09/12/10	27/12/10 14/01/11	28/12/10	01/02/11 (31/03/11)
7 ^e liste	21/01/11 *	29/06/11	05/09/11	16/11/11 14/12/11	22/12/11	14/02/12	27/02/12	21/03/12	11/04/12	17/04/12	27/04/12	09/05/12	—	14/06/12	13/07/12 (06/09/12)
8 ^e liste	08/10/12 *	—	—	09/01/13	16/01/13	13/03/13	18/03/13	06/04/13	05/06/13	12/06/13	19/06/13	08/07/13	—	05/08/13	08/09/13 (14/11/13)
ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT															
1 ^{re} liste, Transports	15/11/94	—	21/01/97	18/12/96 22/01/97 19/02/97	23/05/97	26/06/97	01/09/97	—	**	—	—	15/10/97	22/10/97	30/10/97	02/12/97 (08/04/99)
2 ^e liste, Transport maritime	—	—	cf. Mer 18/08/97	cf. Mer 25/02/98	cf. Mer 31/03/98	cf. Mer 02/06/98	cf. Mer 06/12/99	12/04/01	18/09/02	25/10/02	16/01/03	03/03/03	02/04/03	30/04/03	20/06/03 (28/08/03)
3 ^e liste, Transport aérien	15/10/01	—	22/10/01	24/10/01	12/12/01	08/01/02	15/01/02	18/02/02	26/02/03	—	—	—	—	—	—
4 ^e liste ³	12/04/01 10/10/01	08/10/01 21/11/01	18/10/01 23/05/02	18/12/02 29/01/03	17/03/03	13/06/03	26/06/03	13/10/03	22/03/04 14/04/04	15/04/04	06/05/04	07/07/04	24/07/04	09/09/04	21/10/04 (02/12/04)
5 ^e liste, Transports	11/12/02	—	—	18/12/02 29/01/03 26/02/03	17/03/03	13/06/03	26/06/03	13/10/03	14/04/04	26/05/04	02/06/04	16/06/04	—	13/09/04	22/10/04 (02/12/04)
6 ^e liste, Transports	06/06/03	14/10/03	17/12/03	18/01/06 15/02/06 15/03/06	07/04/06	09/06/06	26/06/06	11/12/06	21/02/07	07/03/07	12/03/07	18/04/07	—	10/05/07	10/06/07 (20/09/07)
7 ^e liste, Génie civil	06/06/03 21/10/03 ■	14/10/03	08/02/04	15/03/06 12/04/06	10/05/06	03/07/06	04/09/06	28/11/06	13/12/06 21/02/07	07/03/07	12/03/07	23/05/07	—	15/06/07	22/07/07 (27/09/07)
8 ^e liste	30/11/07	17/12/07	17/01/08	18/06/08	02/07/08	09/10/08 *	21/10/08	04/11/08	10/12/08	16/12/08	12/01/09 *	01/04/09	—	04/05/09	06/06/09 (10/09/09)
9 ^e liste	31/10/08 11/12/08 ■	22/12/08	30/03/09	01/07/09	13/07/09	16/10/09 *	27/10/09	07/12/09 ■ 11/01/10	10/03/10	19/03/10	21/04/10	21/05/10	—	11/06/10	04/07/10 (25/11/10)
10 ^e liste	26/01/10	05/03/10	09/05/10 20/07/10 ■	22/09/10	14/10/10	15/11/10	25/11/10	20/12/10	23/02/11	01/03/11	16/03/11 *	21/03/11	26/04/11	22/04/11	09/06/11 (01/09/11)
11 ^e liste	02/11/11 *	22/12/11	26/03/12	11/04/12 09/01/13	16/01/13	25/02/13	07/03/13	13/07/13	09/10/13	17/10/13	23/10/13	07/11/13	—	29/11/13	21/12/13
12 ^e liste	24/10/13	19/11/13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ audition ² courriel ³ deux listes de 12 et 27 termes, regroupées par la DGLFLF

→ 1^{re} transmission ⇒ 2nde transmission Ligne grisée = Liste publiée ■ rectificatif * date de réception ** pas de 2nde examen ° visa

LISTES	CST → CGTN	CGTN → LSNT	LSNT → CGTN	CGTN 1 ^{er} examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → CST	CST → CGTN	CGTN 2 nd examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → ministre	ministre → CGTN	CGTN → JO	Publication au JO (au Boen)
INFORMATIQUE ET COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES															
2 ^e liste de l'informatique	30/08/96	—	—	18/06/97 09/07/97 17/09/97	27/10/97	22/01/98	17/02/98	20/03/98	22/04/98	27/05/98	01/07/98	28/07/98	17/09/98	17/09/98	10/10/98 (08/04/99)
3 ^e liste de l'informatique	14/03/01	02/04/01	11/07/01 15/11/01	19/11/01 12/12/01	03/01/02	26/03/02	10/04/02	06/05/02	25/10/02	20/11/02	12/12/02	19/12/02	21/01/03	31/01/03	27/02/03 (27/03/03)
4 ^e liste de l'informatique	21/11/03 15/12/04 ■	17/12/03	10/04/04	17/11/04 19/01/05	16/03/05	24/06/05 *	22/03/06	14/07/06	15/11/06	15/12/06	05/01/07	25/01/07	29/03/07	02/03/07	20/04/07 (20/09/07)
5 ^e liste de l'informatique	28/04/05	16/05/05	23/06/05	14/06/06	05/07/06	13/10/06	02/11/06	14/12/06	24/01/07	01/02/07	05/02/07	22/02/07	11/05/07	21/03/07	02/05/07 (20/09/07)
6 ^e liste de l'informatique	02/01/08	04/02/08	23/04/08	14/01/09	30/01/09	16/03/09	26/03/09	24/04/09	16/09/09	30/09/09	16/10/09 *	03/11/09	23/11/09	13/11/09	27/12/09 (15/04/10)
7 ^e liste de l'informatique	29/05/08	24/06/08	15/09/08	04/11/09	17/11/09	22/01/10 *	22/01/10	02/03/10	19/05/10	27/05/10	31/05/10	22/06/10	15/07/10	26/07/10	15/08/10 (25/11/10)
8 ^e liste de l'informatique	24/01/11	29/06/11	26/10/11	14/12/11 11/01/12	20/01/12	27/02/12	08/03/12	20/06/12	19/09/12	26/09/12	15/10/12 *	29/10/12	—	07/12/12	01/01/13 (07/02/13)
9 ^e liste de l'informatique	25/06/13	22/07/13	23/09/13	18/12/13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1 ^{er} liste des composants élec.	23/11/99	21/02/00	31/05/00	05/07/00	26/10/00	27/11/00	12/02/01	26/06/01	24/10/01	19/11/01	02/01/02	14/01/02	14/02/02	15/02/02	26/03/02 (19/12/02)
2 ^e liste des composants élec.	14/01/08	04/02/08	28/03/08	14/01/09 11/02/09	13/02/09	23/03/09	07/04/09	07/07/09	16/09/09	30/09/09	16/10/09 *	22/10/09	10/11/09	13/11/09	27/12/09 (15/04/10)
3 ^e liste des composants élec.	22/01/09	25/02/09	05/06/09	10/03/10 09/06/10	22/06/10	29/10/10	17/11/10	26/01/11	26/01/11	10/02/11	21/02/11	25/02/11	14/03/11	23/03/11	21/04/11 (01/09/11)
4 ^e liste des composants élec.	07/09/12	11/10/12	28/11/12	13/02/13	15/02/13	06/05/13	14/05/13	—	—	—	—	—	—	—	—
1 ^{er} liste de l'internet	11/06/98	—	—	17/06/98 08/07/98	17/06/98 28/07/98	30/10/98	26/11/98	08/12/98	16/12/98	08/01/99	29/01/99	12/02/99	18/02/99 ¹ 29/03/99 ²	17/02/99	16/03/99 (08/04/99)
2 ^e liste de l'internet	19/10/99	—	—	24/11/99 08/12/99 19/01/00	17/02/00	11/05/00	—	—	**	—	—	15/06/00	30/06/00	03/07/00	01/09/00 (19/09/02)
3 ^e liste de l'internet	14/03/01	02/04/01	Fait par la DGLF	11/07/01 19/09/01	19/11/01	02/01/02	15/01/02	23/02/02	10/04/02	—	—	19/06/02	—	23/10/02	08/12/02 (06/02/03)
4 ^e liste de l'internet	21/11/03 22/03/04 ■	17/12/03	10/04/04	12/05/04	16/06/04	02/07/04	22/07/04	04/09/04	13/10/04	16/11/04	07/12/04	24/02/05	25/03/05	25/03/05	20/05/05 (09/06/05)
5 ^e liste de l'internet	28/04/05	16/05/05	23/06/05	14/06/06	05/07/06	13/10/06	02/11/06	14/12/06	24/01/07	01/02/07	05/02/07	21/03/07	11/05/07	20/04/07	07/06/07 (20/09/07)
1 ^{er} liste du courrier électronique.	—	—	04/03/97	12/03/97	26/03/97	24/04/97	—	—	07/05/97	—	—	—	11/05/97	30/10/97	02/12/97 (08/04/99)
2 ^e liste du courrier électronique.	08/07/02 15/01/03	—	—	29/01/03	19/02/03	07/03/03	—	—	**	—	—	28/03/03	28/04/03	30/04/03	20/06/03 (28/08/03)
INGÉNIEURIE NUCLÉAIRE															
2 ^e liste	26/06/98 06/04/99 ■	—	20/10/98	25/11/98 14/04/99	02/07/99	07/10/99	27/10/99	22/11/99	24/11/99	08/12/99	30/03/00	18/05/00	16/06/00	25/07/00	03/08/00 (19/09/02)
3 ^e liste	14/03/00	31/10/00 14/02/01	17/07/01	22/05/02 12/06/02 03/07/02 18/09/02	25/10/02	30/01/03	21/02/03	26/06/03	09/07/03	10/09/03	05/01/04	14/04/04	14/05/04	26/05/04	18/06/04 (30/09/04)
4 ^e liste	29/11/02 17/02/03 ■	11/02/03	25/03/03	09/07/03 10/09/03 08/10/03	12/11/03	01/03/04	16/03/04	05/07/04	17/11/04	10/01/05	25/01/05	13/07/05	—	16/08/05	21/09/05 (13/10/05)
5 ^e liste (termes urgents)	02/10/03	14/10/03	28/10/03	14/01/04	11/02/04	08/03/04	—	—	**	—	—	22/03/04	14/05/04	26/05/04	16/06/04 (30/09/04)
6 ^e liste	21/12/04 *	24/12/04	04/05/05	19/10/05 16/11/05	14/12/05	27/04/06 *	03/05/06	26/12/06 *	06/06/07	26/06/07	17/07/07 *	03/09/07	09/10/07	03/10/07	10/11/07 (31/01/08)
7 ^e liste	11/07/06	23/08/06	30/12/06	19/12/07	16/01/08	04/04/08 *	25/04/08	23/06/08	17/09/08	01/10/08	16/10/08 *	15/04/08	22/12/08	23/01/09	18/06/08 (02/10/08)

1 ministre de l'économie et des finances → 1^{er} transmission ⇒ 2nd transmission **Ligne grisée = Liste publiée** **jj/mm/aa** date prévue pour l'examen ■ rectificatif * date de réception ** pas de 2nd examen ° visa

LISTES	CST → CGTN	CGTN → LSNT	LSNT → CGTN	CGTN 1 ^{er} examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → CST	CST ⇒ CGTN	CGTN 2 nd examen	CGTN ⇒ AF	AF ⇒ CGTN	CGTN → ministre	ministre → CGTN	CGTN → JO	Publication au JO (au Boen)
8 ^e liste	28/03/08 *	06/05/08	15/07/08	13/05/09 01/07/09	13/07/09	30/11/09	04/12/09	13/09/10 *	24/11/10	09/12/10	30/12/10 *	28/12/10	03/02/11	03/02/11	20/02/11 (31/03/11)
9 ^e liste	29/12/08	27/02/09	13/10/09	10/03/10 19/05/10	27/05/10	05/07/10	19/08/10	10/01/11	23/03/11	07/04/11	14/04/11	22/04/11	03/06/11	03/06/11	01/07/11 (29/09/11)
10 ^e liste	10/03/10 * 13/01/11 ■	09/04/10	25/10/10	23/03/11 01/06/11	10/06/11	28/11/11	09/12/11	19/01/12	14/03/12	26/03/12	30/03/12	13/04/12	07/05/12 *	09/05/12	03/06/12 (19/07/12)
11 ^e liste	11/04/12	23/05/12	31/08/12	14/11/12 13/02/13	11/03/13 16/04/13	22/05/13	28/05/13	01/07/13	09/10/13	17/10/13	23/10/13	31/10/13	23/12/13	02/12/13	21/12/13
JUSTICE															
1 ^{re} liste	07/07/06 19/12/06 ■	02/08/06 04/01/07	28/10/06 15/01/07	06/06/07	26/06/07	17/07/07 *	25/07/07	05/11/07	19/12/07	04/01/08	22/01/08 *	13/03/08	17/04/08	17/04/08	25/05/08 (02/10/08)
2 ^e liste	09/07/07 06/04/08 ■	11/07/08	15/09/08	16/09/09	08/10/09	17/11/09 *	19/11/09	13/12/10 *	26/01/11	02/02/11	07/02/11	10/02/11	15/03/11	15/03/11	03/04/11 (01/09/11)
3 ^e liste	16/04/12 *	07/05/12	31/08/12	12/12/12 13/02/13	15/02/13	14/03/13	09/04/13	24/07/13	18/09/13	26/09/13	01/10/13	10/10/13	13/11/13	13/11/13	05/12/13
MER															
1 ^{re} liste				25/02/98	31/03/98	04/06/98	06/12/99 ¹								
PÉTRÔLE ET GAZ															
1 ^{re} liste	20/12/95			19/02/97 16/04/97	04/07/97	09/10/97	27/10/97	29/01/98 10/04/98	06/05/98	08/06/98	28/09/98	04/11/98	11/12/98	08/12/98	12/01/99 (08/04/99)
2 ^e liste	08/07/04	13/07/04	08/03/05	19/10/05 16/11/05	14/12/05	03/02/06	23/02/06	24/03/06	14/06/06	05/07/06	11/07/06	13/09/06	04/10/06	17/10/06	25/11/06 (04/01/07)
3 ^e liste (termes urgents)	15/12/06			21/03/07	27/03/07	16/05/07 *			**			16/05/07	15/06/07	15/06/07	22/07/07 (27/09/07)
4 ^e liste	04/06/07	13/06/07	06/10/07	13/02/08 12/03/08	20/03/08	13/05/08 *	21/05/08	06/10/08	19/11/08	28/11/08	12/01/09 *	10/02/09	13/03/09	13/03/09	25/04/09 (25/06/09)
5 ^e liste	01/03/10 12/04/10 ■	21/04/10	07/02/11	13/04/11	21/04/11	09/06/11 *	09/06/11	22/06/11	21/09/11	25/11/11	29/11/11	22/12/11	17/01/12	23/01/12	12/02/12 (29/03/12)
6 ^e liste	28/06/12	10/09/12	13/11/12	12/12/12 13/03/13	25/03/13	02/07/13	17/07/13	28/10/13	18/12/13						
SANTÉ ET AFFAIRES SOCIALES															
1 ^{re} liste	17/01/01		26/02/01	14/03/01 25/04/01 30/05/01	12/06/01	06/07/01	11/09/01	15/06/02	20/11/02	05/12/02	16/01/03	19/02/03	10/03/03	28/03/03	03/06/03 (28/08/03)
2 ^e liste	24/11/05 *	16/12/05	14/03/06	15/11/06 13/12/06	05/01/07	11/06/07 *	02/07/07	20/01/08	13/02/08	29/02/08	04/04/08 *	23/06/08	21/07/08	21/07/08	06/09/08 (01/01/09)
3 ^e liste	21/07/10 *	17/09/10	05/09/11	12/10/11	25/11/11	19/01/12	15/02/12	10/05/12	13/06/12	21/06/12	09/07/12	01/08/12	10/09/12	07/09/12	24/10/12 (20/12/12)
SCIENCES ET TECHNIQUES SPATIALES															
2 ^e liste	24/07/98			19/01/00 16/02/00 29/03/00 19/04/00	26/05/00	18/07/00			15/11/00 ^o			27/11/00	12/02/01	12/02/01	18/04/01 (10/03/05)
3 ^e liste (1 ^{re} partie)	13/02/03	13/03/03	25/04/03	14/01/04 11/02/04	11/03/04	02/04/04	16/04/04	04/06/04	22/09/04	13/10/04	26/10/04	17/11/04	23/12/04	23/12/04	30/01/05 (10/03/05)
3 ^e liste (2 ^e partie)	13/02/03	13/03/03	25/04/03	07/07/04	09/09/04	07/12/04	17/01/05	30/05/05	13/07/05	24/08/05	10/10/05	28/11/05	28/11/05	28/11/05	31/12/05 (26/01/06)
3 ^e liste (3 ^e partie)	13/02/03	13/03/03	25/04/03	13/10/04 17/11/04	15/12/04	07/01/05	28/01/05	30/05/05	13/07/05	24/08/05	10/10/05	16/11/05	28/11/05	28/11/05	31/12/05 (26/01/06)

¹ cf. commissions spécialisées compétentes pour les transports et pour l'agriculture et la pêche

→ 1^{er} transmission ⇒ 2nd transmission

Ligne grisée = Liste publiée

jj/mm/aa date prévue pour l'examen

■ rectificatif

* date de réception

** pas de 2nd examen

^o visa

LISTES	CST → CGTN	CGTN → LSNT	LSNT → CGTN	CGTN 1 ^{er} examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → CST	CST → CGTN	CGTN 2 ^{es} examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → ministre	ministre → CGTN	CGTN → JO	Publication au JO	(au Boen)
4 ^e liste	27/01/06 16/02/06 ■	—	13/12/05	13/09/06 18/10/06	20/11/06	26/02/07*	27/02/07	03/07/07	12/09/07	28/09/07	22/10/07*	30/10/07	—	15/11/07	23/12/07	(31/01/08)
5 ^e liste	14/12/07 21/05/08 ■	21/12/07	22/02/08	17/09/08 15/10/08	30/10/08	29/01/09	27/02/09	23/03/09	13/05/09 10/06/09	02/07/09	15/07/09*	20/07/09	15/09/09	24/08/09	10/10/09	(26/11/09)
6 ^e liste	19/05/10 07/07/10 ■	17/09/10	20/04/11 10/06/11	21/09/11	25/11/11	06/02/12	05/03/12	11/04/12	09/05/12 13/06/12	21/06/12	09/07/12	27/07/12	13/09/12	29/08/12	07/10/12	(22/11/12)
7 ^e liste	11/12/12	25/01/13	05/04/13	05/06/13 03/07/13	22/07/13	19/11/13*	26/11/13	29/11/13	—	—	—	—	—	—	—	—
SPORTS	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
« stadiaire »	—	—	—	22/01/97	24/02/97	28/02/97	—	—	08/10/97*	—	—	01/09/97	22/10/97	30/10/97	02/12/97	(08/04/99)
1 ^{er} liste	15/01/03	—	—	18/06/03	09/07/03	12/11/03	—	—	**	—	—	12/12/03	—	15/01/04	15/02/04	(01/04/04)
2 ^e liste	05/12/06	19/12/06	30/12/06	24/10/07	09/11/07	13/12/07*	07/01/08	09/01/08	13/02/08	28/02/08	12/03/08*	28/03/08	—	17/04/08	25/05/08	(02/10/08)
3 ^e liste	15/05/07	08/06/07	11/09/07 25/10/07	09/01/08	04/02/08	28/05/08*	29/05/08	02/06/08	09/07/08	18/07/08	26/09/08	02/10/08	—	24/10/08	26/11/08	(01/01/09)
4 ^e liste	26/02/08	20/03/08	17/04/08	11/02/09	20/02/09	30/03/09	—	—	13/05/09*	—	—	13/05/09	—	02/06/09	30/06/09	(10/09/09)
5 ^e liste	12/12/08	22/12/08	30/03/09	09/12/09	24/02/10	10/05/10	21/05/10	20/05/10	07/07/10	04/08/10	01/10/10*	14/10/10	—	17/11/10	19/12/10	(31/03/11)
6 ^e liste	02/04/09	24/04/09	22/06/09	13/01/10 10/02/10	04/08/10	26/10/10*	05/11/10	17/11/10	15/12/10	28/12/10	10/01/11	03/02/11	—	08/03/11	21/04/11	(01/09/11)
7 ^e liste	20/10/09	11/01/10	08/05/10	07/07/10	01/03/11	08/04/11	18/04/11	18/05/11	29/06/11	20/07/11	16/09/11*	26/09/11	20/10/11*	27/10/11	04/12/11	(12/01/12)
8 ^e liste	12/03/10 16/06/10 ■	21/04/10	29/11/10	26/01/11 23/02/11	22/05/12	09/07/12	30/08/12	04/10/12	12/12/12	19/12/12	09/01/13	25/01/13 14/06/13	01/03/13	—	10/08/13	(14/11/13)
9 ^e liste	23/09/11	10/11/11	02/02/12	09/05/12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10 ^e liste	27/06/13	05/08/13	21/10/13	15/01/14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ACTIVITÉS POSTALES	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1 ^{er} liste des télécommunications	29/07/98	—	—	20/10/99	07/01/00	05/06/00	15/12/00	13/03/01	30/05/01	11/07/01	18/10/01	19/11/01	26/12/01	03/01/02	02/03/02	(19/12/02)
2 ^e liste des télécommunications	07/03/00	05/04/00	09/10/00	15/11/00 14/03/01 30/05/01	11/07/01	18/10/01	19/11/01	30/08/02	25/10/02	05/12/02	16/01/03	17/03/03	17/04/03	30/04/03	14/06/03	(28/08/03)
3 ^e liste des télécommunications	21/12/01	10/01/02	18/03/02	26/02/02 26/02/03	17/03/03	12/05/03	26/05/03	12/11/03	14/04/04	12/05/04	02/06/04	04/10/04	04/11/04	16/11/04	14/12/04	(27/01/05)
4 ^e liste des télécommunications	19/03/04	08/04/04	03/12/04	16/03/05 18/05/05	26/05/05	17/06/05	13/07/05	25/11/05	14/12/05	12/01/06	16/01/06	08/02/06	10/03/06	08/03/06	26/03/06	(25/05/06)
5 ^e liste des télécommunications	19/03/04	—	—	14/04/04	12/05/04	02/06/04	16/06/04	12/10/04	15/12/04	10/01/05	20/01/05	24/02/05	25/03/05	25/03/05	05/05/05	(09/06/05)
6 ^e liste des télécommunications	06/09/05 16/12/05 ■	13/09/05	10/10/05	14/12/05 18/01/06 15/02/06	08/03/06	27/04/06	22/05/06	30/05/06	13/09/06	13/09/06	06/10/06	17/10/06	15/11/06	15/11/06	28/12/06	(08/02/07)
7 ^e liste des télécommunications	04/01/08	04/02/08	01/04/08	11/02/09	20/02/09	20/04/09*	30/04/09	03/07/09	16/09/09	30/09/09	16/10/09*	02/11/09	02/12/09	13/11/09	27/12/09	(15/04/10)
8 ^e liste des télécommunications	29/12/11	14/02/12	18/04/12	13/06/12	21/06/12	19/10/12*	30/10/12	07/01/13	13/02/13 13/03/13	25/03/13	09/04/13	22/04/13	13/05/13	08/07/13	09/08/13	(14/11/13)
1 ^{er} liste des activités postales	26/06/07	13/06/07	04/10/07	12/03/08	20/03/08	13/05/08*	29/05/08	26/01/09	11/02/09	20/02/09	03/03/09	12/03/09	—	08/04/09	22/04/09	(25/06/09)
2 ^e liste des activités postales	01/04/10	27/04/10	09/06/10 22/07/10 ■	26/01/11	10/02/11	16/03/11*	23/03/11	28/05/11	29/06/11	04/07/11	11/07/11	29/07/11	29/08/11	16/09/11	28/10/11	(22/12/11)
3 ^e liste des activités postales	12/10/11	18/11/11	19/12/11	14/03/12	26/03/12	26/04/12	14/05/12	20/09/12 20/09/12 ■	17/10/12	23/10/12	13/11/12	12/12/12	31/12/12	04/02/13	05/03/13	(18/04/13)

1 ministre des affaires étrangères 2 ministre de l'économie et des finances

→ 1^{er} transmission ⇒ 2^{ndes} transmission

Ligne grisée = Liste publiée

jj/mm/aa date prévue pour l'examen

■ rectificatif

* date de réception

** pas de 2^{es} examen

° visa

LISTES	CST → CGTN	CGTN → LSNT	LSNT → CGTN	CGTN 1 ^{er} examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → CST	CST → CGTN	CGTN 2 nd examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → ministre	ministre → CGTN	CGTN → JO	Publication au JO (au Boen)
COMMISSION GÉNÉRALE															
« DBS »				03/07/02	04/07/02	05/07/02			18/09/02 et 25/10/02	03/10/02	24/10/02 et 30/10/02	18/11/02		20/12/02	30/01/03 (27/03/03)
« euro », « cent »				07/05/97		23/05/97			28/05/97					30/10/97	02/12/97 (08/04/99)
« zone euro »				13/01/99 17/02/99	31/03/99	19/04/99				19/05/99	10/06/99	16/06/99	05/07/99 ¹ 15/07/99 ²	18/08/99	14/09/99 (19/09/02)
1 ^{re} liste, génie génétique	12/07/06	29/09/06	30/12/06	04/07/07	20/08/07	15/02/08*	28/02/08	12/03/08	09/04/08	23/04/08	13/05/08*	21/05/08		24/06/08	06/07/08 (02/10/08)
2 ^e liste, termes généraux	12/07/06	29/09/06	08/11/06	24/10/07	09/11/07	18/01/08*	22/01/08	10/06/08	09/07/08 17/09/08	18/09/08	06/10/08*	10/10/08	31/10/08	24/10/08	07/12/08 (19/03/09)
3 ^e liste, biologie	08/04/09	12/06/09	29/12/09	19/05/10 09/06/10	07/07/10	24/03/11	29/03/11	19/04/11	01/06/11	10/06/11	21/06/11	29/06/11	23/08/11	29/07/11	18/09/11 (22/12/11)
4 ^e liste, biologie	08/04/09	12/06/09	10/02/10	22/09/10 20/10/10	05/11/10	19/07/11	28/07/11	19/09/11	16/11/11 14/12/11	19/12/11	30/01/12	04/04/12		09/05/12	10/06/12 (19/07/12)
5 ^e liste, biologie	20/03/12	26/04/12	19/06/12	17/10/12	26/10/12	31/01/13	13/02/13	27/03/13	05/06/13	12/06/13	18/06/13	08/07/13		08/08/13	15/09/13 (14/11/13)
6 ^e liste, biologie	18/06/13	29/07/13	27/09/13	20/11/13	05/12/13										
RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION GÉNÉRALE															
<i>coach</i>				13/04/05	18/05/05	30/05/05								15/06/05	22/07/05 (22/09/05)
<i>e-</i>					18/05/05	30/05/05								15/06/05	22/07/05 (22/09/05)
<i>gender</i>				15/12/04 19/01/05 23/02/05 13/04/05	18/05/05	30/05/05								15/06/05	22/07/05 (22/09/05)
<i>s'miles</i>				13/07/05	15/09/05	10/10/05			16/11/05 ^o					16/11/05	18/12/05 (26/01/06)
<i>podcast et podcasting</i>				14/06/06 05/07/06	29/08/06	06/10/06			18/10/06 ^o					18/10/06	15/12/06 (08/02/07)
<i>travel retail</i>				15/11/06	23/11/06	07/12/06				29/01/07	02/02/07			20/04/07	07/06/07 (20/09/07)
<i>beach</i>	05/12/06			24/10/07	09/11/07	07/12/07			13/02/08	19/02/08	29/02/08*			05/03/08	29/03/08 (05/06/08)
<i>live</i>				19/11/08	28/11/08	08/01/09			11/02/09	13/02/09	20/02/09			20/02/09	05/03/09 (25/06/09)
<i>flyer</i>				20/10/10	26/10/10	04/11/10			24/11/10	25/11/10	06/12/10			10/12/10	03/02/11 (31/03/11)
<i>unional</i>				01/06/11	29/06/11	11/07/11			21/09/11						
<i>street</i>	20/09/12			12/12/12	14/12/12	24/01/13			13/02/13	15/02/13	21/02/13			26/02/13	07/04/13 (20/06/13)
PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE DE LA COMMISSION GÉNÉRALE															
1 ^{re} liste - littérisme				18/05/05	26/05/05	30/05/05			15/06/05	16/06/05	17/06/05	01/07/05	13/07/05	01/08/05	30/08/05 (13/10/05)
2 ^e liste				15/06/05	20/06/05	01/07/05			13/07/05	24/08/05	10/10/05	20/10/05 ³	08/11/05 ³	16/11/05	18/12/05 (26/01/06)
3 ^e liste		16/06/05	24/06/05	13/07/05	24/08/05	10/10/05			19/10/05 16/11/05	22/11/05	08/12/05			30/01/06	04/03/06 (25/05/06)
4 ^e liste		15/07/05	Fait par la DGLF	14/09/05	21/09/05	10/10/05			16/11/05	22/11/05	28/11/05	14/12/05 ^{4,5}	27/12/05 ⁴ 13/01/06 ⁵	16/01/06	12/02/06 (25/05/06)
									16/11/05	22/11/05	28/11/05	30/01/06 ⁶	15/02/06	10/02/06	09/03/06 (25/05/06)

¹ ministre des affaires étrangères

² ministre de l'économie et des finances

³ accord pour « fenêtre intruse » (MINÉRI)

→ 1^{er} transmission → 2nd transmission

Ligne grisée = Liste publiée

jj/mm/aa date prévue pour l'examen

■ rectificatif

* date de réception

** pas de 2nd examen

° visa

⁴ accord pour « filoutage », « complexe touristique » et « station » (MINÉRI)

⁵ accord pour « pôle » (MIETM)

⁶ accord pour « externalisation » (MINÉRI)

LISTES	CST → CGTN	CGTN → LSNT	LSNT → CGTN	CGTN 1 ^{er} examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → CST	CST → CGTN	CGTN 2 nd examen	CGTN → AF	AF → CGTN	CGTN → ministre	ministre → CGTN	CGTN → JO	Publication au JO	(au Boen)
5 ^e liste	—	15/09/05	15/09/05 25/09/05	19/10/05	24/10/05	04/11/05	—	—	14/12/05	20/12/05	03/01/06	—	—	19/01/06	03/03/06	(25/05/06)
6 ^e liste	—	—	16/11/05	22/11/05	08/12/05	—	—	—	18/01/06	30/01/06	03/02/06	10/02/06 ¹	10/03/06 ²	08/03/06	05/04/06	(25/05/06)
7 ^e liste	—	—	14/12/05	20/12/05	06/01/06	—	—	—	18/01/06	30/01/06	03/02/06	15/03/06 ⁴	06/04/06	14/04/06	13/05/06	(20/07/06)
8 ^e liste	—	14/12/05	18/01/06	30/01/06	03/02/06	—	—	—	15/02/06	15/02/06	20/02/06	—	—	27/02/06	25/03/06	(25/05/06)
9 ^e liste - action de groupe	—	—	15/02/06	15/02/06	23/02/06	—	—	—	10/05/06	16/05/06	22/05/06	15/06/06 ⁵	06/07/06 ⁵	07/04/06	13/05/06	(20/07/06)
10 ^e liste	—	15/03/06	12/04/06	24/04/06	27/04/06	—	—	—	14/06/06	21/06/06	27/06/06	29/06/06 ⁶	—	31/07/06	09/09/06	(26/10/06)
11 ^e liste	—	12/04/06	03/05/06	10/05/06	16/05/06	02/06/06	—	—	14/06/06	21/06/06	27/06/06	—	—	—	—	—
12 ^e liste	—	10/05/06	24/05/06	14/06/06	21/06/06	03/07/06	—	—	15/11/06	15/11/06	17/11/06	—	—	13/09/06	26/10/06	(07/12/06)
13 ^e liste	—	14/06/06	20/06/06	05/07/06	05/07/06	06/10/06	—	—	15/11/06	15/11/06	17/11/06	—	—	20/11/06	03/01/07	(08/02/07)
14 ^e liste	—	05/07/06	12/07/06	13/09/06	13/09/06	06/10/06	—	—	15/11/06	15/11/06	17/11/06	—	—	13/12/06	27/12/06	(08/02/07)
15 ^e liste - salle d'époque	—	—	—	15/11/06	20/11/06	24/11/06	—	—	21/02/07	26/02/07	12/03/07*	13/12/06	—	25/01/07	16/02/07	(20/09/07)
16 ^e liste	—	—	02/01/07	13/12/06	15/12/06	11/01/07	—	—	21/02/07	26/02/07	12/03/07*	21/03/07 ⁹	29/03/07 ¹⁰	20/04/07	07/06/07	(20/09/07)
17 ^e liste - journaliste embarqué	—	—	—	24/01/07	29/01/07	02/02/07	—	—	21/03/07	27/03/07	13/04/07*	—	—	21/03/07	02/05/07	(20/09/07)
18 ^e liste	—	—	—	21/02/07	26/02/07	12/03/07*	—	—	09/05/07	30/05/07	11/06/07	18/04/07	11/05/07	10/05/07	16/06/07	(27/09/07)
19 ^e liste	—	—	—	21/03/07	27/03/07	16/05/07*	—	—	06/06/07	07/06/07	11/06/07	26/06/07	17/07/07	23/07/07	07/09/07	(15/11/07)
20 ^e liste	—	—	—	18/04/07	02/05/07	22/05/07*	—	—	04/07/07	04/07/07	17/07/07*	—	—	23/07/07	07/09/07	(15/11/07)
21 ^e liste	—	—	—	06/06/07	07/06/07	14/06/07	—	—	04/07/07	04/07/07	17/07/07*	—	—	04/09/07	22/09/07	(15/11/07)
22 ^e liste - civiliser	—	—	—	—	—	—	—	—	04/07/07	04/07/07	17/07/07*	—	—	—	—	—
23 ^e liste	—	25/10/07	25/10/07	21/11/07	20/12/07	18/01/08*	—	—	13/02/08	19/02/08	29/02/08*	29/02/08	—	21/03/08	17/04/08	(05/06/08)
24 ^e liste	—	—	—	19/12/07	04/01/08	22/01/08*	—	—	13/02/08	19/02/08	29/02/08*	29/02/08	—	21/03/08	17/04/08	(05/06/08)
25 ^e liste	—	21/01/08	03/03/08	12/03/08	20/03/08	13/05/08*	—	—	14/05/08	20/05/08	09/06/08*	10/06/08	—	18/07/08	06/09/08	(01/01/09)
26 ^e liste	—	10/03/08	13/03/08	14/05/08	20/05/08	09/06/08*	—	—	18/06/08	19/06/08	26/06/08	30/06/08	—	24/07/08	27/08/08	(01/01/09)
27 ^e liste	—	26/06/08	02/07/08	17/09/08	18/09/08	09/10/08*	—	—	—	—	—	16/10/08	—	24/10/08	27/11/08	(01/01/09)
28 ^e liste	—	—	—	19/11/08	28/11/08	09/01/09	—	—	11/02/09	13/02/09	02/03/09*	12/03/09	—	08/04/09	22/04/09	(25/06/09)
29 ^e liste	—	—	—	10/12/08	12/12/08	08/01/09	—	—	14/01/09	30/01/09	13/02/09*	18/02/09	06/03/09	16/03/09	19/05/09	(25/06/09)
30 ^e liste	—	—	—	14/01/09	30/01/09	13/02/09*	—	—	—	—	—	10/04/09	—	04/05/09	26/05/09	(10/09/09)
31 ^e liste	—	—	—	11/02/09	13/02/09	17/03/09	—	—	—	—	—	13/05/09 ¹¹	29/05/09	11/06/09	12/07/09	(10/09/09)
32 ^e liste	—	—	—	11/03/09	17/03/09	30/03/09	—	—	08/04/09	14/04/09	06/05/09*	29/05/09	—	—	—	—
34 ^e liste	—	—	—	07/10/09	13/10/09	30/11/09	—	—	04/12/09	01/08/12	15/10/12*	29/10/12	30/11/12	14/12/12	—	—
33 ^e liste	—	—	—	07/10/09	17/11/09	22/01/10*	—	—	15/01/10	29/01/10	01/03/10	03/03/10 ^{12,13}	19/03/10 ¹³	26/03/10	24/04/10	(25/11/10)
35 ^e liste	—	—	—	09/12/09	14/12/09	22/01/10*	—	—	15/01/10	29/01/10	01/03/10	—	—	—	—	—
	—	—	—	09/12/09	14/12/09	22/01/10*	—	—	03/03/10	09/03/10	27/04/10	23/04/10	—	21/05/10	20/06/10	(25/11/10)

1 accord pour « cliquer-parler », « personnalisation » et « véhicule à carburant modulable » (MINEFI)
2 accord pour « cliquer-parler », « personnalisation » (MINEFI)
3 accord pour « cliquer-parler » (MINEFI)
4 accord pour « personnalisation » et « véhicule à carburant modulable » (MINEFI)
5 accord pour « poste à poste » (MINEFI)
6 accord pour « étiquette radio » et « radio-identification » (MINEFI)
7 accord pour « maison mobile » (MINEFI), « pavé tactile » (MINEFI)

8 accord pour « pavé tactile » (MINEFI)
9 accord pour « compagnie à bas prix » (MINEFI), « époque », « rétro » et « tirage d'époque » (MCC)
10 accord pour « époque », « rétro » et « tirage d'époque » (MCC)
11 accord pour « agrocarburant » et « agrocombustible » (MIEEDAT)
12 accord pour « information de dernière minute », « jeu sérieux » (MCC)
13 accord pour « informatique en nuage », « nuage » (MINEFI)

→ 1^{er} transmission ⇒ 2nd transmission Ligne grisée = Liste publiée ■ rectificatif * date de réception ** pas de 2nd examen ° visa

LISTES	CST → CGTN	CGTN → LSNT	LSNT → CGTN	CGTN 1 ^{er} examen	CGTN → AF CGTN	AF → CGTN	CGTN → CST	CST → CGTN	CGTN 2 nd examen	CGTN → AF CGTN	AF → CGTN	CGTN → ministre CGTN	ministre → CGTN	CGTN → JO	Publication au JO (au Boen)
36 ^e liste	—	—	—	13/01/10	15/01/10	01/03/10	04/03/10	18/03/10	14/04/10	15/04/10	10/05/10	22/06/10	—	26/07/10	15/08/10 (25/11/10)
37 ^e liste	—	—	—	10/02/10	11/02/10	01/03/10	—	—	—	—	—	20/05/10	—	07/07/10	27/07/10 (25/11/10)
38 ^e liste	—	—	—	14/04/10	15/04/10	10/05/10	09/06/10	11/06/10	07/07/10	08/07/10	16/09/10	22/10/10	10/11/10	22/10/10	21/11/10 (31/03/11)
39 ^e liste - débrider	—	—	—	19/05/10	27/05/10	03/06/10	11/10/10	19/10/10	20/10/10	25/11/10	06/12/10	10/12/10	31/01/11	10/01/11	20/02/11 (31/03/11)
40 ^e liste - tablette	—	—	—	07/07/10	08/07/10	20/10/10*	—	—	24/11/10	25/11/10	06/12/10	10/12/10	—	10/01/11	20/02/11 (31/03/11)
41 ^e liste - hivernisation	—	—	—	20/10/10	26/10/10	04/11/10	09/12/10	13/12/10	15/12/10	21/12/10	10/01/11	21/01/11	14/02/11	15/02/11	13/03/11 (01/09/11)
42 ^e liste - vignette active	—	—	—	24/11/10	25/11/10	09/12/10	09/12/10	—	—	—	—	02/02/11	—	08/03/11	27/03/11 (01/09/11)
43 ^e liste	—	—	—	15/12/10	21/12/10	17/01/11	—	—	—	—	—	—	—	08/03/11	27/03/11 (01/09/11)
44 ^e liste	—	—	—	26/01/11	02/02/11	21/02/11	—	—	23/02/11	25/02/11	03/03/11	—	—	08/03/11	27/03/11 (01/09/11)
45 ^e liste	04/07/11 29/09/11	—	—	21/09/11 12/10/11	26/10/11	14/11/11	—	—	16/11/11	25/11/11	29/11/11	15/12/11	17/01/12	20/01/12	19/02/12 (05/04/12)
46 ^e liste	—	—	—	14/12/11	14/12/11	05/01/12	05/01/12	09/01/12	11/01/12	20/01/12	25/01/12	03/02/12	—	02/03/12	04/04/12 (07/06/12)
47 ^e liste	23/12/11	—	—	11/01/12	20/01/12	02/02/12	02/02/12	09/02/12	15/02/12	17/02/12	28/02/12	30/03/12	18/04/12	20/04/12	13/05/12 (22/06/12)
48 ^e liste	—	—	—	15/02/12	17/02/12	28/02/12	27/02/12	02/03/12	14/03/12	19/03/12	05/04/12*	06/04/12	07/05/12*	09/05/12	31/05/12 (19/07/12)
49 ^e liste	—	—	—	09/05/12	19/05/12	26/04/12	—	—	13/06/12	14/06/12	02/07/12	—	—	26/07/12	12/09/12 (08/11/12)
50 ^e liste	06/04/12	—	—	09/05/12	11/05/12	25/05/12	—	—	—	—	—	—	—	19/07/12	08/09/12 (28/11/12)
51 ^e liste	08/06/12	—	—	13/06/12	14/06/12	02/07/12	03/07/12	14/09/12	19/09/12	26/09/12	15/10/12*	29/10/12	—	12/12/12	23/01/13 (28/02/13)
52 ^e liste	06/07/12	—	—	19/09/12	26/09/12	12/10/12	12/10/12	15/10/12	17/10/12	23/10/12	13/11/12*	07/12/12	—	08/01/13	01/02/13 (21/03/13)
53 ^e liste	—	—	—	17/10/12	23/10/12	29/11/12	29/11/12	05/12/12	12/12/12	16/01/13	21/01/13	04/02/13	20/02/13	21/02/13	24/03/13 (02/05/13)
54 ^e liste	—	—	—	14/11/12	15/11/12	29/11/12	29/11/12	29/11/12	12/12/12	14/12/12	11/01/13	23/01/13	—	15/02/13	24/03/13 (02/05/13)
55 ^e liste	29/09/12	—	—	12/12/12	14/12/12	24/01/13	29/01/13	11/02/13	13/02/13	15/02/13	21/02/13	26/02/13	—	28/03/13	05/05/13 (20/06/13)
56 ^e liste	12/12/12 ¹ 04/02/13 ²	—	—	13/02/13	15/02/13	25/02/13	27/02/13	27/02/13 ¹ 28/02/13 ²	13/03/13	18/03/13	21/02/13	28/03/13 ¹ 28/03/13 ²	—	19/04/13	18/05/13 (20/06/13)
57 ^e liste	20/01/13	—	—	13/03/13	18/03/13	26/04/13	29/04/13	12/05/13	15/05/13	24/05/13	31/05/13	05/06/13	05/07/13	11/07/13	28/07/13 (19/09/13)
58 ^e liste	14/03/13 ³ 02/04/13 ¹ 04/04/13 ⁴	—	—	10/04/13	10/04/13	26/04/13	29/04/13	03/05/13 ¹ 10/05/13 ⁴ 12/05/13 ³	15/05/13	27/05/13	31/05/13	05/06/13 ³ 08/07/13 ⁴	17/06/13 ¹	02/08/13 ¹ 30/08/13 ⁴	08/09/13 ¹ 21/09/13 ⁴ (14/11/13) (17/10/13)
59 ^e liste	19/06/13	—	—	03/07/13	22/07/13	26/09/13	27/09/13	02/10/13	09/10/13	10/10/13	14/10/13	24/10/13	20/11/13	—	—
60 ^e liste	13/09/13	—	—	18/09/13	19/09/13	26/09/13	27/09/13	02/10/13 ¹ 04/10/13 ⁵	09/10/13	10/10/13	18/10/13*	21/10/13 ^{4,7}	04/11/13 ⁷ 30/12/13 ⁶	22/11/13	20/12/13
61 ^e liste	26/09/13	—	—	09/10/13	10/10/13	07/11/13	08/11/13	14/11/13	20/11/13	22/11/13	29/11/13	18/12/13	—	—	—
62 ^e liste	14/11/13	—	—	20/11/13	22/11/13	04/12/13*	12/12/13	16/02/13	18/12/13	19/12/13	—	—	—	—	—
63 ^e liste	21/10/13	—	—	18/12/13	19/12/13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
64 ^e liste	14/11/13 16/12/13 [■]	—	—	12/02/14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ CST compétente pour l'économie et les finances
² CST de la culture et de la communication
³ CST de la santé et des affaires sociales
⁴ CST de l'éducation et de l'enseignement supérieur

⁵ CST de l'agriculture et de la pêche
⁶ ministre compétent pour le commerce
⁷ ministre compétent pour l'urbanisme

→ 1^{er} transmission ⇒ 2nd transmission Ligne grisée = Liste publiée **jj/mm/aa** date prévue pour l'examen ■ rectificatif *** pas de 2nd examen ° visa

B.2 : Calendrier des réunions 2013 au 31 décembre 2013

COMMISSION	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	septembre	octobre	novembre	décembre
Affaires étrangères	14 à 15h	25 à 15h		8 à 15h		10 à 15h		9 à 15h	14 à 15h	25 à 15h	
Agriculture et pêche				5 à 10h		28 à 10h			18 à 10h		
Automobile			12 à 14h30			18 à 14h30		17 à 14h30			10 à 14h30
Chimie et matériaux <i>GT matériaux</i>			20 à 9h30 * 19 à 10h *			12 à 10h *				4 à 9h30 * 5 à 10h *	
Culture et communication	17 à 9h30	28 à 9h30	28 à 9h30	25 à 9h30	30 à 9h30		4 à 9h30	26 à 9h30	24 à 9h30	14 à 9h30	19 à 9h30
Défense	22 à 14h30		26 à 14h30		21 à 14h30			19 à 14h30		19 à 14h30	
Économie, finances, etc. <i>GT techniques commerciales</i>	21 à 14h15		18 à 14h15	15 à 15h 22 à 14h15	22 à 9h30	10 à 15h 26 à 14h15	16 à 14h15	18 à 14h15	18 à 9h30 *		16 à 15h 3 à 9h30 *
Éducation et enseignement supérieur		19 à 14h30			24 à 14h30	25 à 14h30			22 à 14h30		
Environnement	9 à 14h15		19 à 14h15		14 à 14h15						
Équipement, transports et logement <i>Groupe permanent</i>		5 à 9h30			15 à 14h30						
Informatique et composants électroniques <i>GT composants électroniques</i>		1 à 14h 25 à 9h30		19 à 14h	21 à 9h30	28 à 9h30		20 à 9h30			13 à 9h30
Ingénierie nucléaire						7 à 9h30 *				25 à 9h30 *	
Justice	8 à 14h30		8 à 14h30		15 à 14h30		3 à 14h30				
Santé et affaires sociales	10 à 14h30		14 à 14h30		2 à 14h30	27 à 14h30		12 à 14h30			
Sciences et industries pétrolières et gazières				3 à 14h30		19 à 14h30		26 à 14h30			12 à 14h30
Sciences et techniques spatiales	15 à 9h30 *		12 à 9h30 *		14 à 9h30 *		2 à 9h30 *	17 à 9h30 *		26 à 9h30 *	
Sports	15 à 14h30	19 à 14h30	19 à 14h30	18 à 14h30	21 à 14h30	18 à 14h30		17 à 14h30	15 à 14h30		17 à 14h30
Télécommunications et activités postales		1 à 9h30		19 à 9h30		28 à 14h					
COMMISSION GÉNÉRALE	9 à 9h45	13 à 9h45	13 à 9h45	10 à 9h45	15 à 9h45	5 à 9h45	3 à 9h45	13 à 10h 18 à 9h45	9 à 9h45	20 à 9h45	18 à 9h45
Groupe de travail	16 à 9h30	20 à 9h30	20 à 9h30	17 à 9h30	22 à 9h30	19 à 9h30		16 à 15h 25 à 9h30	15 à 9h30	27 à 9h30	11 à 9h30
Groupe restreint		11 à 17h	11 à 17h	9 à 17h	13 à 17h		1 à 17h30	16 à 17h30	7 à 17h30	18 à 17h30	11 à 17h
Concertation entre les commissions				2 à 17h				13 à 16h			
COMITÉ DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES <i>GT biologie</i>						17 à 10h 3 à 9h		30 à 9h		18 à 9h	
NORMALISATION (X03A)		13 à 14h			29 à 14h						

* Commission spécialisée dont les réunions sont tenues sur une journée.
La durée habituelle d'une réunion est d'une demi-journée (3h).

30 janvier 2013, matin, réunion annuelle des responsables du dispositif de terminologie

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de l'informatique et de l'internet (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1242099K

I. – Termes et définitions

brouillage, n.m.

Domaine : Informatique.

Définition : Transformation du code source d'un programme destinée à le rendre incompréhensible.

Note : Le brouillage permet notamment de protéger un programme d'une réutilisation abusive.

Équivalent étranger : obfuscation.

cédérom autonome

Domaine : Informatique.

Définition : Cédérom comportant un système d'exploitation qui fonctionne sans installation préalable.

Voir aussi : cédérom.

Équivalent étranger : live CD.

charge utile

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Partie d'un élément transmis, tel qu'un message électronique, un flux de données ou un programme d'installation, qui correspond au contenu à transmettre et non aux données d'acheminement.

Équivalent étranger : payload.

collecteur, n.m.

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Programme qui parcourt la toile pour en extraire des éléments de repérage de contenus, destinés à être utilisés par un moteur de recherche.

Équivalent étranger : crawler.

enregistreur de frappe

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Dispositif conçu pour enregistrer la succession des frappes effectuées par un utilisateur sur un clavier.

Note : L'enregistreur de frappe peut être un programme malveillant, qui opère à l'insu de l'utilisateur et permet, par exemple, de connaître son mot de passe.

Équivalent étranger : keylogger.

explorateur de modèle

Domaine : Informatique.

Définition : Dispositif permettant l'exploration d'un modèle.

Voir aussi : exploration de modèle.

Équivalent étranger : model-checker.

exploration de modèle

Domaine : Informatique.

Définition : Méthode de vérification algorithmique, qui permet de déterminer avec efficacité si un système représenté par un modèle satisfait à un ensemble de spécifications formelles et qui, si une des spécifications n'est pas vérifiée, fournit des contre-exemples servant à identifier la source des erreurs.

Note : L'exploration de modèle trouve de nombreuses applications dans les industries du logiciel et du matériel, la vérification de puces, les protocoles de communication, les logiciels pilotes de périphériques, les systèmes critiques embarqués et les algorithmes de sécurité.

Voir aussi : explorateur de modèle.

Équivalent étranger : model checking.

flux de dépêches

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Suite de données générées automatiquement par un site de la toile pour permettre l'accès aux nouveautés de ce site.

Note : Certains sites proposent, sur leur page d'accueil, un bouton qui donne la possibilité de s'abonner au flux de dépêches.

Voir aussi : syndication.

Équivalent étranger : really simple syndication (RSS), RSS feed.

impression en ligne

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Service en ligne qui permet de faire réaliser tout type d'impression et de façonnage.

Équivalent étranger : e-printing, web2print, web-to-print.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du *Journal officiel* du 26 octobre 2006.

infrastructure à la demande

Domaine : Informatique.

Définition : Prestation de service qui propose à un client l'utilisation à distance d'une infrastructure comprenant du matériel et des logiciels, et dont le coût correspond à leur usage effectif.

Note : On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme « infrastructure sous forme de service ».

Voir aussi : informatique en nuage, logiciel à la demande, matériel à la demande.

Équivalent étranger : infrastructure as a service (IaaS).

ingénierie inverse

Domaine : Informatique-Industrie.

Voir : rétro-ingénierie.

logiciel à la demande

Domaine : Informatique.

Définition : Prestation de service proposant à un client l'utilisation à distance d'un logiciel et dont le coût correspond à son usage effectif.

Note : On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme « logiciel sous forme de service ».

Voir aussi : informatique en nuage, infrastructure à la demande, matériel à la demande.

Équivalent étranger : software as a service (SaaS).

matériel à la demande

Domaine : Informatique.

Définition : Prestation de service proposant à un client l'utilisation à distance d'un matériel et dont le coût correspond à son usage effectif.

Note : On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme « matériel sous forme de service ».

Voir aussi : informatique en nuage, infrastructure à la demande, logiciel à la demande.

Équivalent étranger : hardware as a service (HaaS).

rétro-ingénierie, n.f.

Domaine : Informatique-Industrie.

Synonyme : ingénierie inverse.

Définition : Ensemble des opérations d'analyse d'un logiciel ou d'un matériel destinées à retrouver le processus de sa conception et de sa fabrication, ainsi que les modalités de son fonctionnement.

Équivalent étranger : reverse engineering.

test captcha (langage professionnel)

Forme abrégée : captcha, n.m. (langage professionnel).

Domaine : Informatique/Internet.

Synonyme : test de reconnaissance humaine.

Définition : Test invitant l'utilisateur d'un site ou d'une application informatique à saisir correctement une suite de caractères présentés à l'écran d'une manière déformée, qui permet de s'assurer que la demande d'accès émane bien d'une personne et non d'un automate.

Équivalent étranger : captcha, captcha test, completely automated public Turing test to tell computers and humans apart.

test de reconnaissance humaine

Domaine : Informatique/Internet.

Voir : test captcha.

usurpation d'adresse électronique

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Pratique consistant à utiliser frauduleusement une adresse de courrier électronique appartenant à une autre personne.

Note : L'usurpation d'adresse électronique est le plus souvent utilisée pour envoyer en grand nombre des courriels indésirables.

Équivalent étranger : e-mail spoofing.

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
captcha, captcha test, completely automated public Turing test to tell computers and humans apart.	Informatique/Internet.	test captcha (langage professionnel), captcha , n.m. (langage professionnel), test de reconnaissance humaine .
crawler.	Informatique/Internet.	collecteur , n.m.
e-mail spoofing.	Informatique/Internet.	usurpation d'adresse électronique .
e-printing, web2print, web-to-print.	Informatique/Internet.	impression en ligne .
hardware as a service (HaaS).	Informatique.	matériel à la demande .
infrastructure as a service (IaaS).	Informatique.	infrastructure à la demande .
keylogger.	Informatique/Internet.	enregistreur de frappe .
live CD.	Informatique.	cédérom autonome .
model-checker.	Informatique.	explorateur de modèle .
model checking.	Informatique.	exploration de modèle .
obfuscation.	Informatique.	brouillage , n.m.
payload.	Informatique/Internet.	charge utile .
really simple syndication (RSS), RSS feed.	Informatique/Internet.	flux de dépêches .
reverse engineering.	Informatique-Industrie.	rétro-ingénierie , n.f., ingénierie inverse .
RSS feed, really simple syndication (RSS).	Informatique/Internet.	flux de dépêches .
software as a service (SaaS).	Informatique.	logiciel à la demande .
web2print, e-printing, web-to-print.	Informatique/Internet.	impression en ligne .
(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
brouillage , n.m.	Informatique.	obfuscation.
captcha , n.m. (langage professionnel), test captcha (langage professionnel), test de reconnaissance humaine .	Informatique/Internet.	captcha, captcha test, completely automated public Turing test to tell computers and humans apart.

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
cédérom autonome.	Informatique.	live CD.
charge utile.	Informatique/Internet.	payload.
collecteur, n.m.	Informatique/Internet.	crawler.
enregistreur de frappe.	Informatique/Internet.	keylogger.
explorateur de modèle.	Informatique.	model-checker.
exploration de modèle.	Informatique.	model checking.
flux de dépêches.	Informatique/Internet.	really simple syndication (RSS), RSS feed.
impression en ligne.	Informatique/Internet.	e-printing, web2print, web-to-print.
infrastructure à la demande.	Informatique.	infrastructure as a service (IaaS).
ingénierie inverse, rétro-ingénierie, n.f.	Informatique-Industrie.	reverse engineering.
logiciel à la demande.	Informatique.	software as a service (SaaS).
matériel à la demande.	Informatique.	hardware as a service (HaaS).
rétro-ingénierie, n.f., ingénierie inverse.	Informatique-Industrie.	reverse engineering.
test captcha (langage professionnel), captcha, n.m. (langage professionnel), test de reconnaissance humaine.	Informatique/Internet.	captcha, captcha test, completely automated public Turing test to tell computers and humans apart.
usurpation d'adresse électronique.	Informatique/Internet.	e-mail spoofing.
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire des télécommunications et de l'informatique

NOR : CTNX1242797K

mot-dièse, n.m.

Domaine : Télécommunications-Informatique/Internet.

Définition : Suite signifiante de caractères sans espace commençant par le signe # (dièse), qui signale un sujet d'intérêt et est insérée dans un message par son rédacteur afin d'en faciliter le repérage.

Note :

1. En cliquant sur un mot-dièse, le lecteur a accès à l'ensemble des messages qui le contiennent.
2. L'usage du mot-dièse est particulièrement répandu dans les réseaux sociaux fonctionnant par minimessages.
3. Pluriel : mots-dièse.

Équivalent étranger : hashtag.

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire des finances

NOR: CTNX1242853K

achat à effet de levier

Abréviation : AEL.

Domaine : Finances.

Définition : Acquisition d'une entreprise au moyen d'un faible apport de capitaux propres et d'un recours important à l'emprunt.

Voir aussi : établissement à fort effet de levier.

Équivalent étranger : leveraged buy-out (LBO).

établissement à fort effet de levier

Abréviation : EFEL.

Domaine : Finances.

Définition : Établissement spécialisé dans l'achat et la vente d'actifs, dont le financement repose sur une proportion importante d'endettement par rapport aux fonds propres engagés.

Voir aussi : achat à effet de levier, fonds spéculatif.

Équivalent étranger : highly leveraged institution (HLI).

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de l'environnement et du bâtiment (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1301177K

I. – Termes et définitions

bâtiment à bilan énergétique positif

Domaine : Environnement-Bâtiment.

Voir : bâtiment à énergie positive.

bâtiment à énergie positive

Abréviation : BEPOS.

Domaine : Environnement-Bâtiment.

Synonyme : bâtiment à bilan énergétique positif.

Définition : Bâtiment bioclimatique conçu pour produire en moyenne plus d'énergie qu'il n'en consomme.

Note :

1. Le surplus d'énergie, rendu possible par l'isolation thermique poussée du bâtiment, l'orientation de ses ouvertures et l'économie des usages, est dû à des équipements n'utilisant que les énergies renouvelables, comme le photovoltaïque.

2. Le surplus d'énergie électrique peut être renvoyé au réseau électrique public.

Voir aussi : bâtiment bioclimatique, bâtiment passif, maison à énergie positive.

Équivalent étranger : energy plus building, positive-energy building.

bâtiment bioclimatique

Domaine : Environnement-Bâtiment.

Définition : Bâtiment dont l'implantation et la conception prennent en compte le climat et l'environnement immédiat, afin de réduire les besoins en énergie pour le chauffage, le refroidissement et l'éclairage.

Note : La conception d'un bâtiment bioclimatique repose notamment sur le choix de matériaux appropriés, le recours à des techniques de circulation d'air, l'utilisation du rayonnement solaire ou de la géothermie, et la récupération des eaux de pluie.

Voir aussi : bâtiment à énergie positive, bâtiment passif, maison bioclimatique.

Équivalent étranger : bioclimatic building, environmental building.

bâtiment passif

Domaine : Environnement-Bâtiment.

Définition : Bâtiment bioclimatique conçu pour que son bilan énergétique tende vers l'équilibre.

Note : La consommation d'énergie destinée au chauffage d'un bâtiment passif ne doit pas excéder un plafond déterminé, quelle que soit l'origine de cette énergie.

Voir aussi : bâtiment à énergie positive, bâtiment bioclimatique, maison passive.

Équivalent étranger : passive building, Passivhaus (All.).

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
bioclimatic building, environmental building.	Environnement-Bâtiment.	bâtiment bioclimatique.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
bioclimatic house.	Environnement-Bâtiment.	maison bioclimatique.
energy plus building, positive-energy building.	Environnement-Bâtiment.	bâtiment à énergie positive (BEPOS), bâtiment à bilan énergétique positif.
energy plus house, positive-energy house.	Environnement-Bâtiment.	maison à énergie positive, maison à bilan énergétique positif.
environmental building, bioclimatic building.	Environnement-Bâtiment.	bâtiment bioclimatique.
passive building, Passivhaus (All.).	Environnement-Bâtiment.	bâtiment passif.
passive house, Passivhaus (All.).	Environnement-Bâtiment.	maison passive.
positive-energy building, energy plus building.	Environnement-Bâtiment.	bâtiment à énergie positive (BEPOS), bâtiment à bilan énergétique positif.
positive-energy house, energy plus house.	Environnement-Bâtiment.	maison à énergie positive, maison à bilan énergétique positif.
<p>(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p>		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
bâtiment à énergie positive (BEPOS), bâtiment à bilan énergétique positif.	Environnement-Bâtiment.	energy plus building, positive-energy building.
bâtiment bioclimatique.	Environnement-Bâtiment.	bioclimatic building, environmental building.
bâtiment passif.	Environnement-Bâtiment.	passive building, Passivhaus (All.).
maison à énergie positive, maison à bilan énergétique positif.	Environnement-Bâtiment.	energy plus house, positive-energy house.
maison bioclimatique.	Environnement-Bâtiment.	bioclimatic house.
maison passive.	Environnement-Bâtiment.	passive house, Passivhaus (All.).
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>). (2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire des activités postales (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1303568K

I. – Termes et définitions

cécogramme, n.m.

Domaine : Activités postales.

Définition : Objet postal à usage des aveugles et des déficients visuels.

Note : Le cécogramme fait l'objet d'un marquage particulier et est généralement exempté d'affranchissement.

Équivalent étranger : –

coque, n.f.

Domaine : Matériaux.

Définition : Emballage thermoformé assurant la présentation et la protection d'un produit.

Équivalent étranger : blister, blister pack.

encadrement tarifaire

Domaine : Économie et gestion d'entreprise-Activités postales.

Définition : Méthode consistant à fixer, pour une période donnée, les limites respectives de l'augmentation ou de la diminution des tarifs, en particulier ceux d'un service universel ; par extension, l'écart de prix ou le pourcentage d'évolution ainsi fixé.

Note : L'encadrement tarifaire est utilisé en particulier pour des activités économiques soumises à régulation.

Voir aussi : service universel.

Équivalent étranger : price cap.

film, n.m.

Domaine : Matériaux.

Définition : Fine pellicule de plastique transparente destinée à l'emballage d'un objet dont elle épouse la forme.

Équivalent étranger : sleeve.

pavé d'adresse

Domaine : Activités postales.

Synonyme : zone d'adressage.

Définition : Emplacement, sur un objet postal, réservé à l'adresse du destinataire.

Voir aussi : adressage.

Équivalent étranger : address zone.

porte-adresse, n.m.

Domaine : Activités postales.

Définition : Feuillet qui est apposé sur un objet destiné à un envoi en nombre, avant sa mise sous film, et qui comporte l'ensemble des mentions utiles à cet envoi.

Voir aussi : envoi en nombre.

Équivalent étranger : address header, carrier sheet.

service universel

Domaine : Tous domaines.

Définition : Ensemble minimal des services que des opérateurs doivent fournir selon la réglementation aux usagers dans un marché régulé.

Note : Un exemple de service universel en France est le service universel postal qui est une des missions du service public postal.

Équivalent étranger : universal service.

zone d'adressage*Domaine* : Activités postales.*Voir* : pavé d'adresse.II. – *Table d'équivalence*A. – **Termes étrangers**

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
address header, carrier sheet.	Activités postales.	porte-adresse , n.m.
address zone.	Activités postales.	pavé d'adresse , zone d'adressage .
blister, blister pack.	Matériaux.	coque , n.f.
carrier sheet, address header.	Activités postales.	porte-adresse , n.m.
price cap.	Économie et gestion d'entreprise-Activités postales.	encadrement tarifaire .
sleeve.	Matériaux.	film , n.m.
sleeved.	Matériaux.	sous film, loc.adj., mis sous film.
universal service.	Tous domaines.	service universel .
(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).		

B. – **Termes français**

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
cécogramme , n.m.	Activités postales.	–
coque , n.f.	Matériaux.	blister, blister pack.
encadrement tarifaire .	Économie et gestion d'entreprise-Activités postales.	price cap.
film , n.m.	Matériaux.	sleeve.
mis sous film, sous film, loc.adj.	Matériaux.	sleeved.
pavé d'adresse , zone d'adressage .	Activités postales.	address zone.
porte-adresse , n.m.	Activités postales.	address header, carrier sheet.
service universel .	Tous domaines.	universal service.
sous film, loc.adj., mis sous film.	Matériaux.	sleeved.
zone d'adressage , pavé d'adresse .	Activités postales.	address zone.
(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>). (2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de l'économie et des finances (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1303567K

I. – Termes et définitions

arbitrage sur valeur liquidative

Domaine : Finances.

Définition : Opération consistant à tirer profit d'un écart entre la valeur liquidative des parts d'un fonds, habituellement calculée une fois par jour à une heure fixée d'avance, et leur valeur de marché, qui peut varier tout au long de la journée.

Note :

1. Lorsque l'arbitrage sur valeur liquidative a lieu après une heure limite, l'Autorité des marchés financiers le considère comme répréhensible car il porte atteinte à l'égalité entre les porteurs.
2. L'expression anglaise *market timing* recouvre plus largement, dans les pays anglo-saxons, toute opération visant à tirer parti d'une différence de valeur dans une période de temps.

Équivalent étranger : market timing.

assistance-client, n.f. (langage professionnel)

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Service chargé, au sein d'une entreprise, de répondre aux difficultés des clients.

Équivalent étranger : help desk.

capacité d'autofinancement

Abréviation : CAF.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.

Définition : Résultat dégagé par une entreprise au cours d'une période de référence une fois les produits encaissés et les charges décaissées.

Note : Il convient de distinguer la « capacité d'autofinancement » du « flux de trésorerie », bien que le terme anglais *cash flow* recouvre les deux notions.

Voir aussi : flux de trésorerie.

Équivalent étranger : cash flow, self-financing capacity.

capital-investissement, n.m. (langage professionnel)

Domaine : Finances.

Voir : investissement en capital.

catégorie investissement

Domaine : Finances.

Définition : Catégorie dans laquelle les agences de notation classent les émetteurs ou les titres qui, selon elles, présentent un risque faible.

Voir aussi : notation.

Équivalent étranger : investment grade.

catégorie spéculative

Domaine : Finances.

Définition : Catégorie dans laquelle les agences de notation classent les émetteurs ou les titres qui, selon elles, présentent un risque élevé.

Voir aussi : notation.

Équivalent étranger : non-investment grade, speculative grade.

collection éclair

Domaine : Économie et gestion d'entreprise-Habillement.

Définition : Collection de prêt-à-porter s'inspirant des dernières tendances de la mode, qui comporte un nombre limité de pièces et ne donne pas lieu à réassortiment.

Équivalent étranger : fast fashion.

courtier principal

Domaine : Finances.

Définition : Intermédiaire fournissant aux gérants de fonds spéculatifs ou d'autres fonds professionnels des services tels que le prêt de titres et l'exécution d'ordres, ou encore un soutien technique et opérationnel.

Voir aussi : courtier, fonds spéculatif.

Équivalent étranger : prime broker.

coût complet d'un bien

Domaine : Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.

Définition : Somme des coûts d'un bien tout au long de son cycle de vie, incluant les coûts directs et les coûts indirects.

Note : Le coût complet d'un bien peut concerner le propriétaire comme le locataire.

Équivalent étranger : total cost of ownership (TCO).

descriptif, n.m.

Domaine : Tous domaines.

Définition : Fiche d'information portant sur un sujet donné.

Note : Dans le domaine de l'économie et des finances, un descriptif peut porter sur un produit, un service, une entreprise ou un émetteur de titres.

Équivalent étranger : fact book, factsheet, one pager, onepager.

état des lieux

Domaine : Tous domaines.

Définition : Description d'une situation donnant lieu éventuellement à une comparaison avec un cahier des charges.

Équivalent étranger : reality check.

flux de trésorerie

Domaine : Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.

Définition : Ensemble des entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

Note : On peut distinguer plusieurs catégories de flux de trésorerie, selon que celui-ci provient de l'activité, des opérations de financement ou encore des opérations d'investissement.

Voir aussi : capacité d'autofinancement.

Équivalent étranger : cash flow.

indice relationnel

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Indicateur chiffré de la qualité des relations qu'une entreprise entretient avec ses clients.

Note : L'indice relationnel est établi soit par l'entreprise elle-même, soit par un organisme extérieur.

Voir aussi : gestion des relations avec la clientèle.

Équivalent étranger : relationship score (RSC).

introducteur agréé

Domaine : Finances.

Définition : Intermédiaire financier accompagnant un émetteur de titres dans la préparation de sa cotation sur un marché et l'assistant durant son parcours boursier.

Équivalent étranger : listing sponsor.

investissement en capital

Domaine : Finances.

Synonyme : capital-investissement, n.m. (langage professionnel).

Définition : Activité consistant à investir dans des entreprises non cotées en Bourse.

Note : L'investissement en capital permet, par exemple, d'accompagner la création d'une entreprise, de soutenir sa croissance ou de faciliter son rachat, total ou partiel.

Équivalent étranger : private equity.

neuromercatique, n.f.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Étude des mécanismes cérébraux susceptibles d'intervenir dans le comportement des consommateurs.

Note : La neuromercatique recourt notamment aux techniques de l'imagerie médicale et observe la façon dont le cerveau répond à divers stimuli.

Voir aussi : mercatique par stimulation sensorielle.
Équivalent étranger : neuromarketing.

obligation à haut rendement

Domaine : Finances.

Définition : Obligation non convertible qui offre un rendement élevé en raison du risque supposé qu'elle comporte.

Voir aussi : obligation à haut risque.

Équivalent étranger : high yield, high yield bond.

période de secret

Domaine : Finances.

Définition : Période durant laquelle les membres du syndicat de placement travaillant à l'introduction en Bourse des titres d'une entreprise ou à l'augmentation de son capital s'engagent à ne diffuser aucune information.

Voir aussi : période de silence.

Équivalent étranger : black-out period.

période de silence

Domaine : Finances.

Définition : Période durant laquelle un émetteur est tenu de ne pas fournir d'informations concernant un appel public à l'épargne.

Voir aussi : période de secret.

Équivalent étranger : quiet period, waiting period.

personnalisation, n.f.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Adaptation d'un produit ou d'un service à la demande spécifique exprimée par un client, de façon à le rendre plus conforme à ses goûts.

Voir aussi : adaptation à l'utilisateur, personnaliser.

Équivalent étranger : customisation (GB), customization (EU).

picorage de titres

Domaine : Finances.

Définition : Méthode de gestion d'un portefeuille consistant à privilégier des titres pour leurs potentialités propres.

Note : Le picorage de titres s'oppose à la gestion de portefeuilles constitués d'un échantillon pondéré de valeurs, représentant tous les secteurs économiques ou la plupart d'entre eux.

Voir aussi : picorage.

Équivalent étranger : stock picking.

rapport d'étape

Domaine : Tous domaines.

Définition : Document faisant état de l'avancement d'un projet à un moment considéré comme significatif.

Équivalent étranger : milestone report, progress report, term sheet.

scénario du pire

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Hypothèse d'évolution d'une entreprise qui prend en compte l'environnement le plus défavorable.

Équivalent étranger : worst-case scenario.

stockage groupé

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Méthode consistant à concentrer dans un nombre réduit de dépôts des stocks de provenances diverses.

Équivalent étranger : cross-stocking.

stratégie de croissance

Domaine : Finances.

Définition : Stratégie de placement consistant, dans la gestion d'un portefeuille, à privilégier les titres de sociétés qui offrent un potentiel de croissance important.

Voir aussi : fonds de croissance, stratégie de valorisation.

Équivalent étranger : growth approach, growth investing strategy, growth investment strategy, growth strategy.

stratégie de valorisation

Domaine : Finances.

Définition : Stratégie de placement consistant, dans la gestion d'un portefeuille, à privilégier les titres dont le cours de Bourse paraît sous-coté par rapport à la valeur réelle de la société.

Voir aussi : stratégie de croissance, valeur de croissance à bon marché.

Équivalent étranger : value approach, value investing strategy, value investment strategy, value strategy.

trésorerie disponible

Domaine : Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.

Définition : Trésorerie restant à la disposition d'une entreprise après l'affectation des sommes nécessaires à l'achat de nouveaux éléments d'actifs, au règlement des échéances et au paiement des dividendes.

Voir aussi : capacité d'autofinancement, flux de trésorerie.

Équivalent étranger : free cash flow.

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
black-out period.	Finances.	période de secret.
cash flow.	Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.	flux de trésorerie.
cash flow, self-financing capacity.	Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.	capacité d'autofinancement (CAF).
cross-stocking.	Économie et gestion d'entreprise.	stockage groupé.
customisation (GB), customization (EU).	Économie et gestion d'entreprise.	personnalisation, n.f.
distribution analyst, logistics analyst.	Économie et gestion d'entreprise.	analyste en logistique.
fact book, factsheet, one pager, onepager.	Tous domaines.	descriptif, n.m.
fast fashion.	Économie et gestion d'entreprise-Habillement.	collection éclair.
free cash flow.	Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.	trésorerie disponible.
growth approach, growth investing strategy, growth investment strategy, growth strategy.	Finances.	stratégie de croissance.
help desk.	Économie et gestion d'entreprise.	assistance-client, n.f. (langage professionnel).
high yield, high yield bond.	Finances.	obligation à haut rendement.
investment grade.	Finances.	catégorie investissement.
lean administration.	Tous domaines.	administration allégée.
listing sponsor.	Finances.	introduceur agréé.
logistics analyst, distribution analyst.	Économie et gestion d'entreprise.	analyste en logistique.
market timing.	Finances.	arbitrage sur valeur liquidative.
milestone report, progress report, term sheet.	Tous domaines.	rapport d'étape.
neuromarketing.	Économie et gestion d'entreprise.	neuromercatique, n.f.
non-investment grade, speculative grade.	Finances.	catégorie spéculative.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
one pager, fact book, factsheet, onepager.	Tous domaines.	descriptif , n.m.
prime broker.	Finances.	courtier principal .
private equity.	Finances.	investissement en capital, capital-investissement , n.m. (langage professionnel).
progress report, milestone report, term sheet.	Tous domaines.	rapport d'étape .
quiet period, waiting period.	Finances.	période de silence .
reality check.	Tous domaines.	état des lieux .
relationship score (RSC).	Économie et gestion d'entreprise.	indice relationnel .
sales and pricing analyst.	Économie et gestion d'entreprise.	analyste des données commerciales.
self-financing capacity, cash flow.	Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.	capacité d'autofinancement (CAF) .
speculative grade, non-investment grade.	Finances.	catégorie spéculative .
stock picking.	Finances.	picorage de titres .
term sheet, milestone report, progress report.	Tous domaines.	rapport d'étape .
total cost of ownership (TCO).	Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.	coût complet d'un bien .
value approach, value investing strategy, value investment strategy, value strategy.	Finances.	stratégie de valorisation .
waiting period, quiet period.	Finances.	période de silence .
worst-case scenario.	Économie et gestion d'entreprise.	scénario du pire .
<p>(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p>		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
administration allégée.	Tous domaines.	lean administration.
analyste des données commerciales.	Économie et gestion d'entreprise.	sales and pricing analyst.
analyste en logistique.	Économie et gestion d'entreprise.	distribution analyst, logistics analyst.
arbitrage sur valeur liquidative .	Finances.	market timing.
assistance-client , n.f. (langage professionnel).	Économie et gestion d'entreprise.	help desk.
capacité d'autofinancement (CAF) .	Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.	cash flow, self-financing capacity.
capital-investissement , n.m. (langage professionnel), investissement en capital .	Finances.	private equity.

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
catégorie investissement.	Finances.	investment grade.
catégorie spéculative.	Finances.	non-investment grade, speculative grade.
collection éclair.	Économie et gestion d'entreprise-Habillement.	fast fashion.
courtier principal.	Finances.	prime broker.
coût complet d'un bien.	Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.	total cost of ownership (TCO).
descriptif , n.m.	Tous domaines.	fact book, factsheet, one pager, onepager.
état des lieux.	Tous domaines.	reality check.
flux de trésorerie.	Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.	cash flow.
indice relationnel.	Économie et gestion d'entreprise.	relationship score (RSC).
introduceur agréé.	Finances.	listing sponsor.
investissement en capital, capital-investissement , n.m. (langage professionnel).	Finances.	private equity.
neuromercatique , n.f.	Économie et gestion d'entreprise.	neuromarketing.
obligation à haut rendement.	Finances.	high yield, high yield bond.
période de secret.	Finances.	black-out period.
période de silence.	Finances.	quiet period, waiting period.
personnalisation , n.f.	Économie et gestion d'entreprise.	customisation (GB), customization (EU).
picorage de titres.	Finances.	stock picking.
rapport d'étape.	Tous domaines.	milestone report, progress report, term sheet.
scénario du pire.	Économie et gestion d'entreprise.	worst-case scenario.
stockage groupé.	Économie et gestion d'entreprise.	cross-stocking.
stratégie de croissance.	Finances.	growth approach, growth investing strategy, growth investment strategy, growth strategy.
stratégie de valorisation.	Finances.	value approach, value investing strategy, value investment strategy, value strategy.
trésorerie disponible.	Économie et gestion d'entreprise/Comptabilité.	free cash flow.
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de l'environnement et de la chimie

NOR : CNTX1305023K

électrosynthèse microbienne

Domaine : Environnement-Chimie.

Définition : Production de composés organiques par la réduction du dioxyde de carbone, elle-même réalisée grâce à l'action de microorganismes fixés sur la cathode d'une cellule électrochimique.

Note : L'électrosynthèse microbienne est un moyen de stocker, sous forme de composés organiques stables, l'énergie produite de façon intermittente par des sources d'énergie renouvelables, telles que le soleil ou le vent.

Voir aussi : biotransformation, cellule électrochimique, pile à combustible microbienne.

Équivalent étranger : microbial electrosynthesis (MES).

pile à combustible microbienne

Abréviation : PCM.

Domaine : Environnement-Chimie.

Définition : Dispositif de production d'électricité par l'oxydation de composés organiques, elle-même réalisée grâce à l'action de microorganismes fixés sur l'anode d'une cellule électrochimique.

Note : Une pile à combustible microbienne permet, tout en produisant de l'électricité, d'assurer l'épuration biologique de composés organiques contenus dans les eaux usées.

Voir aussi : biotransformation, cellule électrochimique, électrosynthèse microbienne.

Équivalent étranger : microbial fuel cell (MFC).

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de l'informatique et des télécommunications

NOR : CTNX1305428K

apportez votre équipement personnel de communication

Abréviation : AVEC.

Domaine : Informatique-Télécommunications.

Définition : Se dit de l'utilisation, dans un cadre professionnel, d'un matériel personnel tel qu'un téléphone multifonction ou un ordinateur.

Équivalent étranger : bring your own device (BYOD).

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Recommandation sur l'équivalent français à donner à l'expression *street* [sport]

NOR : CTNX1306138X

Si les activités sportives se sont généralement pratiquées, à l'origine, dans des lieux divers, non spécifiques, celles qui nécessitent un espace circonscrit ont rapidement exigé la création d'infrastructures spécialement conçues pour leur exercice (stades, piscines, terrains de sport, gymnases, etc.).

A l'inverse, aujourd'hui, de nouveaux sports se pratiquent volontairement sur la voie publique, parfois au cœur des agglomérations urbaines ou rurales et à la vue des passants.

Ces pratiques variées relèvent, pour la plupart, des sports de glisse, des jeux de balle ou de ballon, ou sont dérivées de la gymnastique. Certaines sont directement inspirées de sports institutionnels.

En anglais, la dénomination de ces disciplines débute par le mot *street* : *street basketball*, *street hockey*, *street golf*, *street football*, etc. La voie publique et le mobilier urbain étant les éléments communs à ces sports, l'expression *de rue* paraît la mieux adaptée en français pour les qualifier. On parlera donc de *basket de rue*, de *hockey de rue*, de *golf de rue*, de *football de rue*, etc. De la même manière, le pratiquant sera nommé *basketteur de rue*, *hockeyeur de rue*, *golfeur de rue*, *footballeur de rue*, etc.

La Commission générale de terminologie et de néologie recommande de s'en tenir à une formulation unique et cohérente et d'ajouter la mention *de rue* à tous les noms des sports concernés par ces formes de pratique.

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de la biologie (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1308297K

I. – Termes et définitions

acide peptidique nucléique

Abréviation : APN.

Domaine : Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Voir : acide peptidonucléique.

acide peptidonucléique

Abréviation : APN.

Domaine : Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Synonyme : acide peptidique nucléique (APN).

Définition : Molécule synthétique, hybride de protéine et d'ADN, qui peut, en se liant à une molécule d'ADN, inhiber ou activer la réplication, la transcription ou la réparation de gènes spécifiques, ou encore bloquer la traduction de l'ARN messager en l'inactivant.

Voir aussi : ARN messager.

Équivalent étranger : peptide nucleic acid (PNA).

acide xénonucléique

Abréviation : AXN.

Domaine : Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Acide nucléique artificiel synthétisé à partir d'une molécule d'ADN, dans lequel le désoxyribose est remplacé par une autre structure cyclique, mais qui conserve les caractéristiques structurelles et fonctionnelles de la molécule d'origine.

Note :

1. Un acide xénonucléique ne peut être obtenu qu'au moyen d'une polymérase de synthèse particulière.

2. L'emploi de l'expression « xéno-ADN » est déconseillé.

Équivalent étranger : xeno-nucleic acid (XNA).

biologie de synthèse

Domaine : Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Synonyme : biologie synthétique.

Définition : Branche interdisciplinaire de la biologie moléculaire qui recourt à la physique, à l'informatique et à la chimie pour inventer des génomes, obtenir des réactions enzymatiques nouvelles, et créer des cellules capables d'activités métaboliques et fonctionnelles inédites.

Équivalent étranger : synthetic biology.

biologie synthétique

Domaine : Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Voir : biologie de synthèse.

II. – *Table d'équivalence*A. – **Termes étrangers**

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
peptide nucleic acid (PNA).	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	acide peptidonucléique (APN), acide peptidique nucléique (APN).
synthetic biology.	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	biologie de synthèse, biologie synthétique.
xeno-nucleic acid (XNA).	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	acide xénonucléique (AXN).
(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).		

B. – **Termes français**

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
acide peptidonucléique (APN), acide peptidique nucléique (APN).	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	peptide nucleic acid (PNA).
acide xénonucléique (AXN).	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	xeno-nucleic acid (XNA).
biologie de synthèse, biologie synthétique.	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	synthetic biology.
(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>). (2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de la culture et des finances

NOR: CNTX1310854K

financement participatif

Domaine : Économie numérique.

Définition : Financement faisant appel à un grand nombre de personnes, généralement des internautes, pour qu'elles investissent les fonds nécessaires à l'aboutissement d'un projet.

Note :

1. Le financement participatif a pris son essor avec le développement de l'internet. Les contributions sont sollicitées pour des projets de diverse nature (œuvres, produits, services, événements, culturels ou commerciaux).
2. La collecte en ligne des contributions peut être assurée par les promoteurs des projets eux-mêmes ou s'appuyer sur des plateformes spécialisées.

Équivalent étranger : crowdfunding.

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de la santé

NOR : CTNX1318140K

beuverie express

Domaine : Santé et médecine-Social.

Définition : Absorption massive d'alcool, généralement en groupe, visant à provoquer l'ivresse en un minimum de temps.

Équivalent étranger : binge drinking.

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire des télécommunications (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1318083K

I. – Termes et définitions

captation, n.f.

Domaine : Télécommunications/Services.

Voir : détournement.

carte SIM

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Définition : Carte à puce insérée dans un terminal, qui est utilisée pour stocker les informations relatives à un abonnement souscrit auprès d'un opérateur de radiocommunication mobile.

Voir aussi : déverrouillage SIM.

Équivalent étranger : SIM card, subscriber identification module (SIM).

communication en champ proche

Abréviation : CCP.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Définition : Technique d'échange de données par radiofréquence, qui se fonde sur la production d'un champ électromagnétique à faible puissance permettant d'établir, au voisinage d'une antenne, une liaison sans fil de courte distance.

Note : La liaison établie est le plus souvent de l'ordre de quelques centimètres.

Voir aussi : radio-identification.

Équivalent étranger : near field communication (NFC).

débloccage, n.m.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Définition : Opération qui permet de remettre en fonction un terminal de radiocommunication qui a été rendu inutilisable par plusieurs tentatives d'identification infructueuses.

Note : Le terme « débloccage » ne doit pas être confondu avec les termes « débridage » et « déverrouillage SIM ».

Voir aussi : débrider, déverrouillage SIM.

Équivalent étranger : unlocking.

desserte par fibre

Abréviation : DF.

Domaine : Télécommunications/Réseaux.

Définition : Mise en place d'un réseau d'accès utilisant une ou plusieurs fibres optiques ; par extension, le réseau lui-même.

Note :

1. La desserte par fibre permet des débits numériques très élevés, de l'ordre de plusieurs dizaines de mégabits par seconde dans les deux sens.

2. Le réseau d'accès mis en place est également désigné par le terme « boucle locale optique ».

Voir aussi : desserte par fibre de l'abonné, desserte par fibre de l'immeuble, réseau d'accès.

Équivalent étranger : fiber in the loop (FITL), fiber to the ... (FTTx).

desserte par fibre de l'abonné

Abréviation : DFA.

Domaine : Télécommunications/Réseaux.

Synonyme : fibre jusqu'à l'abonné (langage professionnel).

Définition : Desserte par fibre d'un point de terminaison situé dans les locaux de l'abonné.

Voir aussi : desserte par fibre.

Équivalent étranger : fiber to the home (FTTH), fiber to the office (FTTO), fiber to the premises (FTTP).

desserte par fibre de l'immeuble

Abréviation : DFI.

Domaine : Télécommunications/Réseaux.

Synonyme : fibre jusqu'à l'immeuble (langage professionnel).

Définition : Desserte par fibre d'un local technique situé dans l'immeuble de l'abonné ou à proximité immédiate.

Voir aussi : desserte par fibre.

Équivalent étranger : fiber to the building (FTTB), fiber to the curb (FTTC).

détournement, n.m.

Domaine : Télécommunications/Services.

Synonyme : captation, n.f.

Définition : Pratique abusive par laquelle un fournisseur de services soustrait, sans avoir obtenu son consentement explicite, un client à un autre fournisseur.

Note : On emploie aussi, dans le langage professionnel, le terme « écrasement », parce que les services du fournisseur précédent sont remplacés par d'autres et ne sont donc plus accessibles.

Équivalent étranger : slamming.

déverrouillage SIM

Forme abrégée : déverrouillage, n.m.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Définition : Opération qui permet d'utiliser, avec une carte SIM de n'importe quel opérateur de radiocommunication mobile, un terminal qui ne fonctionnait initialement qu'avec une carte SIM de l'opérateur d'origine.

Note :

1. Le terme « déverrouillage SIM » ne doit pas être confondu avec les termes « débridage » et « déblocage ».
2. Le terme « désimlockage », dérivé de l'anglais, est à proscrire.

Voir aussi : carte SIM, déblocage, débrider.

Équivalent étranger : SIM unlocking.

droit irrévocable d'usage (langage professionnel)

Abréviation : DIU.

Domaine : Télécommunications.

Définition : Droit d'usage exclusif de tout ou partie de la capacité de transmission d'une infrastructure de télécommunication, non résiliable pendant la durée fixée par le contrat, généralement de plusieurs années.

Note : L'infrastructure de télécommunication est le plus souvent un câble sous-marin.

Équivalent étranger : indefeasible right of use (IRU).

femtocellule, n.f.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Définition : Zone peu étendue dans laquelle un terminal peut se connecter au réseau cellulaire de l'opérateur au moyen d'un émetteur-récepteur relié par l'internet à ce même réseau ; par extension, l'émetteur-récepteur lui-même.

Note :

1. Les femtocellules permettent, par exemple, d'améliorer la couverture à l'intérieur des bâtiments ou d'accéder à un service de communications illimitées.
2. Le préfixe *femto-* n'est pas pris ici dans l'acception mathématique qu'il possède en métrologie (10⁻¹⁵).

Voir aussi : système cellulaire.

Équivalent étranger : femtocell.

fibre jusqu'à l'abonné (langage professionnel)

Domaine : Télécommunications/Réseaux.

Voir : desserte par fibre de l'abonné.

fibre jusqu'à l'immeuble (langage professionnel)

Domaine : Télécommunications/Réseaux.

Voir : desserte par fibre de l'immeuble.

fonction modem

Domaine : Télécommunications/Services.

Synonyme : mode modem.

Définition : Fonction d'un dispositif connecté à un réseau, le plus souvent un téléphone mobile, qui permet à un autre dispositif, par exemple un ordinateur, d'accéder à ce réseau.

Note :

1. Le dispositif connecté au réseau joue alors le rôle de modem.

2. La liaison entre les deux dispositifs peut être filaire ou non.

Voir aussi : modem.

Équivalent étranger : tethering [dans le cas d'un téléphone mobile].

identification radio

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Voir : radio-identification.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du terme « radio-identification » au *Journal officiel* du 9 septembre 2006.

mode modem

Domaine : Télécommunications/Services.

Voir : fonction modem.

radio-étiquette, n.f.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Voir : radio-identifiant.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du terme « étiquette radio » au *Journal officiel* du 9 septembre 2006.

radio-étiquette active

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Voir : radio-identifiant actif.

radio-étiquette passive

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Voir : radio-identifiant passif.

radio-étiquette semi-active

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Voir : radio-identifiant semi-actif.

radio-identifiant, n.m.

Abréviation : RID.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Synonyme : radio-étiquette, n.f.

Définition : Dispositif électronique, porté par une personne ou un animal ou fixé sur un véhicule ou un objet, qui transmet par radiofréquence des informations préenregistrées à un lecteur qui l'interroge.

Note : Le radio-identifiant permet l'identification et le suivi à distance.

Voir aussi : radio-identifiant actif, radio-identifiant passif, radio-identifiant semi-actif, radio-identification.

Équivalent étranger : radio frequency identification tag, RFID tag.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du terme « étiquette radio » au *Journal officiel* du 9 septembre 2006.

radio-identifiant actif

Abréviation : RIDA.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Synonyme : radio-étiquette active.

Définition : Radio-identifiant qui possède sa propre source d'énergie, généralement une pile ou un accumulateur, lui permettant d'émettre un signal et éventuellement d'enregistrer ou de traiter des informations.

Voir aussi : radio-identifiant, radio-identifiant passif, radio-identifiant semi-actif.

Équivalent étranger : active RFID tag, active tag.

radio-identifiant passif

Abréviation : RIDP.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Synonyme : radio-étiquette passive.

Définition : Radio-identifiant qui utilise l'énergie des ondes radioélectriques émises par un lecteur pour transmettre des informations à ce lecteur.

Voir aussi : radio-identifiant, radio-identifiant actif, radio-identifiant semi-actif.
Équivalent étranger : passive RFID tag, passive tag.

radio-identifiant semi-actif

Abréviation : RIDSa.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Synonyme : radio-étiquette semi-active.

Définition : Radio-identifiant passif qui possède sa propre source d'énergie, généralement une pile ou un accumulateur, lui permettant d'améliorer l'efficacité de la transmission, d'enregistrer des informations ou de les traiter.

Note : On trouve aussi les termes « radio-identifiant semi-passif » et « radio-étiquette semi-passive ».

Équivalent étranger : BAP tag, battery-assisted passive tag, semi-passive tag.

radio-identification, n.f.

Abréviation : RID.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Synonyme : identification radio.

Définition : Technique qui permet d'identifier et de suivre des objets, des véhicules, des animaux ou des personnes au moyen d'un radio-identifiant.

Voir aussi : radio-identifiant.

Équivalent étranger : radio frequency identification (RFID).

Attention : Cette publication annule et remplace celle du *Journal officiel* du 9 septembre 2006.

radio intelligente

Abréviation : RI.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Définition : Technique de communication radioélectrique qui consiste à optimiser automatiquement certains paramètres d'émission et de réception en fonction de l'environnement, en utilisant notamment des algorithmes d'apprentissage et de prise de décision fondés sur l'intelligence artificielle.

Note :

1. La radio intelligente permet notamment d'utiliser au mieux le spectre radioélectrique.
2. La radio intelligente peut recourir à la radio logicielle pour reconfigurer les paramètres.
3. On trouve aussi l'expression « radio cognitive », qui n'est pas recommandée.

Voir aussi : radio logicielle.

Équivalent étranger : cognitive radio.

radio logicielle

Abréviation : RL.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Définition : Technique qui consiste à remplacer, dans des émetteurs et récepteurs radioélectriques, des dispositifs matériels par des logiciels.

Note :

1. La radio logicielle permet une adaptation plus facile aux normes d'émission et de réception ainsi qu'à leur évolution.
2. La radio logicielle est un moyen de mettre en œuvre la radio intelligente.

Voir aussi : radio intelligente.

Équivalent étranger : software-defined radio (SDR), software radio.

radio par fibre

Abréviation : RPF.

Domaine : Télécommunications/Techniques.

Définition : Transmission par fibre dans laquelle la porteuse optique est modulée directement par un signal radiofréquence.

Voir aussi : porteuse.

Équivalent étranger : radio-on-fiber (RoF), radio-over-fiber (RoF), wireless-on-fiber.

renifleur, n.m.

Domaine : Télécommunications/Réseaux.

Définition : Logiciel ou équipement matériel qui balaie l'environnement radioélectrique à la recherche d'un réseau ou qui observe le trafic d'un réseau pour détecter et analyser certaines informations.

Note : Les informations analysées peuvent concerner certains paramètres des communications comme la taille des paquets et les adresses d'émission ou de destination, ou encore le contenu des échanges.

Équivalent étranger : sniffer.

réseautique domestique

Domaine : Bâtiment-Télécommunications/Services.

Définition : Ensemble des activités et des techniques destinées à créer, gérer et utiliser des réseaux qui relient les appareils électriques et électroniques d'un lieu de résidence.

Voir aussi : réseautique.

Équivalent étranger : home networking.

tête radio distante

Abréviation : TRD.

Domaine : Électronique-Télécommunications/Radiocommunications.

Définition : Partie d'une station de base comprenant les circuits à radiofréquence et des convertisseurs de signaux, située à proximité de l'antenne mais séparée du reste de la station, auquel elle est connectée par une liaison filaire.

Voir aussi : station de base.

Équivalent étranger : remote radio head (RRH).

transport du numéro

Domaine : Télécommunications/Services.

Définition : Ensemble d'opérations techniques et administratives réalisées par les opérateurs de télécommunication pour permettre à un abonné de conserver son numéro d'appel lorsqu'il change d'opérateur.

Note : L'expression « portage du numéro » est déconseillée.

Voir aussi : conservation du numéro.

Équivalent étranger : number porting.

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
active RFID tag, active tag.	Télécommunications/Radiocommunications.	radio-identifiant actif (RIDA), radio-étiquette active.
BAP tag, battery-assisted passive tag, semi-passive tag.	Télécommunications/Radiocommunications.	radio-identifiant semi-actif (RIDSa), radio-étiquette semi-active.
cognitive radio.	Télécommunications/Radiocommunications.	radio intelligente (RI).
femtocell.	Télécommunications/Radiocommunications.	femtocellule, n.f.
fiber in the loop (FITL), fiber to the ... (FTTx).	Télécommunications/Réseaux.	desserte par fibre (DF).
fiber to the building (FTTB), fiber to the curb (FTTC).	Télécommunications/Réseaux.	desserte par fibre de l'immeuble (DFI), fibre jusqu'à l'immeuble (langage professionnel).
fiber to the home (FTTH), fiber to the office (FTTO), fiber to the premises (FTTP).	Télécommunications/Réseaux.	desserte par fibre de l'abonné (DFA), fibre jusqu'à l'abonné (langage professionnel).
home networking.	Bâtiment-Télécommunications/Services.	réseautique domestique.
indefeasible right of use (IRU).	Télécommunications.	droit irrévocable d'usage (langage professionnel) (DIU).
near field communication (NFC).	Télécommunications/Radiocommunications.	communication en champ proche (CCP).
number porting.	Télécommunications/Services.	transport du numéro.
passive RFID tag, passive tag.	Télécommunications/Radiocommunications.	radio-identifiant passif (RIDP), radio-étiquette passive.
radio frequency identification (RFID).	Télécommunications/Radiocommunications.	radio-identification, n.f. (RID), identification radio.
radio frequency identification tag, RFID tag.	Télécommunications/Radiocommunications.	radio-identifiant, n.m. (RID), radio-étiquette, n.f.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
radio-on-fiber (RoF), radio-over-fiber (RoF), wireless-on-fiber.	Télécommunications/Techniques.	radio par fibre (RPF).
remote radio head (RRH).	Électronique-Télécommunications/ Radiocommunications.	tête radio distante (TRD).
RFID tag, radio frequency identification tag.	Télécommunications/Services.	radio-identifiant , n.m. (RID), radio-étiquette , n.f.
semi-passive tag, BAP tag, battery-assisted passive tag.	Télécommunications/Radiocommunications.	radio-identifiant semi-actif (RDSA) , radio-étiquette semi-active.
SIM card, subscriber identification module (SIM).	Télécommunications/Radiocommunications.	carte SIM.
SIM unlocking.	Télécommunications/Radiocommunications.	déverrouillage SIM , déverrouillage , n.m.
slamming.	Télécommunications/Services.	détournement , n.m., captation , n.f.
sniffer.	Télécommunications/Réseaux.	renifleur , n.m.
software-defined radio (SDR), software radio.	Télécommunications/Radiocommunications.	radio logicielle (RL).
subscriber identification module (SIM), SIM card.	Télécommunications/Radiocommunications.	carte SIM.
tethering [dans le cas d'un téléphone mobile].	Télécommunications/Services.	fonction modem , mode modem.
unlocking.	Télécommunications/Radiocommunications.	déblocage , n.m.
wireless-on-fiber, radio-on-fiber (RoF), radio-over-fiber (RoF).	Télécommunications/Techniques.	radio par fibre (RPF).
<p>(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p>		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
captation , n.f., détournement , n.m.	Télécommunications/Services.	slamming.
carte SIM.	Télécommunications/Radiocommunications.	SIM card, subscriber identification module (SIM).
communication en champ proche (CCP).	Télécommunications/Radiocommunications.	near field communication (NFC).
déblocage , n.m.	Télécommunications/Radiocommunications.	unlocking.
desserte par fibre (DF).	Télécommunications/Réseaux.	fiber in the loop (FITL), fiber to the ... (FTTx).
desserte par fibre de l'abonné (DFA), fibre jusqu'à l'abonné (langage professionnel).	Télécommunications/Réseaux.	fiber to the home (FTTH), fiber to the office (FTTO), fiber to the premises (FTTP).
desserte par fibre de l'immeuble (DFI), fibre jusqu'à l'immeuble (langage professionnel).	Télécommunications/Réseaux.	fiber to the building (FTTB), fiber to the curb (FTTC).
détournement , n.m., captation , n.f.	Télécommunications/Services.	slamming.
déverrouillage SIM , déverrouillage , n.m.	Télécommunications/Radiocommunications.	SIM unlocking.

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
droit irrévocable d'usage (langage professionnel) (DIU).	Télécommunications.	indefeasible right of use (IRU).
femtocellule , n.f.	Télécommunications/Radiocommunications.	femtocell.
 fibre jusqu'à l'abonné (langage professionnel), desserte par fibre de l'abonné (DFA).	Télécommunications/Réseaux.	fiber to the home (FTTH), fiber to the office (FTTO), fiber to the premises (FTTP).
 fibre jusqu'à l'immeuble (langage professionnel), desserte par fibre de l'immeuble (DFI).	Télécommunications/Réseaux.	fiber to the building (FTTB), fiber to the curb (FTTC).
fonction modem, mode modem.	Télécommunications/Services.	tethering [dans le cas d'un téléphone mobile].
identification radio, radio-identification , n.f. (RID).	Télécommunications/Services.	radio frequency identification (RFID).
mode modem, fonction modem.	Télécommunications/Services.	tethering [dans le cas d'un téléphone mobile].
radio-étiquette , n.f., radio-identifiant , n.m. (RID).	Télécommunications/Radiocommunications.	radio frequency identification tag, RFID tag.
radio-étiquette active, radio-identifiant actif (RIDA).	Télécommunications/Radiocommunications.	active RFID tag, active tag.
radio-étiquette passive, radio-identifiant passif (RIDP).	Télécommunications/Radiocommunications.	passive RFID tag, passive tag.
radio-étiquette semi-active, radio-identifiant semi-actif (RIDSa).	Télécommunications/Radiocommunications.	BAP tag, battery-assisted passive tag, semi-passive tag.
radio-identifiant , n.m. (RID), radio-étiquette , n.f.	Télécommunications/Radiocommunications.	radio frequency identification tag, RFID tag.
radio-identifiant actif (RIDA), radio-étiquette active.	Télécommunications/Radiocommunications.	active RFID tag, active tag.
radio-identifiant passif (RIDP), radio-étiquette passive.	Télécommunications/Radiocommunications.	passive RFID tag, passive tag.
radio-identifiant semi-actif (RIDSa), radio-étiquette semi-active.	Télécommunications/Radiocommunications.	BAP tag, battery-assisted passive tag, semi-passive tag.
radio-identification , n.f. (RID), identification radio.	Télécommunications/Radiocommunications.	radio frequency identification (RFID).
radio intelligente (RI).	Télécommunications/Radiocommunications.	cognitive radio.
radio logicielle (RL).	Télécommunications/Radiocommunications.	software-defined radio (SDR), software radio.
radio par fibre (RPF).	Télécommunications/Techniques.	radio-on-fiber (RoF), radio-over-fiber (RoF), wireless-on-fiber.
renifleur , n.m.	Télécommunications/Réseaux.	sniffer.
réseautique domestique.	Bâtiment-Télécommunications/Services.	home networking.
tête radio distante (TRD).	Électronique-Télécommunications/ Radiocommunications.	remote radio head (RRH).
transport du numéro.	Télécommunications/Services.	number porting.
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire des sports (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1319589K

I. – Termes et définitions

cambre, n.m.

Domaine : Sports/Sports d'hiver-Ski.

Voir : cambrure.

cambre inversé

Domaine : Sports/Sports d'hiver-Ski.

Voir : cambrure inversée.

cambrure, n.f.

Domaine : Sports/Sports d'hiver-Ski.

Synonyme : cambre, n.m.

Définition : Courbure longitudinale d'un ski qui en rehausse la partie centrale.

Équivalent étranger : arch, camber.

cambrure inversée

Domaine : Sports/Sports d'hiver-Ski.

Synonyme : cambre inversé.

Définition : Courbure longitudinale d'un ski telle que, lorsque le ski nu est posé sur une surface plane, la partie la plus basse de la semelle se situe à l'endroit du patin.

Note : La cambrure inversée privilégie la maniabilité du ski par rapport à sa stabilité.

Voir aussi : patin.

Équivalent étranger : reverse camber, rocker.

champagne, adj.inv.

Domaine : Sports.

Définition : Qualifie la prestation d'une équipe ou d'un joueur combinant élégance, audace et réussite.

Note : Apparue à l'origine dans le milieu du rugby, l'adjectif « champagne » s'est introduit dans de nombreuses autres disciplines sportives.

Équivalent étranger : –

combinaison isotherme

Domaine : Habillement-Sports/Sports nautiques.

Définition : Combinaison en matière synthétique protégeant du froid en milieu aquatique, qui est conçue pour s'ajuster au corps et emprisonner, à même la peau, une mince pellicule d'eau.

Équivalent étranger : wet suit.

compression, n.f.

Domaine : Sports.

Définition : Phénomène d'écrasement du corps qui est ressenti par un sportif lorsqu'il atteint, à vitesse élevée, le point où une pente descendante s'inverse brutalement ; par extension, endroit où se produit ce phénomène.

Note : La compression peut être ressentie par un skieur, un planchiste, un cycliste, un motocycliste ou un pilote automobile.

Équivalent étranger : compression.

cordon de sécurité

Forme abrégée : cordon, n.m.

Domaine : Sports/Sports de glisse.

Synonyme : fil à la patte *fam.*

Définition : Attache, le plus souvent fixée à la cheville du pratiquant, qui le relie à sa planche et évite, lors d'une chute, que celle-ci ne s'éloigne de lui et ne percute des personnes ou des objets alentour.

Équivalent étranger : leash.

départ dans la vague

Forme abrégée : départ, n.m.

Domaine : Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.

Définition : Fait, pour un aquaplanchiste, de s'engager dans la pente d'une vague commençant à déferler.

Voir aussi : aquaplanchiste, pente de la vague, zone d'attente.

Équivalent étranger : take off.

dos à la vague, loc.adj.

Domaine : Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.

Définition : Se dit d'un aquaplanchiste qui évolue sur la pente d'une vague, face au rivage.

Voir aussi : aquaplanchiste, pente de la vague.

Équivalent étranger : back-side, backside.

face à la vague, loc.adj.

Domaine : Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.

Définition : Se dit d'un aquaplanchiste qui évolue sur la pente d'une vague, face au large.

Voir aussi : aquaplanchiste, pente de la vague.

Équivalent étranger : front-side, frontside.

fil à la patte *fam.*

Domaine : Sports/Sports de glisse.

Voir : cordon de sécurité.

flexibilité, n.f.

Domaine : Sports/Sports d'hiver-Ski.

Synonyme : souple, n.f.

Définition : Capacité d'un ski à se déformer longitudinalement.

Équivalent étranger : ski flex, ski suppleness.

galbe, n.m.

Domaine : Sports/Sports d'hiver-Ski.

Synonyme : lignes de cotes.

Définition : Forme générale d'un ski caractérisée par les largeurs comparées de la spatule, du patin et du talon.

Voir aussi : patin.

Équivalent étranger : shape, side cuts.

jeu de planches

Domaine : Sports/Sports de glisse.

Définition : Ensemble de planches de sport entre lesquelles un planchiste choisit celle qui lui semble la mieux adaptée aux circonstances.

Voir aussi : planche de sport, planchiste.

Équivalent étranger : quiver.

lignes de cotes

Domaine : Sports/Sports d'hiver-Ski.

Voir : galbe.

nez, n.m.

Forme développée : nez de planche.

Domaine : Sports/Sports de glisse.

Définition : Extrémité avant d'une planche de sport.

Équivalent étranger : board nose, nose.

patin, n.m.

Domaine : Sports/Sports d'hiver-Ski.

Définition : Partie médiane d'un ski correspondant à l'emplacement où le skieur fixe son pied.

Équivalent étranger : ski waist.

pente de la vague

Domaine : Sports-Sciences de la Terre/Océanographie.
Définition : Face avant de la vague, sur laquelle un aquaplanchiste évolue.
Voir aussi : aquaplanchiste.
Équivalent étranger : wave slope.

piquet de chevaux

Forme abrégée : piquet, n.m.
Domaine : Sports/Équitation.
Définition : Ensemble de chevaux entre lesquels un cavalier choisit celui qui lui semble le mieux adapté aux circonstances.
Équivalent étranger : string of horses.

plongeon en canard

Forme abrégée : canard, n.m.
Domaine : Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.
Définition : Manœuvre par laquelle un aquaplanchiste, gagnant le large à plat ventre sur sa planche, plonge sous une vague déferlante pour la franchir.
Voir aussi : aquaplanchiste.
Équivalent étranger : duck dive, duck-dive, duck diving.

rencontre improvisée

Domaine : Sports.
Définition : Compétition sportive qui se déroule de façon informelle et spontanée.
Note : L'expression *scratch match*, empruntée de l'anglais, est à proscrire.
Équivalent étranger : scratch game.

rouleau de bord

Domaine : Sports-Sciences de la Terre/Océanographie.
Définition : Vague puissante qui se brise près du rivage.
Note : Le rouleau de bord peut être utilisé pour la pratique de la planche de plage.
Voir aussi : planche de plage.
Équivalent étranger : big wave break, shore break.

rupture de pente

Domaine : Sports.
Définition : Augmentation brusque et importante de l'inclinaison d'une pente descendante.
Note : Un skieur, un planchiste ou un cycliste peut exploiter une rupture de pente soit en la compensant pour rester le plus possible en contact avec le sol, soit en décollant pour effectuer une figure acrobatique.
Équivalent étranger : drop-off.

série de vagues

Forme abrégée : série, n.f.
Domaine : Sports-Sciences de la Terre/Océanographie.
Définition : Suite de vagues déferlantes favorables à la pratique de la planche nautique.
Voir aussi : planche nautique.
Équivalent étranger : waves set.

souplesse, n.f.

Domaine : Sports/Sports d'hiver-Ski.
Voir : flexibilité.

virage en bas de vague

Domaine : Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.
Définition : Geste technique consistant, pour un aquaplanchiste, à effectuer un virage au bas de la vague dont il vient de descendre la pente, ce qui lui permet de se relancer dans la vague.
Voir aussi : aquaplanchiste, pente de la vague.
Équivalent étranger : bottom turn.

virage en haut de vague

Domaine : Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.
Définition : Geste technique consistant, pour un aquaplanchiste, à effectuer un virage dans la partie haute de la vague dont il vient de monter la pente, ce qui lui permet de reprendre de la vitesse.
Voir aussi : aquaplanchiste, pente de la vague.
Équivalent étranger : roller.

virage sur la lèvre

Domaine : Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.

Définition : Figure technique consistant en un virage brusque exécuté par un aquaplanchiste sur la lèvre d'une vague dont il vient de monter la pente.

Voir aussi : aquaplanchiste, pente de la vague.

Équivalent étranger : off the lip, off the lip turn.

zone d'attente

Domaine : Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.

Définition : Zone située au large, depuis laquelle un aquaplanchiste observe la formation des vagues déferlantes afin de choisir le moment de son départ.

Voir aussi : aquaplanchiste, départ dans la vague.

Équivalent étranger : line-up.

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
arch, camber.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	cambrure, n.f., cambre, n.m.
back-side, backside.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	dos à la vague, loc.adj.
big wave break, shore break.	Sports-Sciences de la Terre/Océanographie.	rouleau de bord.
board nose, nose.	Sports/Sports de glisse.	nez, n.m., nez de planche.
bottom turn.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	virage en bas de vague.
camber, arch.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	cambrure, n.f., cambre, n.m.
compression.	Sports.	compression, n.f.
drop-off.	Sports.	rupture de pente.
duck dive, duck-dive, duck diving.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	plongeon en canard, canard, n.m.
front-side, frontside.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	face à la vague, loc.adj.
leash.	Sports/Sports de glisse.	cordon de sécurité, cordon, n.m., fil à la patte <i>fam.</i>
line-up.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	zone d'attente.
nose, board nose.	Sports/Sports de glisse.	nez, n.m., nez de planche.
off the lip, off the lip turn.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	virage sur la lèvre.
quiver.	Sports/Sports de glisse.	jeu de planches.
reverse camber, rocker.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	cambrure inversée, cambre inversé.
roller.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	virage en haut de vague.
scratch game.	Sports.	rencontre improvisée.
shape, side cuts.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	galbe, n.m., lignes de cotes.
shore break, big wave break.	Sports-Sciences de la Terre/Océanographie.	rouleau de bord.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
side cuts, shape.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	galbe , n.m., lignes de cotes .
ski flex, ski suppleness.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	flexibilité , n.f., souplesse , n.f.
ski waist.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	patin , n.m.
string of horses.	Sports/Équitation.	piquet de chevaux , piquet , n.m.
take off.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	départ dans la vague , départ , n.m.
wave slope.	Sports-Sciences de la Terre/Océanographie.	pente de la vague .
waves set.	Sports-Sciences de la Terre/Océanographie.	série de vagues , série , n.f.
wet suit.	Habillement-Sports/Sports nautiques.	combinaison isotherme .
<p>(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p>		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
cambre , n.m., cambrure , n.f.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	arch, camber.
cambre inversé , cambrure inversée .	Sports/Sports d'hiver-Ski.	reverse camber, rocker.
cambrure , n.f., cambre , n.m.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	arch, camber.
cambrure inversée , cambre inversé .	Sports/Sports d'hiver-Ski.	reverse camber, rocker.
canard , n.m., plongeon en canard .	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	duck dive, duck-dive, duck diving.
champagne , adj.inv.	Sports.	–
combinaison isotherme .	Habillement-Sports/Sports nautiques.	wet suit.
compression , n.f.	Sports.	compression.
cordon de sécurité , cordon , n.m., fil à la patte <i>fam.</i>	Sports/Sports de glisse.	leash.
départ dans la vague , départ , n.m.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	take off.
dos à la vague , loc.adj.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	back-side, backside.
face à la vague , loc.adj.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	front-side, frontside.
fil à la patte <i>fam.</i> , cordon de sécurité , cordon , n.m.	Sports/Sports de glisse.	leash.
flexibilité , n.f., souplesse , n.f.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	ski flex, ski suppleness.
galbe , n.m., lignes de cotes .	Sports/Sports d'hiver-Ski.	shape, side cuts.

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
jeu de planches.	Sports/Sports de glisse.	quiver.
lignes de cotes, galbe, n.m.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	shape, side cuts.
nez, n.m., nez de planche.	Sports/Sports de glisse.	board nose, nose.
patin, n.m.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	ski waist.
penne de la vague.	Sports-Sciences de la Terre/Océanographie.	wave slope.
piquet de chevaux, piquet, n.m.	Sports/Équitation.	string of horses.
plongeon en canard, canard, n.m.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	duck dive, duck-dive, duck diving.
rencontre improvisée.	Sports.	scratch game.
rouleau de bord.	Sports-Sciences de la Terre/Océanographie.	big wave break, shore break.
rupture de penne.	Sports.	drop-off.
série de vagues, série, n.f.	Sports-Sciences de la Terre/Océanographie.	waves set.
souplesse, n.f., flexibilité, n.f.	Sports/Sports d'hiver-Ski.	ski flex, ski suppleness.
virage en bas de vague.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	bottom turn.
virage en haut de vague.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	roller.
virage sur la lèvres.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	off the lip, off the lip turn.
zone d'attente.	Sports/Sports de glisse-Sports nautiques.	line-up.
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de l'environnement (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1321050K

I. – Termes et définitions

à l'épreuve du changement climatique

Domaine : Environnement.

Voir aussi : résistant au changement climatique.

approche prudente

Domaine : Environnement.

Définition : Méthode d'étude de l'évolution d'un milieu naturel qui tient compte de l'état des sciences et des techniques et procède par extrapolation des lois connues en retenant par principe les hypothèses les plus pessimistes, de façon à préserver l'environnement.

Voir aussi : principe de précaution.

Équivalent étranger : conservativeness.

compensation des émissions de carbone

Forme abrégée : compensation carbone.

Domaine : Environnement.

Définition : Ensemble des mesures financières ou techniques permettant de contrebalancer, en partie ou en totalité, les émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère qui sont dues à une activité spécifique et n'ont pu être évitées ou limitées.

Note : Quand la compensation est totale, on parle, dans le langage professionnel, de « neutralité carbone » (en anglais : *carbon neutrality*).

Voir aussi : effet de serre.

Équivalent étranger : carbon compensation.

croissance verte

Domaine : Environnement-Économie générale.

Définition : Croissance économique respectueuse de l'environnement naturel, et visant, par des actions ou des innovations spécifiques, à remédier aux atteintes qui lui sont portées.

Voir aussi : développement durable, écodéveloppement, économie verte.

Équivalent étranger : green growth.

économie verte

Domaine : Environnement-Économie générale.

Définition : Économie caractérisée par des investissements et des dispositions techniques qui visent à éviter, à réduire ou à supprimer les pollutions et, en particulier, les émissions de dioxyde de carbone, tout en utilisant au mieux les ressources énergétiques disponibles.

Note : Les innovations liées à l'économie verte favorisent la création d'emplois.

Voir aussi : croissance verte.

Équivalent étranger : green economy.

émulation écologique

Domaine : Environnement.

Définition : Incitation, par effet d'entraînement au sein d'un groupe, à adopter un comportement plus respectueux de l'environnement.

Équivalent étranger : green nudge.

énergie grise

Domaine : Environnement-Énergie.

Définition : Quantité d'énergie nécessaire à la fabrication d'un produit ou à la fourniture de services.

Note :

1. L'énergie grise prise en compte dans l'analyse du cycle de vie d'un produit peut également l'être dans celle de la fourniture de services.
2. On trouve aussi le terme « énergie incorporée ».

Voir aussi : analyse du cycle de vie d'un produit.

Équivalent étranger : embodied energy.

étrépage, n.m.

Domaine : Environnement.

Définition : Technique de restauration écologique d'un sol consistant à en prélever une couche superficielle pour réduire sa teneur en matières organiques et favoriser ainsi l'installation d'espèces pionnières, tant végétales qu'animales.

Note :

1. L'étrépage est une technique appliquée particulièrement à des milieux pauvres en nutriments, tels que les pelouses naturelles et les landes.
2. L'étrépage se distingue du décapage, qui est pratiqué plus profondément et à des fins de dépollution.

Équivalent étranger : –

récupérateur de chaleur des eaux usées

Forme abrégée : récupérateur de chaleur.

Domaine : Bâtiment-Énergie.

Définition : Échangeur servant à récupérer partiellement l'énergie thermique des eaux usées.

Note : L'emploi du terme *power-pipe*, qui est un nom de marque, est à proscrire.

Équivalent étranger : waste water heat recovery unit.

recyclage valorisant

Domaine : Économie et gestion d'entreprise-Environnement.

Définition : Fabrication, à partir d'objets ou de matériaux de récupération, de produits de plus haute valeur que les objets ou matériaux d'origine.

Voir aussi : recyclage des déchets.

Équivalent étranger : upcycling.

reméandrage, n.m.

Domaine : Environnement.

Définition : Technique consistant à allonger le tracé et à réduire la pente d'un cours d'eau pour rendre sa morphologie plus sinueuse et lui faire ainsi retrouver ses fonctions hydrobiologiques.

Note : Le reméandrage peut, par exemple, favoriser la régulation du régime des eaux, améliorer le niveau de la nappe phréatique ou permettre la préservation et la diversification d'habitats aquatiques.

Équivalent étranger : –

résistant au changement climatique

Domaine : Environnement.

Synonyme : à l'épreuve du changement climatique.

Définition : Se dit d'une population ou d'un écosystème qui, soit naturellement, soit du fait de mesures matérielles ou d'interventions biologiques, sont peu vulnérables au changement climatique, en particulier d'origine anthropique.

Note : Ces mesures ou ces interventions consistent, par exemple, à mieux gérer les ressources en eau, à protéger les terres agricoles ou à rechercher des variétés et des races domestiques résistantes.

Voir aussi : changement climatique, changement climatique anthropique.

Équivalent étranger : climate-proof.

sécurité industrielle

Domaine : Industrie-Environnement/Risques.

Définition : Ensemble des dispositions techniques, des moyens humains et des mesures d'organisation internes aux installations et aux activités industrielles, destinés à prévenir les accidents ou à atténuer leurs conséquences ; par extension, état résultant de ces dispositions.

Voir aussi : sécurité nucléaire, sûreté industrielle.

Équivalent étranger : industrial safety.

service écosystémique (langage professionnel)

Domaine : Environnement-Économie générale.

Définition : Avantage matériel ou immatériel que l'homme retire des écosystèmes.

Note : Certains services écosystémiques sont des avantages matériels liés à des processus naturels tels que la production de biens directement consommables, l'autoépuration des eaux, la stabilisation des sols ou la pollinisation ; d'autres sont des avantages immatériels, comme des activités récréatives ou culturelles.
Équivalent étranger : ecosystem service.

sûreté industrielle

Domaine : Industrie-Environnement/Risques.

Définition : Ensemble des dispositions techniques, des moyens humains et des mesures d'organisation internes et externes aux installations industrielles, destinés à prévenir les actes de malveillance venant de l'intérieur ou de l'extérieur, et à atténuer les conséquences des accidents ; par extension, état résultant de ces dispositions.

Voir aussi : sécurité industrielle, sûreté nucléaire.

Équivalent étranger : industrial security.

verdissement d'image

Domaine : Communication-Environnement.

Définition : Attribution abusive de qualités écologiques à un produit, à un service ou à une organisation.

Note : On trouve aussi les termes « écoblanchiment » et « blanchiment écologique ».

Équivalent étranger : greenwashing.

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
birder, birdwatcher.	Environnement	ornithologue amateur.
birding, birdwatching.	Environnement.	observation des oiseaux.
carbon compensation.	Environnement.	compensation des émissions de carbone, compensation carbone.
climate-proof.	Environnement.	résistant au changement climatique, à l'épreuve du changement climatique.
conservativeness.	Environnement.	approche prudente.
ecosystem service.	Environnement-Économie générale.	service écosystémique (langage professionnel).
embodied energy.	Environnement-Énergie.	énergie grise.
green economy.	Environnement-Économie générale.	économie verte.
green growth.	Environnement-Économie générale.	croissance verte.
green nudge.	Environnement.	émulation écologique.
greenwashing.	Communication-Environnement.	verdissement d'image.
industrial safety.	Industrie-Environnement/Risques.	sécurité industrielle.
industrial security.	Industrie-Environnement/Risques.	sûreté industrielle.
upcycling.	Économie et gestion d'entreprise-Environnement.	recyclage valorisant.
waste water heat recovery unit.	Bâtiment-Énergie.	récupérateur de chaleur des eaux usées, récupérateur de chaleur.
<p>(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p>		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
à l'épreuve du changement climatique, résistant au changement climatique.	Environnement.	climate-proof
approche prudente.	Environnement.	conservativeness.
compensation des émissions de carbone, compensation carbone.	Environnement.	carbon compensation.
croissance verte.	Environnement-Économie générale.	green growth.
économie verte.	Environnement-Économie générale.	green economy.
émulation écologique.	Environnement.	green nudge.
énergie grise.	Environnement-Énergie.	embodied energy.
étrépage, n.m.	Environnement.	–
observation des oiseaux.	Environnement.	birding, birdwatching.
ornithologue amateur.	Environnement.	birder, birdwatcher.
récupérateur de chaleur des eaux usées, récupérateur de chaleur.	Bâtiment-Énergie.	waste water heat recovery unit.
recyclage valorisant.	Économie et gestion d'entreprise-Environnement.	upcycling.
reméandrage, n.m.	Environnement.	–
résistant au changement climatique, à l'épreuve du changement climatique.	Environnement.	climate-proof.
sécurité industrielle.	Industrie-Environnement/Risques.	industrial safety.
service écosystémique (langage professionnel).	Environnement-Économie générale.	ecosystem service.
sûreté industrielle.	Industrie-Environnement/Risques.	industrial security.
verdissement d'image.	Communication-Environnement.	greenwashing.
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de la communication

NOR : CTNX1321052K

animateur, -trice de communauté

Forme développée : animateur, -trice de communauté en ligne.

Domaine : Communication-Économie et gestion d'entreprise.

Synonyme : gestionnaire de communauté, gestionnaire de communauté en ligne.

Définition : Personne chargée de développer la présence sur la toile d'une organisation publique ou privée en fidélisant un groupe d'internautes et en animant ses échanges dans des réseaux sociaux, des médias en ligne ou des forums.

Équivalent étranger : community manager.

gestionnaire de communauté

Forme développée : gestionnaire de communauté en ligne.

Domaine : Communication-Économie et gestion d'entreprise.

Voir : animateur de communauté.

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

**Vocabulaire des affaires étrangères
(liste de termes, expressions et définitions adoptés)**

NOR : CTNX1319227K

I. – Termes et définitions

accaparement de terres

Domaine : Agriculture-Relations internationales.

Synonyme : mainmise foncière.

Définition : Acquisition massive de terres agricoles par des investisseurs ou des États étrangers, souvent en vue de cultures spéculatives.

Équivalent étranger : land grabbing.

acharnement, n.m.

Domaine : Communication-Relations internationales.

Voir : éreintage.

approche par corbeilles

Domaine : Relations internationales.

Voir : approche par thèmes.

approche par thèmes

Domaine : Relations internationales.

Synonyme : approche par corbeilles.

Définition : Méthode de négociation consistant à répartir les questions en différents thèmes pour en faciliter l'examen.

Équivalent étranger : basket approach.

belliciste, n.

Domaine : Relations internationales-Défense.

Voir : fauteur de guerre.

course au visa

Domaine : Relations internationales-Droit.

Définition : Dépôt simultané de demandes de visa auprès des consulats de plusieurs pays.

Équivalent étranger : visa shopping.

démondialisation, n.f.

Domaine : Relations internationales-Économie générale.

Définition : Projet politique qui remet en cause la mondialisation.

Équivalent étranger : deglobalization.

éreintage, n.m.

Domaine : Communication-Relations internationales.

Synonyme : acharnement, n.m.

Définition : Dénigrement systématique d'une personne ou d'une catégorie de personnes, d'une organisation, d'un pays.

Équivalent étranger : bashing.

façonnage d'image

Domaine : Relations internationales-Communication.

Définition : Ensemble d'actions par lesquelles un pays cherche à valoriser son image sur la scène internationale.

Note : Le façonnage d'image consiste notamment, pour un pays, à se prévaloir de son patrimoine historique ou culturel ou de certains points forts de son économie.

Équivalent étranger : nation branding.

fauteur de guerre

Domaine : Relations internationales-Défense.

Synonyme : belliciste, n.

Définition : Personne ou groupe qui favorise ou provoque le recours à la guerre.

Voir aussi : fauteur de troubles.

Équivalent étranger : warmonger.

fauteur de troubles

Domaine : Relations internationales.

Définition : Personne ou groupe qui favorise les tensions internationales et cherche à en profiter.

Voir aussi : fauteur de guerre.

Équivalent étranger : spoiler, troublemaker.

homodoxe, adj.

Domaine : Relations internationales.

Définition : Se dit d'un groupe de pays qui partagent la même opinion.

Équivalent étranger : like-minded.

mainmise foncière

Domaine : Agriculture-Relations internationales.

Voir : accaparement de terres.

manifestation parallèle

Domaine : Tous domaines.

Définition : Manifestation qui se déroule en marge d'une autre.

Équivalent étranger : side event.

mettre sur liste noire

Domaine : Tous domaines.

Définition : Mettre à l'écart, voire exclure, une personne, une organisation ou un pays.

Note : L'emploi du verbe *blacklist*, emprunté de l'anglais, est à proscrire.

Équivalent étranger : blacklist (to).

omnivalent, adj.

Domaine : Tous domaines.

Voir : passe-partout.

organisation-cadre, n.f.

Domaine : Relations internationales-Économie et gestion d'entreprise.

Synonyme : organisation faitière.

Définition : Organisation qui en regroupe plusieurs autres et éventuellement les fédère.

Équivalent étranger : Dachorganisation (All.), umbrella organization.

organisation faitière

Domaine : Relations internationales-Économie et gestion d'entreprise.

Voir : organisation-cadre.

partenaire en second

Domaine : Relations internationales.

Définition : Partenaire qui joue un rôle secondaire dans une alliance ou une association entre États ou institutions.

Voir aussi : partenaire principal.

Équivalent étranger : junior partner.

partenaire principal

Domaine : Relations internationales.

Définition : Partenaire qui joue un rôle de premier plan dans une alliance ou une association entre États ou institutions.

Voir aussi : partenaire en second.

Équivalent étranger : senior partner.

pas-partout, adj.inv.*Domaine* : Tous domaines.*Synonyme* : omnivalent, adj.*Définition* : Qui peut s'appliquer à tous les interlocuteurs ou à tous les contextes.*Équivalent étranger* : all-purpose, one-size-fits-all.**politique des petits pas***Domaine* : Relations internationales.*Définition* : Action politique ou diplomatique qui procède par étapes, par menues avancées.*Équivalent étranger* : incrementalism, small steps policy.**pouvoir alimentaire***Domaine* : Relations internationales-Agriculture.*Définition* : Capacité d'un État, d'un groupe d'États ou de grandes entreprises à imposer leur domination en usant de moyens de pression dans le domaine agroalimentaire.*Voir aussi* : hydrostratégie.*Équivalent étranger* : food power.**réfugié de la mer***Domaine* : Relations internationales.*Définition* : Personne ayant fui son pays d'origine sur une embarcation de fortune.*Équivalent admis* : boat people (pluriel).**relance**, n.f.*Domaine* : Relations internationales.*Définition* : Impulsion nouvelle donnée à une action diplomatique.*Équivalent étranger* : surge.**scénario tendanciel***Domaine* : Tous domaines.*Définition* : Scénario présentant l'évolution prévisible d'une situation en l'absence de toute nouvelle action volontaire.*Équivalent étranger* : business-as-usual scenario.**stratégie de retrait***Domaine* : Relations internationales-Défense.*Définition* : Ensemble de dispositions permettant, dans le cadre d'une intervention politique, économique ou militaire, de définir à l'avance et de mettre en œuvre les modalités d'un désengagement ou d'un retrait.*Note* : Dans le domaine de la défense, on trouve aussi le terme « stratégie de sortie de crise ».*Équivalent étranger* : exit strategy.**transfert de politiques publiques***Domaine* : Politique-Relations internationales.*Définition* : Mise en œuvre, par un État, de politiques et de programmes d'action transposés de ceux d'un ou de plusieurs autres États.*Note* : L'eupéanisation des politiques des nouveaux membres de l'Union européenne est un exemple de ce transfert.*Équivalent étranger* : policy transfer.**transfert illégal***Domaine* : Relations internationales-Droit/Droit international.*Définition* : Pratique qui consiste, hors de tout cadre légal, à déplacer une personne le plus souvent dans un pays tiers, afin de la soumettre à une détention ou à des interrogatoires secrets.*Équivalent étranger* : extraordinary rendition.

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2) ou équivalent admis*
all-purpose, one-size-fits-all.	Tous domaines.	pas-partout , adj.inv., omnivalent , adj.
bashing.	Communication-Relations internationales.	éreinage , n.m., acharnement , n.m.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2) ou équivalent admis*
basket approach.	Relations internationales.	approche par thèmes, approche par corbeilles.
blacklist (to).	Tous domaines.	mettre sur liste noire.
boat people (pluriel).	Relations internationales.	réfugié de la mer, boat people (pluriel)*.
business-as-usual scenario.	Tous domaines.	scénario tendanciel.
Dachorganisation (All.), umbrella organization.	Relations internationales-Économie et gestion d'entreprise.	organisation-cadre, n.f., organisation faitière.
deglobalization.	Relations internationales-Économie générale.	démondialisation, n.f.
exit strategy.	Relations internationales-Défense.	stratégie de retrait.
extraordinary rendition.	Relations internationales-Droit/Droit international.	transfert illégal.
food power.	Relations internationales-Agriculture.	pouvoir alimentaire.
incrementalism, small steps policy.	Relations internationales.	politique des petits pas.
junior partner.	Relations internationales.	partenaire en second.
land grabbing.	Agriculture-Relations internationales.	accaparement de terres, mainmise foncière.
like-minded.	Relations internationales.	homodoxe, adj.
nation branding.	Relations internationales-Communication.	façonnage d'image.
one-size-fits-all, all-purpose.	Tous domaines.	passe-partout, adj.inv., omnivalent, adj.
policy transfer.	Politique-Relations internationales.	transfert de politiques publiques.
senior partner.	Relations internationales.	partenaire principal.
side event.	Tous domaines.	manifestation parallèle.
small steps policy, incrementalism.	Relations internationales.	politique des petits pas.
spoiler, troublemaker.	Relations internationales.	facteur de troubles.
surge.	Relations internationales.	relance, n.f.
troublemaker, spoiler.	Relations internationales.	facteur de troubles.
umbrella organization, Dachorganisation (All.).	Relations internationales-Économie et gestion d'entreprise.	organisation-cadre, n.f., organisation faitière.
visa shopping.	Relations internationales-Droit.	course au visa.
warmonger.	Relations internationales-Défense.	facteur de guerre, belliciste, n.
<p>(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).</p>		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1) ou équivalent admis*	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
accaparement de terres, mainmise foncière.	Agriculture-Relations internationales.	land grabbing.
acharnement , n.m., éreintage , n.m.	Communication-Relations internationales.	bashing.
approche par thèmes, approche par corbeilles.	Relations internationales.	basket approach.
belliciste , n., facteur de guerre.	Relations internationales-Défense.	warmonger.
boat people (pluriel)*, réfugié de la mer.	Relations internationales.	boat people (pluriel).
course au visa.	Relations internationales-Droit.	visa shopping.
démondialisation , n.f.	Relations internationales-Économie générale.	deglobalization.
éreintage , n.m., acharnement , n.m.	Communication-Relations internationales.	bashing.
façonnage d'image.	Relations internationales-Communication.	nation branding.
facteur de guerre, belliciste , n.	Relations internationales-Défense.	warmonger.
facteur de troubles.	Relations internationales.	spoiler, troublemaker.
homodoxe , adj.	Relations internationales.	like-minded.
mainmise foncière, accaparement de terres.	Agriculture-Relations internationales.	land grabbing.
manifestation parallèle.	Tous domaines.	side event.
mettre sur liste noire.	Tous domaines.	blacklist (to).
omnivalent , adj., passe-partout , adj.inv.	Tous domaines.	all-purpose, one-size-fits-all.
organisation-cadre , n.f., organisation faitière.	Relations internationales-Économie et gestion d'entreprise.	Dachorganisation (All.), umbrella organization.
partenaire en second.	Relations internationales.	junior partner.
partenaire principal.	Relations internationales.	senior partner.
passe-partout , adj.inv., omnivalent , adj.	Tous domaines.	all-purpose, one-size-fits-all.
politique des petits pas.	Relations internationales.	incrementalism, small steps policy.
pouvoir alimentaire.	Relations internationales-Agriculture.	food power.
réfugié de la mer , boat people (pluriel)*.	Relations internationales.	boat people (pluriel).
relance , n.f.	Relations internationales.	surge.
scénario tendanciel.	Tous domaines.	business-as-usual scenario.
stratégie de retrait.	Relations internationales-Défense.	exit strategy.

TERME FRANÇAIS (1) ou équivalent admis*	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
transfert de politiques publiques.	Politique-Relations internationales.	policy transfer.
transfert illégal.	Relations internationales-Droit/Droit international.	extraordinary rendition.
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions). (2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de la biologie (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1321449K

I. – Termes et définitions

cellule multipotente

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Définition : Cellule capable de se différencier en cellules constitutives de plusieurs types de tissus.

Équivalent étranger : multipotent cell.

cellule pluripotente

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Définition : Cellule capable de se différencier en cellules constitutives de tout type de tissus.

Équivalent étranger : pluripotent cell.

cellule souche

Abréviation : CS.

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Définition : Cellule animale ou humaine qui possède les capacités de prolifération, d'autorenouvellement et de différenciation, et qui est à l'origine de lignées cellulaires différenciées.

Note : Les cellules souches comprennent plusieurs types de cellules, dont la localisation et le devenir différent.

Voir aussi : lignée cellulaire.

Équivalent étranger : stem cell (SC).

cellule souche adulte

Abréviation : CSA.

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Définition : Cellule souche présente dans un tissu adulte différencié de l'organisme, qui est capable d'assurer le renouvellement, la réparation et la régénération de ce tissu.

Note : Une cellule souche adulte est une cellule multipotente.

Voir aussi : cellule multipotente, cellule souche.

Équivalent étranger : adult stem cell (ASC).

cellule souche cancéreuse

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Voir : cellule souche tumorale.

cellule souche du cordon ombilical

Abréviation : CSCO.

Forme abrégée : cellule souche du cordon.

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Définition : Cellule souche issue du cordon ombilical, qui permet de créer des lignées cellulaires elles-mêmes capables de produire des tissus différents, et dont le faible risque de rejet favorise l'utilisation dans le traitement de diverses pathologies.

Note : Les premières cellules souches ont été identifiées dans le sang du cordon ombilical.

Voir aussi : cellule souche, lignée cellulaire.

Équivalent étranger : umbilical stem cord cell (USCC).

cellule souche pluripotente induite

Abréviation : CSPI.

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Synonyme : cellule souche pluripotente reprogrammée.

Définition : Cellule souche pluripotente qui résulte de la reprogrammation par transgénèse d'une cellule somatique d'un organisme humain adulte.

Voir aussi : cellule pluripotente, transgénèse.

Équivalent étranger : induced pluripotent stem cell (iPSC), iPS cell (iPSC).

cellule souche pluripotente reprogrammée

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Voir : cellule souche pluripotente induite.

cellule souche tumorale

Abréviation : CST.

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Synonyme : cellule souche cancéreuse.

Définition : Cellule souche appartenant à une population cellulaire minoritaire de différents cancers humains et murins, dont l'injection avec un petit nombre de cellules de même nature provoque une nouvelle tumeur.

Voir aussi : cellule souche.

Équivalent étranger : cancer stem cell (CSC), tumoral stem cell (TSC).

cellule totipotente

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Définition : Cellule capable d'engendrer un organisme entier.

Note : Le zygote des mammifères et les premières cellules issues de ses divisions sont des cellules totipotentes.

Équivalent étranger : totipotent cell.

cellule tueuse naturelle

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Grand lymphocyte issu d'une lignée différente de celle des lymphocytes B et T, qui détruit les cellules anormales, tumorales ou infectées par un virus, ou encore celles sur lesquelles se sont fixées des immunoglobulines reconnues par leurs récepteurs.

Note : On trouve aussi, dans le langage professionnel, les termes « cellule NK » et « lymphocyte NK ».

Voir aussi : récepteur.

Équivalent étranger : natural killer cell (NKC), NKcell (NKC).

clonage, n.m.

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Technique de reproduction ou de multiplication à l'identique d'un fragment d'ADN, d'une cellule ou d'un organisme animal ou végétal.

Équivalent étranger : cloning.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du *Journal officiel* du 22 septembre 2000.

clonage cellulaire

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Technique de production d'un clone cellulaire.

Voir aussi : clonage, clone cellulaire.

Équivalent étranger : cell cloning.

clonage reproductif par transfert nucléaire

Forme abrégée : clonage reproductif.

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Définition : Transfert nucléaire dans un ovocyte énucléé suivi de l'implantation de l'embryon dans un utérus maternel en vue de la naissance d'un individu cloné.

Note : L'embryon obtenu est le clone de l'animal qui a fourni le noyau somatique transféré dans l'ovocyte énucléé.

Voir aussi : clonage, clone, transfert nucléaire.

Équivalent étranger : reproduction cloning, reproductive cloning.

clone, n.m.

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Ensemble des êtres vivants issus, par voie asexuée, d'un seul individu et possédant son patrimoine génétique ; par extension, chacun de ces êtres vivants.

Voir aussi : clonage.

Équivalent étranger : clone.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du *Journal officiel* du 18 septembre 2011.

clone cellulaire

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Ensemble de cellules de même patrimoine génétique, obtenu in vitro par mitoses successives, à partir d'une seule cellule somatique originelle.

Note : Le patrimoine génétique d'un clone cellulaire est difficile à maintenir en raison des mutations qui l'affectent au fur et à mesure des divisions.

Voir aussi : clonage cellulaire, clone.

Équivalent étranger : cell clone.

disomie uniparentale

Abréviation : DUP.

Domaine : Biologie/Génétique.

Définition : Présence, dans une cellule ou un organisme diploïde, d'une paire de chromosomes provenant d'un seul parent.

Note : Selon l'origine parentale, la disomie est dite paternelle ou maternelle.

Voir aussi : hétérodisomie, isodisomie, monosomie.

Équivalent étranger : uniparental disomy (UPD).

endométabolome, n.m.

Domaine : Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Ensemble des métabolites intracellulaires présents à un moment donné dans un système biologique tel qu'une cellule, un tissu, un organe ou un organisme.

Voir aussi : exométabolome.

Équivalent étranger : endometabolome.

exométabolome, n.m.

Domaine : Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Ensemble des métabolites d'un système biologique tel qu'une cellule, un tissu, un organe ou un organisme excrétés dans le milieu extracellulaire ou dans le milieu de culture.

Voir aussi : endométabolome.

Équivalent étranger : exometabolome.

facteur général de transcription

Domaine : Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Protéine qui se lie aux promoteurs de nombreux gènes et qui est nécessaire à l'initiation de leur transcription.

Voir aussi : initiation, promoteur.

Équivalent étranger : general transcription factor.

lignée cellulaire

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Définition : Ensemble des cellules issues d'une cellule originelle par mitoses successives, présentant les mêmes caractères structurels et fonctionnels, et dont le devenir est identique pour un nombre limité et génétiquement programmé de divisions.

Note : Les lignées cellulaires cultivées in vitro, qui sont le plus souvent issues de cellules tumorales, ont un potentiel de division illimité.

Voir aussi : cellule souche, clone cellulaire.

Équivalent étranger : cell line.

matrice extracellulaire

Abréviation : MEC.

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Réseau de macromolécules excrétées par les cellules des organismes pluricellulaires, qui forme un espace extracellulaire assurant le soutien, la protection mécanique et chimique, l'organisation tissulaire, la migration et la communication de ces cellules.

Équivalent étranger : extracellular matrix.

métabolite primaire

Domaine : Biologie/Biologie végétale-Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Molécule présente dans toutes les cellules d'une espèce végétale ou fongique, qui est indispensable à la croissance, au développement et à la reproduction de cette espèce.

Note : Les acides aminés, les protéines, les acides nucléiques, les lipides et les glucides simples sont des métabolites primaires.

Équivalent étranger : primary metabolite.

métabolite secondaire

Domaine : Biologie/Biologie végétale-Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Molécule, souvent spécifique d'une espèce végétale ou fongique, qui est synthétisée en dehors des voies métaboliques essentielles par des cellules spécialisées, à certains moments du développement ou en réponse à une agression.

Note : Les métabolites secondaires jouent un rôle primordial dans les relations entre le végétal et son milieu : ils assurent, par exemple, une défense contre des compétiteurs, des herbivores ou des agents pathogènes, ou encore permettent d'attirer les pollinisateurs en déterminant la coloration des pétales des fleurs.

Voir aussi : allélopathie, compétiteur, phytoalexine.

Équivalent étranger : secondary metabolite.

métabolome, n.m.

Domaine : Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Ensemble des métabolites présents dans un système biologique tel qu'une cellule, un tissu, un organe ou un organisme.

Équivalent étranger : metabolome.

métabolomique, n.f.

Domaine : Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Discipline qui étudie les processus chimiques affectant les métabolites.

Note : La métabolomique nécessite de répertorier au préalable l'ensemble des métabolites présents dans une cellule.

Voir aussi : métabolome.

Équivalent étranger : metabolomics.

monosomie, n.f.

Domaine : Biologie/Génétique.

Définition : Absence d'un des deux chromosomes d'une paire dans une cellule ou un organisme diploïde.

Note : La monosomie est une anomalie chromosomique.

Voir aussi : disomie uniparentale.

Équivalent étranger : monosomy.

reprogrammation, n.f.

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Ensemble des processus naturels débutant dès la fécondation, qui nécessitent l'activation ou l'inhibition de gènes et orientent ou réorientent en permanence le développement de l'organisme.

Voir aussi : facteur général de transcription.

Équivalent étranger : reprogramming.

reprogrammation cellulaire

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Déclenchement d'un nouveau programme de synthèse, de différenciation, de dédifférenciation ou de développement, qui est provoqué artificiellement au sein de bactéries ou de cellules somatiques animales, végétales ou humaines.

Note : Appliquée à l'homme à des fins thérapeutiques, la reprogrammation cellulaire des cellules somatiques adultes permet notamment d'obtenir des cellules dont les propriétés sont celles des cellules souches embryonnaires.

Voir aussi : cellule souche pluripotente induite.

Équivalent étranger : cell reprogramming.

scission embryonnaire

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Synonyme : séparation blastomérique.

Définition : Séparation des cellules issues de la deuxième ou de la troisième division de l'embryon des mammifères, qui peuvent se développer en autant d'individus génétiquement identiques.

Note :

1. Le procédé est couramment appliqué à différentes espèces d'élevage.

2. La scission embryonnaire n'est pas un clonage.

Voir aussi : clonage.

Équivalent étranger : embryonic scission, gemellary scission.

séparation blastomérique

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Voir : scission embryonnaire.

transdifférenciation, n.f.

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Procédé de conversion directe d'un type de cellule différenciée en un autre type.

Note :

1. La transdifférenciation consiste en l'annulation d'une voie de différenciation d'un ensemble cellulaire puis en la réorientation de son devenir.
2. La transdifférenciation ouvre de nouvelles perspectives pour la médecine régénératrice.

Équivalent étranger : transdifferentiation.

transfert du noyau cellulaire

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Voir : transfert nucléaire.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du *Journal officiel* du 6 septembre 2008.

transfert nucléaire

Domaine : Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.

Synonyme : transfert du noyau cellulaire.

Définition : Transplantation d'un noyau de cellule somatique, notamment dans un ovocyte énucléé.

Équivalent étranger : nuclear transfer.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du *Journal officiel* du 6 septembre 2008.

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
adult stem cell (ASC).	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cellule souche adulte (CSA).
cancer stem cell (CSC), tumoral stem cell (TSC).	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cellule souche tumorale (CST), cellule souche cancéreuse.
cell clone.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	clone cellulaire.
cell cloning.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	clonage cellulaire.
cell line.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	lignée cellulaire.
cell reprogramming.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	reprogrammation cellulaire.
clone.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	clone, n.m.
cloning.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	clonage, n.m.
embryonic scission, gemellary scission.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	scission embryonnaire, séparation blastomérique.
endometabolome.	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	endométabolome, n.m.
exometabolome.	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	exométabolome, n.m.
extracellular matrix.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	matrice extracellulaire (MEC).
gemellary scission, embryonic scission.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	scission embryonnaire, séparation blastomérique.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
general transcription factor.	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	facteur général de transcription.
induced pluripotent stem cell (iPSC), iPS cell (iPSC).	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cellule souche pluripotente induite (CSPI), cellule souche pluripotente reprogrammée.
metabolome.	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	métabolome , n.m.
metabolomics.	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	métabolomique , n.f.
monosomy.	Biologie/Génétique.	monosomie , n.f.
multipotent cell.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cellule multipotente.
natural killer cell (NKC), NKcell (NKC).	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	cellule tueuse naturelle.
nuclear transfer.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	transfert nucléaire, transfert du noyau cellulaire.
pluripotent cell.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cellule pluripotente.
primary metabolite.	Biologie/Biologie végétale-Biochimie et biologie moléculaire.	métabolite primaire.
reproduction cloning, reproductive cloning.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	clonage reproductif par transfert nucléaire, clonage reproductif.
reprogramming.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	reprogrammation , n.f.
secondary metabolite.	Biologie/Biologie végétale-Biochimie et biologie moléculaire.	métabolite secondaire.
stem cell (SC).	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cellule souche (CS).
totipotent cell.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cellule totipotente.
transdifferentiation.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	transdifférenciation , n.f.
tumoral stem cell (TSC), cancer stem cell (CSC).	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cellule souche tumorale (CST), cellule souche cancéreuse.
umbilical stem cord cell (USCC).	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cellule souche du cordon ombilical (CSCO), cellule souche du cordon.
uniparental disomy (UPD).	Biologie/Génétique.	disomie uniparentale (DUP).
(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
cellule multipotente.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	multipotent cell.

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
cellule pluripotente.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	pluripotent cell.
cellule souche (CS).	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	stem cell (SC).
cellule souche adulte (CSA).	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	adult stem cell (ASC).
cellule souche cancéreuse, cellule souche tumorale (CST).	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cancer stem cell (CSC), tumoral stem cell (TSC).
cellule souche du cordon ombilical (CSCO), cellule souche du cordon.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	umbilical stem cord cell (USCC).
cellule souche pluripotente induite (CSPI), cellule souche pluripotente reprogrammée.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	induced pluripotent stem cell (iPSC), iPS cell (iPSC).
cellule souche tumorale (CST), cellule souche cancéreuse.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cancer stem cell (CSC), tumoral stem cell (TSC).
cellule totipotente.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	totipotent cell.
cellule tueuse naturelle.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	natural killer cell (NKC), NKcell (NKC).
clonage, n.m.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	cloning.
clonage cellulaire.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	cell cloning.
clonage reproductif par transfert nucléaire, clonage reproductif.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	reproduction cloning, reproductive cloning.
clone, n.m.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	clone.
clone cellulaire.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	cell clone.
disomie uniparentale (DUP).	Biologie/Génétique.	uniparental disomy (UPD).
endométabolome, n.m.	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	endometabolome.
exométabolome, n.m.	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	exometabolome.
facteur général de transcription.	Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	general transcription factor.
lignée cellulaire.	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	cell line.
matrice extracellulaire (MEC).	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	extracellular matrix.
métabolite primaire.	Biologie/Biologie végétale-Biochimie et biologie moléculaire.	primary metabolite.
métabolite secondaire.	Biologie/Biologie végétale-Biochimie et biologie moléculaire.	secondary metabolite.

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
métabolome , n.m.	Biologie/Biochimie et Biologie moléculaire.	metabolome.
métabolomique , n.f.	Biologie/Biochimie et Biologie moléculaire.	metabolomics.
monosomie , n.f.	Biologie/Génétique.	monosomy.
reprogrammation , n.f.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	reprogramming.
reprogrammation cellulaire .	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	cell reprogramming.
scission embryonnaire, séparation blastomérique .	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	embryonic scission, gemellary scission.
transdifférenciation , n.f.	Biologie/Biologie cellulaire-Biochimie et biologie moléculaire.	transdifferentiation.
transfert nucléaire, transfert du noyau cellulaire .	Biologie/Biologie cellulaire-Biologie du développement.	nuclear transfer.
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de l'enseignement supérieur

NOR : CTNX1322729K

cours en ligne ouvert à tous

Forme abrégée : cours en ligne.

Domaine : Enseignement supérieur-Formation.

Définition : Formation accessible à tous, dispensée dans l'internet par des établissements d'enseignement, des entreprises, des organismes ou des particuliers, qui offre à chacun la possibilité d'évaluer ses connaissances et peut déboucher sur une certification.

Note :

1. Les certifications proposées sont parfois payantes.
2. On trouve aussi le terme « cours en ligne ouvert et massif (CLOM) ».

Voir aussi : formation en ligne.

Équivalent étranger : massively open online course (MOOC), massive open online course (MOOC).

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de la défense (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1327869K

I. – Termes et définitions

approche en descente continue

Abréviation : ADC.

Domaine : Aéronautique-Défense.

Définition : Procédure selon laquelle un avion effectue une arrivée en descente sans palier depuis un niveau de vol élevé jusqu'à la piste.

Note : L'approche en descente continue permet de réduire de façon significative les nuisances sonores, la consommation de carburant et les émissions de produits polluants.

Équivalent étranger : continuous descent approach (CDA).

capacité de survie

Domaine : Défense.

Définition : Capacité d'un matériel à continuer de fonctionner en dépit de circonstances défavorables ou d'un milieu hostile, même lorsqu'il est endommagé.

Équivalent étranger : survivability.

composante de force

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Partie d'une force interarmées ou d'une force internationale en opération, qui correspond à l'ensemble des moyens fournis par l'une des trois armées ou par les forces spéciales.

Équivalent étranger : force component.

déception, n.f. (langage professionnel)

Domaine : Défense.

Définition : Ensemble des mesures visant à tromper l'adversaire et à le faire réagir de façon préjudiciable à ses propres intérêts.

Équivalent étranger : deception, military deception (MD).

élément organique

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Ensemble cohérent de forces militaires disposant des capacités nécessaires pour accomplir de manière autonome une ou plusieurs tâches spécifiques s'inscrivant dans le cadre d'une mission.

Note : Un élément organique est doté de capacités de commandement, d'appui et de soutien logistique.

Voir aussi : force modulaire.

Équivalent étranger : –

force décisive

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Force militaire de capacité suffisante, par sa taille et sa composition, pour emporter la décision tactique sur le terrain.

Équivalent étranger : decisive force.

force de présence

Domaine : Défense.

Définition : Force militaire déployée en permanence par un État dans les zones maritimes ou sur le territoire d'un autre État, conformément à un accord conclu entre eux.

Note : Une force de présence assure des missions de veille et de renseignement ainsi que l'accueil et l'entraînement des forces d'intervention.

Équivalent étranger : standing out-of-area force.

force de réaction embarquée

Abréviation : FRE.

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Force modulaire embarquée sur des navires, qui est constituée pour accomplir une mission à terre.

Voir aussi : force modulaire.

Équivalent étranger : shipborne reaction force.

force de sécurité civile

Domaine : Défense-Relations internationales.

Définition : Unité civile ou militaire spécialisée, chargée de missions d'aide aux populations civiles telles que le sauvetage, la lutte contre les incendies, l'assistance en cas de catastrophes naturelles ou techniques, ainsi que des opérations de déminage et de dépollution.

Équivalent étranger : civil security force.

force de sécurité publique

Domaine : Défense.

Définition : Ensemble des forces civiles et militaires chargées de la protection et de la sécurité des personnes et des biens, ainsi que des opérations de maintien de l'ordre.

Équivalent étranger : public safety force.

force de souveraineté

Domaine : Défense.

Définition : Force militaire stationnée dans les départements et les collectivités d'outre-mer, qui assure des missions de protection ou d'intervention dans les zones de responsabilité permanente confiées aux commandements supérieurs interarmées.

Équivalent étranger : sovereignty force.

force modulaire

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Force militaire constituée d'éléments organiques projetables.

Voir aussi : élément organique, force projetable, modularité.

Équivalent étranger : modular force.

force multirôle

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Force militaire qui dispose à la fois d'une capacité de projection rapide et de moyens suffisants pour remplir, en fonction de l'évolution de la situation, des missions diverses dans des opérations de moyenne ou de haute intensité.

Équivalent étranger : multi-role force, multitask force.

force projetable

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Force capable d'intervenir rapidement loin de son lieu habituel de stationnement.

Équivalent étranger : deployable force.

interarmisation, n.f. (langage professionnel)

Domaine : Défense.

Voir : mutualisation interarmées.

laboratoire technico-opérationnel

Abréviation : LTO.

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Entité de recherche et d'expérimentation qui élabore et met en œuvre des méthodes permettant de simuler des situations, actuelles ou futures, d'engagement des forces armées, afin d'orienter la prise de décision relative aux capacités attendues de ces forces et aux moyens nécessaires à leur mission.

Équivalent étranger : battlelab.

modularité, n.f.

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Structuration des forces militaires consistant à composer un état-major ou une force adaptée à une mission, à partir d'éléments organiques.

Voir aussi : élément organique, force modulaire.

Équivalent étranger : modularity.

mutualisation interarmées

Domaine : Défense.

Synonyme : interarmisation, n.f. (langage professionnel).

Définition : Mise en commun de moyens, de procédures et de techniques de différentes armées d'un même État, en vue d'optimiser l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité opérationnelle.

Équivalent étranger : jointization, jointness.

société militaire privée

Abréviation : SMP.

Domaine : Défense.

Définition : Société commerciale privée qui, dans le cadre d'opérations militaires, propose des prestations d'aide, de conseil et de soutien aux forces armées.

Équivalent étranger : private military firm (PMF).

stratégie de stabilisation

Domaine : Défense-Relations internationales.

Définition : Stratégie de gestion de crise qui vise à rétablir les conditions de la vie civile dans un secteur ou une région, en mettant fin à la violence et en jetant les bases politiques, économiques et sociales d'un processus de reconstruction.

Voir aussi : reconstruction de l'État, stratégie de retrait.

Équivalent étranger : stabilization strategy.

système de gestion de vol

Abréviation : SGV.

Domaine : Aéronautique-Défense.

Définition : Système informatique embarqué qui, à partir du traitement de paramètres de vol ainsi que de données relevées par l'équipage, détermine la trajectoire optimale de l'aéronef en fonction des conditions du moment.

Équivalent étranger : flight management system (FMS).

tir fratricide

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Tir léthal effectué contre son propre camp.

Note : On trouve aussi l'expression « tir ami », qui est déconseillée.

Équivalent étranger : blue on blue, fratricide fire, friendly fire.

zone d'action

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Subdivision de la zone des opérations, dont la responsabilité opérationnelle est confiée à une unité tactique.

Voir aussi : zone d'engagement.

Équivalent étranger : area of action, zone of action.

zone d'engagement

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Zone située au sein d'une zone d'action, qui est retenue par le commandant d'une unité tactique pour exécuter sa mission.

Note : La zone d'engagement résulte des choix tactiques du commandant chargé de la zone d'action.

Voir aussi : zone d'action.

Équivalent étranger : engagement area.

zone lacunaire

Domaine : Défense/Opérations.

Définition : Zone d'action qui comporte des espaces vides de force, notamment lorsque les zones d'engagement sont disjointes.

Voir aussi : zone d'action, zone d'engagement.

Équivalent étranger : –

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
area of action, zone of action.	Défense/Opérations.	zone d'action.
battlelab.	Défense/Opérations.	laboratoire technico-opérationnel (LTO).
blue on blue, fratricide fire, friendly fire.	Défense/Opérations.	tir fratricide.
civil security force.	Défense-Relations internationales.	force de sécurité civile.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
continuous descent approach (CDA).	Aéronautique-Défense.	approche en descente continue (ADC).
deception, military deception (MD).	Défense.	déception , n.f. (langage professionnel).
decisive force.	Défense/Opérations.	force décisive.
deployable force.	Défense/Opérations.	force projetable.
engagement area.	Défense/Opérations.	zone d'engagement.
flight management system (FMS).	Aéronautique-Défense.	système de gestion de vol (SGV).
force component.	Défense/Opérations.	composante de force.
fratricide fire, blue on blue, friendly fire.	Défense/Opérations.	tir fratricide.
jointization, jointness.	Défense.	mutualisation interarmées, interarmisation , n.f. (langage professionnel).
military deception (MD), deception.	Défense.	déception , n.f. (langage professionnel).
modular force.	Défense/Opérations.	force modulaire.
modularity.	Défense/Opérations.	modularité , n.f.
multi-role force, multitask force.	Défense/Opérations.	force multirôle.
private military firm (PMF).	Défense.	société militaire privée (SMP).
public safety force.	Défense.	force de sécurité publique.
shipborne reaction force.	Défense/Opérations.	force de réaction embarquée (FRE).
sovereignty force.	Défense.	force de souveraineté.
stabilization strategy.	Défense-Relations internationales.	stratégie de stabilisation.
standing out-of-area force.	Défense.	force de présence.
survivability.	Défense.	capacité de survie.
zone of action, area of action.	Défense/Opérations.	zone d'action.
<p>(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p>		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
approche en descente continue (ADC).	Aéronautique-Défense.	continuous descent approach (CDA).
capacité de survie.	Défense.	survivability.

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
composante de force.	Défense/Opérations.	force component.
déception , n.f. (langage professionnel).	Défense.	deception, military deception (MD).
élément organique.	Défense/Opérations.	–
force décisive.	Défense/Opérations.	decisive force.
force de présence.	Défense.	standing out-of-area force.
force de réaction embarquée (FRE).	Défense/Opérations.	shipborne reaction force.
force de sécurité civile.	Défense-Relations internationales.	civil security force.
force de sécurité publique.	Défense.	public safety force.
force de souveraineté.	Défense.	sovereignty force.
force modulaire.	Défense/Opérations.	modular force.
force multirôle.	Défense/Opérations.	multi-role force, multitask force.
force projetable.	Défense/Opérations.	deployable force.
interarmisation , n.f. (langage professionnel), mutualisation interarmées.	Défense.	jointization, jointness.
laboratoire technico-opérationnel (LTO).	Défense/Opérations.	battlelab.
modularité , n.f.	Défense/Opérations.	modularity.
mutualisation interarmées , interarmisation , n.f. (langage professionnel).	Défense.	jointization, jointness.
société militaire privée (SMP).	Défense.	private military firm (PMF).
stratégie de stabilisation.	Défense-Relations internationales.	stabilization strategy.
système de gestion de vol (SGV).	Aéronautique-Défense.	flight management system (FMS).
tir fratricide.	Défense/Opérations.	blue on blue, fratricide fire, friendly fire.
zone d'action.	Défense/Opérations.	area of action, zone of action.
zone d'engagement.	Défense/Opérations.	engagement area.
zone lacunaire.	Défense/Opérations.	–
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire du droit (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1328341K

I. – Termes et définitions

accord prénuptial

Domaine : Droit/Droit de la famille.

Définition : Convention passée entre les futurs époux et destinée à fixer les droits de chacun d'eux en cas de dissolution du mariage.

Note : L'accord prénuptial est une convention de droit anglo-saxon.

Équivalent étranger : prenuptial agreement.

appliquer ou expliquer

Domaine : Droit/Droit des entreprises.

Définition : Obligation pour une société cotée d'indiquer dans son rapport annuel qu'elle se conforme aux règles de gouvernance d'entreprise, ou, si elle y déroge, d'expliquer pour quels motifs.

Voir aussi : gouvernement de l'entreprise.

Équivalent étranger : comply or explain (to).

justice restauratrice

Domaine : Droit.

Définition : Démarche pénale qui vise à restaurer la cohésion sociale en faisant participer l'auteur d'une infraction à la correction de ses effets, en relation avec la victime et, le cas échéant, avec d'autres membres de la communauté affectée.

Équivalent étranger : restorative justice.

pédopiégeage, n.m.

Domaine : Droit.

Définition : Agissements d'un individu qui circonviert un enfant à des fins sexuelles, notamment par voie électronique.

Équivalent étranger : child grooming, grooming.

pédopornographie, n.f.

Domaine : Droit.

Définition : Pornographie utilisant des enfants.

Équivalent étranger : child pornography.

photographie de scène de crime

Domaine : Droit/Police technique.

Définition : Photographie destinée à fournir une représentation précise et objective des lieux où a été commis un acte criminel.

Équivalent étranger : forensic photography.

plan préventif de restructuration

Domaine : Droit/Droit des entreprises.

Définition : Plan de restructuration d'une entreprise en difficulté, qui peut être mis en place par le débiteur avec la majorité des créanciers préalablement à l'ouverture éventuelle d'une procédure collective.

Équivalent étranger : prepack, prepackaged plan, prepackaged restructuring plan.

recueillant, -e, n.

Domaine : Droit/Droit de la famille.
Définition : Titulaire du droit de recueil légal.
Voir aussi : recueil légal, recueilli.
Équivalent étranger : kafil (Ar).

recueil légal

Domaine : Droit/Droit de la famille.
Définition : Engagement de prendre en charge un enfant mineur sans création de lien de filiation.
Note : Le recueil légal est une institution du droit musulman.
Voir aussi : recueillant, recueilli.
Équivalent étranger : kafala (Ar).

recueilli, -e, n.

Domaine : Droit/Droit de la famille.
Définition : Mineur ayant fait l'objet d'un recueil légal.
Voir aussi : recueillant, recueil légal.
Équivalent étranger : makfoul (Ar).

sexto, n.m.

Domaine : Droit.
Synonyme : texto pornographique.
Définition : Message multimédia ou minimessage à caractère sexuel.
Voir aussi : message multimédia, minimessage, textopornographie.
Équivalent étranger : sex message, sex text.

surtransposition, n.f.

Domaine : Droit.
Définition : Transposition d'une directive qui en étend les dispositions au-delà de ce qui est expressément prévu.
Équivalent étranger : gold plating.

textopornographie, n.f.

Domaine : Droit.
Définition : Pratique consistant à envoyer des sextos.
Voir aussi : sexto.
Équivalent étranger : sexting.

texto pornographique

Domaine : Droit.
Voir : sexto.

vidéoagression, n.f.

Domaine : Droit.
Définition : Captation audiovisuelle effectuée par un complice de l'auteur d'une agression infligée par surprise, en vue d'une diffusion dans un réseau électronique.
Équivalent étranger : happy slapping.

vote nu

Domaine : Droit-Finances.
Définition : Droit de vote attaché à la détention temporaire de titres sans que le détenteur soit exposé au risque financier inhérent à la propriété de ces titres.
Équivalent étranger : empty voting.

II. – Table d'équivalence**A. – Termes étrangers**

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
child grooming, grooming.	Droit.	pédopiégeage, n.m.
child pornography.	Droit.	pédopornographie, n.f.
comply or explain (to).	Droit/Droit des entreprises.	appliquer ou expliquer.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
empty voting.	Droit-Finances.	vote nu.
forensic photography.	Droit/Police technique.	photographie de scène de crime.
gold plating.	Droit.	surtransposition, n.f.
grooming, child grooming.	Droit.	pédopiéage, n.m.
happy slapping.	Droit.	vidéoagression, n.f.
kafala (Ar).	Droit/Droit de la famille.	recueil légal.
kafil (Ar).	Droit/Droit de la famille.	recueillant, -e, n.
makfoul (Ar).	Droit/Droit de la famille.	recueilli, -e, n.
prenuptial agreement.	Droit/Droit de la famille.	accord préuptial.
prepack, prepackaged plan, prepackaged restructuring plan.	Droit/Droit des entreprises.	plan préventif de restructuration.
restorative justice.	Droit.	justice restauratrice.
sex message, sex text.	Droit.	sexto, n.m., texto pornographique.
sexting.	Droit.	textopornographie, n.f.
(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
accord préuptial.	Droit/Droit de la famille.	prenuptial agreement.
appliquer ou expliquer.	Droit/Droit des entreprises.	comply or explain (to).
justice restauratrice.	Droit.	restorative justice.
pédopiéage, n.m.	Droit.	child grooming, grooming.
pédopornographie, n.f.	Droit.	child pornography.
photographie de scène de crime.	Droit/Police technique.	forensic photography.
plan préventif de restructuration.	Droit/Droit des entreprises.	prepack, prepackaged plan, prepackaged restructuring plan.
recueillant, -e, n.	Droit/Droit de la famille.	kafil (Ar).
recueil légal.	Droit/Droit de la famille.	kafala (Ar).
recueilli, -e, n.	Droit/Droit de la famille.	makfoul (Ar).

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
sexto , n.m., texto pornographique .	Droit.	sex message, sex text.
surtransposition , n.f.	Droit.	gold plating.
textopornographie , n.f.	Droit.	sexting.
texto pornographique , sexto , n.m.	Droit.	sex message, sex text.
vidéoagression , n.f.	Droit.	happy slapping.
vote nu .	Droit-Finances.	empty voting.
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>). (2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de l'agriculture et de la pêche (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1328907K

I. – Termes et définitions

bioénergie, n.f.

Domaine : Énergie-Environnement.

Définition : Énergie obtenue à partir de produits de la biomasse.

Note : Les produits de la biomasse sont par exemple les biocombustibles, les biocarburants ou les biogaz.

Voir aussi : biocarburant, biocombustible.

Équivalent étranger : bioenergy.

moléculture, n.f.

Domaine : Agriculture-Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Moléculture réalisée à partir d'animaux d'élevage génétiquement modifiés à cette fin.

Voir aussi : moléculture animale, moléculture végétale.

Équivalent étranger : biopharming, gene pharming, molecular farming, molecular pharming.

moléculture animale

Domaine : Agriculture-Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Moléculture réalisée à partir d'animaux d'élevage génétiquement modifiés à cette fin.

Note : Des molécules d'intérêt pharmaceutique peuvent, par exemple, être produites à partir de lait, de blanc d'œuf ou de sang, après extraction et purification.

Voir aussi : moléculture, moléculture végétale.

Équivalent étranger : gene pharming.

moléculture végétale

Domaine : Agriculture-Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.

Définition : Moléculture réalisée à partir de plantes cultivées génétiquement modifiées à cette fin.

Voir aussi : moléculture, moléculture animale.

Équivalent étranger : biopharming, molecular farming, molecular pharming.

pantalon-bottes, n.m.

Domaine : Pêche et aquaculture-Habillement.

Définition : Vêtement étanche d'un seul tenant, constitué d'un pantalon montant ou d'une salopette et de bottes.

Équivalent étranger : chest waders, waders.

rejet immédiat

Domaine : Pêche et aquaculture/Pêche maritime.

Définition : Pratique consistant, pour des raisons règlementaires ou commerciales, à rejeter à la mer l'ensemble des captures avant la remontée complète des filets à bord du navire.

Note : Le rejet immédiat est une pratique de pêche à la senne.

Équivalent étranger : slipping.

tonte de présentation

Domaine : Agriculture/Élevage.

Synonyme : tonte rase.

Définition : Tonte à ras d'un animal effectuée pour le mettre en valeur, notamment lors de sa présentation à un concours.

Note :

1. Dans le cadre d'un concours, on trouve aussi le terme « tonte de concours ».
2. On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme « clippage », qui est déconseillé.
3. La tonte de présentation est la tonte la plus utilisée pour les animaux autres que les animaux à laine.

Équivalent étranger : clipping.

tonte rase

Domaine : Agriculture/Élevage.

Voir : tonte de présentation.

volontaire agrobio

Abréviation : VAB.

Domaine : Agriculture/Économie agricole.

Définition : Personne qui participe aux activités d'une ferme biologique, en échange du gîte et du couvert.

Voir aussi : agriculture biologique, volontariat agrobio.

Équivalent étranger : wwoofer.

volontariat agrobio

Abréviation : VAB.

Domaine : Agriculture/Économie agricole.

Définition : Participation volontaire aux activités d'une ferme biologique, en échange du gîte et du couvert.

Voir aussi : agriculture biologique, volontaire agrobio.

Équivalent étranger : wwoofing.

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
bioenergy.	Énergie-Environnement.	bioénergie , n.f.
biopharming, gene pharming, molecular farming, molecular pharming.	Agriculture-Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	moléculture , n.f.
biopharming, molecular farming, molecular pharming.	Agriculture-Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	moléculture végétale .
chest waders, waders.	Pêche et aquaculture-Habillement.	pantalon-bottes , n.m.
clipping.	Agriculture/Élevage.	tonte de présentation , tonte rase .
gene pharming.	Agriculture-Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	moléculture animale .
gene pharming, biopharming, molecular farming, molecular pharming.	Agriculture-Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	moléculture , n.f.
molecular farming, biopharming, molecular pharming.	Agriculture-Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	moléculture végétale .
slipping.	Pêche et aquaculture/Pêche maritime.	rejet immédiat .
waders, chest waders.	Pêche et aquaculture-Habillement.	pantalon-bottes , n.m.
wwoofer.	Agriculture/Économie agricole.	volontaire agrobio (VAB) .
wwoofing.	Agriculture/Économie agricole.	volontariat agrobio (VAB) .
(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
bioénergie , n.f.	Énergie-Environnement.	bioenergy.
moléculture , n.f.	Agriculture-Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	biopharming, gene pharming, molecular farming, molecular pharming.
moléculture animale .	Agriculture-Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	gene pharming.
moléculture végétale .	Agriculture-Biologie/Biochimie et biologie moléculaire.	biopharming, molecular farming, molecular pharming.
pantalon-bottes , n.m.	Pêche et aquaculture-Habillement.	chest waders, waders.
rejet immédiat .	Pêche et aquaculture/Pêche maritime.	slipping.
tonte de présentation, tonte rase .	Agriculture/Élevage.	clipping.
volontaire agrobio (VAB) .	Agriculture/Économie agricole.	wwoofer.
volontariat agrobio (VAB) .	Agriculture/Économie agricole.	wwoofting.
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire du commerce et de l'urbanisme (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1329258K

point de retrait automobile

Forme abrégée : point de retrait auto.

Domaine : Urbanisme-Économie et gestion d'entreprise.

Synonyme : point de retrait express.

Définition : Lieu spécialement aménagé pour permettre à un client de venir avec un véhicule retirer rapidement des achats effectués en ligne.

Note :

1. On peut dire aussi « zone de retrait automobile ».
2. L'emploi du mot *drive*, emprunté de l'anglais, est à proscrire.

Voir aussi : retrait automobile, service au volant.

Équivalent étranger : collection point, drive-through, drive-through supermarket, drive-thru, drive-thru supermarket.

point de retrait express

Domaine : Urbanisme-Économie et gestion d'entreprise.

Voir : point de retrait automobile.

retrait automobile

Forme abrégée : retrait auto.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Synonyme : retrait express.

Définition : Service permettant à un client de venir avec un véhicule retirer rapidement des achats effectués en ligne.

Note :

1. L'emploi du mot *drive*, emprunté de l'anglais, est à proscrire.
2. Dans le cas de produits retirés dans une ferme ou à un point de vente agricole collectif, on parlera de « retrait à la ferme » et non de « *drive* fermier », emprunté de l'anglais.

Voir aussi : commerce en ligne, point de retrait automobile, service au volant.

Équivalent étranger : click & collect, click and collect, drive-through, drive-thru.

retrait express

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Voir : retrait automobile.

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de l'équipement et des transports (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1329842K

I. – Termes et définitions

accord de créneaux

Domaine : Transports/Transport maritime.

Définition : Accord passé entre armements pour vendre ou échanger des créneaux, qui favorise le développement et la gestion de lignes maritimes régulières de porte-conteneurs.

Voir aussi : créneau.

Équivalent étranger : slot agreement.

cabrage non commandé

Domaine : Aéronautique-Défense.

Définition : Cabrage d'un avion non provoqué par le pilote, qui peut se produire sous le seul effet de forces aérodynamiques et dans certaines plages de vitesse.

Équivalent étranger : pitch-up.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du terme « autocabrage » au *Journal officiel* du 22 septembre 2000.

cadencement, n.m.

Domaine : Transports.

Définition : Organisation de la desserte d'une ligne ou d'un réseau de transports selon un rythme régulier, fréquent et facilement mémorisable ; par extension, fréquence de cette desserte.

Voir aussi : desserte cadencée, navette.

Équivalent étranger : Taktfahrplan (All.).

conteneur frigorifique

Domaine : Transports/Transport maritime.

Synonyme : conteneur réfrigéré.

Définition : Conteneur équipé d'un dispositif de régulation de la température, qui est principalement destiné au transport de denrées alimentaires périssables.

Note : Un conteneur frigorifique nécessite la présence d'une alimentation électrique.

Équivalent étranger : reefer, refrigerated container.

conteneur pour palettes

Domaine : Transports/Transport maritime.

Définition : Conteneur dont les dimensions et l'aménagement permettent le transport sans perte de place de palettes normalisées.

Équivalent étranger : palletwide container.

conteneur réfrigéré

Domaine : Transports/Transport maritime.

Voir : conteneur frigorifique.

contrat à terme de fret maritime

Domaine : Finances-Transports/Transport maritime.

Définition : Contrat par lequel une partie s'engage fermement, moyennant un dépôt de garantie, à acheter ou à vendre une certaine capacité de fret maritime, à une date fixée et à un prix convenu.

Note : Les contrats à terme de fret maritime s'échangent sur un marché financier spécifique.

Équivalent étranger : forward freight agreement (FFA).

créneau, n.m.

Forme développée : créneau pour conteneur.

Domaine : Transports/Transport maritime.

Définition : Emplacement destiné à recevoir un conteneur sur un porte-conteneurs.

Note : Les créneaux font généralement l'objet d'accords entre les armements qui les proposent à la location aux opérateurs du commerce international.

Voir aussi : accord de créneaux.

Équivalent étranger : slot.

cyclopousse, n.m.

Domaine : Motocycle et cycle-Transports.

Voir : cyclotaxi.

cyclotaxi, n.m.

Domaine : Motocycle et cycle-Transports.

Synonyme : cyclopousse, n.m.

Définition : Véhicule léger tricycle ou quadricycle destiné au transport d'un ou de deux passagers et, le cas échéant, de leurs bagages.

Équivalent étranger : rickshaw.

délestage, n.m.

Domaine : Transports/Transport aérien.

Définition : Suspension temporaire d'un ou de plusieurs vols réguliers, notamment en vue de décongestionner le trafic aérien.

Équivalent étranger : temporary flight suspension, temporary suspension of flights.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du *Journal officiel* du 22 septembre 2000.

dissociation, n.f.

Domaine : Transports/Transport ferroviaire.

Définition : Séparation, au sein d'un réseau de chemin de fer, de l'activité de transport et de la gestion de l'infrastructure.

Note : La dissociation permet au gestionnaire de l'infrastructure de transports d'étendre l'accès au réseau à plusieurs opérateurs ferroviaires.

Équivalent étranger : unbundling.

habilitation, n.f.

Domaine : Politique-Urbanisme.

Définition : Action de conférer à un groupe de personnes ou d'organismes la compétence pour participer à l'élaboration de projets ou de décisions publics.

Voir aussi : principe de participation.

Équivalent étranger : empowerment.

massification, n.f.

Domaine : Transports.

Définition : Organisation de l'acheminement du fret associant une mutualisation des moyens de transport à un groupage réalisé par un commissionnaire de transport, le transporteur lui-même ou les expéditeurs.

Voir aussi : groupage.

Équivalent étranger : freight consolidation, freight pool consolidation, pool freight consolidation.

mécanique des fluides numérique

Domaine : Physique-Mathématiques/Mathématiques appliquées.

Définition : Simulation sur ordinateur des écoulements de fluides intervenant notamment dans la conception aérodynamique ou hydrodynamique des structures, des véhicules terrestres, des navires et des aéronefs.

Équivalent étranger : computational fluid dynamics (CFD).

mobilité durable

Domaine : Environnement-Transports.

Définition : Recours à des modes de déplacement compatibles avec les objectifs du développement durable.

Note : On trouve aussi le terme « écomobilité ».

Voir aussi : développement durable.

Équivalent étranger : sustainable mobility.

multimédia de bord

Domaine : Audiovisuel-Transports/Transport aérien.

Définition : Dispositif multimédia destiné à informer et à divertir les passagers à bord d'un avion.

Équivalent étranger : IFE system (IFES), in-flight entertainment (IFE), in-flight entertainment system (IFES).

port d'éclatement (langage professionnel)

Domaine : Transports/Transport maritime.

Synonyme : port pivot.

Définition : Port dans lequel des conteneurs acheminés par des navires principaux repartent vers d'autres ports après avoir été chargés sur des navires collecteurs.

Voir aussi : navire collecteur, navire principal, pôle.

Équivalent étranger : hub.

portique imageur

Forme abrégée : imageur, n.m.

Domaine : Transports.

Définition : Dispositif de contrôle de sûreté qui permet de visualiser les objets qu'une personne porte sur elle.

Note : Le terme « scanner corporel » (en anglais : *body scanner*), qui désigne une technique d'imagerie médicale, est impropre dans ce sens.

Équivalent étranger : advanced imaging technology machine, AIT machine, full-body scanner, imaging portal.

port pivot

Domaine : Transports/Transport maritime.

Voir : port d'éclatement.

propulseur en nacelle

Domaine : Marine/Construction navale.

Voir : propulseur omnidirectionnel.

propulseur omnidirectionnel

Abréviation : POD.

Domaine : Marine/Construction navale.

Synonyme : propulseur en nacelle.

Définition : Système de propulsion qui est installé dans une nacelle orientable suspendue sous la coque d'un navire par un bras rigide pivotant.

Équivalent étranger : pod.

qualité de navigation requise

Domaine : Aéronautique-Transports/Transport aérien.

Définition : Niveau de précision de navigation exigé pour qu'un aéronef puisse évoluer, grâce à un système de positionnement satellitaire, dans un espace aérien défini.

Note : La qualité de navigation est caractérisée notamment par la précision latérale de navigation de l'aéronef attendue durant le temps de vol, généralement exprimée en milles marins.

Équivalent étranger : required navigation performance (RNP).

ravitaillement en vol

Domaine : Aéronautique-Défense.

Définition : Réapprovisionnement en carburant d'aéronefs effectué par un avion ravitailleur pendant le vol.

Équivalent étranger : aerial refueling, aerial tanking, air refueling, air-to-air refueling (AAR), in-flight refueling (IFR).

réacteur à réducteur

Domaine : Aéronautique.

Définition : Moteur à réaction doté d'un réducteur de la vitesse de rotation de la turbosoufflante, qui permet de diminuer la consommation de carburant et le niveau sonore.

Note : Le réacteur à réducteur équipe en particulier les avions commerciaux.

Équivalent étranger : geared turbofan (GTF).

reconstitution de route

Domaine : Transports/Transport maritime.

Définition : Établissement rétrospectif des positions successives et des vitesses d'un ou de plusieurs navires susceptibles d'avoir été impliqués dans un événement de mer.

Équivalent étranger : back tracking.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du *Journal officiel* du 4 juillet 2010.

reconstitution de trajectoire

Domaine : Transports/Transport aérien.

Définition : Établissement rétrospectif des positions successives et de la vitesse d'un aéronef par l'exploitation de paramètres enregistrés en vol ou au sol.

Équivalent étranger : –

relais-vélo, n.m.

Domaine : Transports-Motocycle et cycle.

Définition : Ensemble de services situés sur un itinéraire régulièrement fréquenté par des cyclistes, qui peuvent comprendre un parc de stationnement ainsi que des moyens de réparation, de location, de gardiennage.

Note : Les relais-vélos sont souvent situés à proximité des véloroutes ou des stations de transport en commun.

Voir aussi : véloroute.

Équivalent étranger : bike & ride facilities.

substance nocive ou potentiellement dangereuse

Abréviation : SNPD.

Domaine : Transports/Transport maritime.

Définition : Substance susceptible, lors de son transport par voie de mer, de provoquer des incendies, des explosions ou une pollution du milieu marin par suite d'un accident ou d'un déversement.

Équivalent étranger : hazardous and noxious substances (HNS).

suremport, n.m.

Domaine : Transports/Transport aérien.

Définition : Emport de carburant qui permet à un aéronef de gagner une destination donnée et d'effectuer un parcours ultérieur sans nouveau ravitaillement.

Note : Le suremport peut être utilisé pour des raisons techniques (par exemple le manque de carburant approprié à l'aéroport de destination) ou, le plus souvent, économiques, afin de tenir compte notamment des différences de prix entre les aéroports.

Équivalent étranger : additional tankering.

taxi robot

Domaine : Transports.

Définition : Véhicule électrique automatique pouvant transporter un ou plusieurs passagers d'une station de départ à la destination demandée.

Note :

1. Le guidage du taxi robot est le plus souvent effectué au moyen de rails.
2. En l'absence de taxi robot disponible dans une station, l'utilisateur peut en appeler un et lui fixer sa destination.

Équivalent étranger : personal automated transport (PAT), personal rapid transit (PRT), podcar.

trafic d'éclatement (langage professionnel)

Domaine : Transports/Transport maritime.

Définition : Trafic des navires collecteurs dans un port d'éclatement.

Voir aussi : navire collecteur, port d'éclatement.

Équivalent étranger : feederling.

transbordement direct

Domaine : Transports/Transport de marchandises.

Définition : Opération de transfert de marchandises d'un véhicule à un autre, sans stockage intermédiaire.

Équivalent étranger : cross-docking.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du terme « passage à quai » publié au *Journal officiel* du 26 octobre 2006.

tunnel de détection

Domaine : Transports.

Définition : Scanner à rayons X équipant un poste de contrôle, qui permet d'inspecter des bagages en faisant apparaître leur contenu sur un écran.

Note : Le tunnel de détection est muni d'un tapis roulant.

Équivalent étranger : HBS machine, HBS system, hold baggage screening machine, hold baggage screening system.

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
additional tankering.	Transports/Transport aérien.	suremport, n.m.
advanced imaging technology machine, AIT machine, full-body scanner, imaging portal.	Transports.	portique imageur, imageur, n.m.
aerial refueling, aerial tanking, air refueling, air-to-air refueling (AAR), in-flight refueling (IFR).	Aéronautique-Défense.	ravitaillement en vol.
AIT machine, advanced imaging technology machine, full-body scanner, imaging portal.	Transports.	portique imageur, imageur, n.m.
back tracking.	Transports/Transport maritime.	reconstitution de route.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
bike & ride facilities.	Transports-Motocycle et cycle.	relais-vélo , n.m.
computational fluid dynamics (CFD).	Physique-Mathématiques/Mathématiques appliquées.	mécanique des fluides numérique .
cross-docking.	Transports/Transport de marchandises.	transbordement direct .
empowerment.	Politique-Urbanisme.	habilitation , n.f.
feederling.	Transports/Transport maritime.	trafic d'éclatement (langage professionnel).
fixed-gear bicycle, fixed-gear bike, fixed-wheel bike, fixie bike.	Motocycle et cycle.	vélo à pignon fixe, pignon fixe.
forward freight agreement (FFA).	Finances-Transports/Transport maritime.	contrat à terme de fret maritime .
freight consolidation, freight pool consolidation, pool freight consolidation.	Transports.	massification , n.f.
full-body scanner, advanced imaging technology machine, AIT machine, imaging portal.	Transports.	portique imageur, imageur , n.m.
geared turbofan (GTF).	Aéronautique.	réacteur à réducteur .
hazardous and noxious substances (HNS).	Transports/Transport maritime.	substance nocive ou potentiellement dangereuse (SNPD) .
HBS machine, HBS system, hold baggage screening machine, hold baggage screening system.	Transports.	tunnel de détection .
hub.	Transports/Transport maritime.	port d'éclatement (langage professionnel), port pivot .
IFE system (IFES), in-flight entertainment (IFE), in-flight entertainment system (IFES).	Audiovisuel-Transports/Transport aérien.	multimédia de bord .
imaging portal, advanced imaging technology machine, AIT machine, full-body scanner.	Transports.	portique imageur, imageur , n.m.
in-flight entertainment (IFE), IFE system (IFES), in-flight entertainment system (IFES).	Audiovisuel-Transports/Transport aérien.	multimédia de bord .
in-flight refueling (IFR), aerial refueling, aerial tanking, air refueling, air-to-air refueling (AAR).	Aéronautique-Défense.	ravitaillement en vol .
palletwide container.	Transports/Transport maritime.	conteneur pour palettes .
personal automated transport (PAT), personal rapid transit (PRT), podcar.	Transports.	taxi robot .
pitch-up.	Aéronautique-Défense.	cabrage non commandé .
pod.	Marine/Construction navale.	propulseur omnidirectionnel (POD), propulseur en nacelle .
podcar, personal automated transport (PAT), personal rapid transit (PRT).	Transports.	taxi robot .
pool freight consolidation, freight consolidation, freight pool consolidation.	Transports.	massification , n.f.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
reefer, refrigerated container.	Transports/Transport maritime.	conteneur frigorifique, conteneur réfrigéré.
required navigation performance (RNP).	Aéronautique-Transports/Transport aérien.	qualité de navigation requise.
rickshaw.	Motocycle et cycle-Transports.	cyclotaxi, n.m., cyclopusse, n.m.
slot.	Transports/Transport maritime.	créneau, n.m., créneau pour conteneur.
slot agreement.	Transports/Transport maritime.	accord de créneaux.
sustainable mobility.	Environnement-Transports.	mobilité durable.
Taktfahrplan (All.).	Transports.	cadencement, n.m.
temporary flight suspension, temporary suspension of flights.	Transports/Transport aérien.	délestage, n.m.
unbundling.	Transports/Transport ferroviaire.	dissociation, n.f.
<p>(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p>		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
accord de créneaux.	Transports/Transport maritime.	slot agreement.
cabrage non commandé.	Aéronautique-Défense.	pitch-up.
cadencement, n.m.	Transports.	Taktfahrplan (All.).
conteneur frigorifique, conteneur réfrigéré.	Transports/Transport maritime.	reefer, refrigerated container.
conteneur pour palettes.	Transports/Transport maritime.	palletwide container.
conteneur réfrigéré, conteneur frigorifique.	Transports/Transport maritime.	reefer, refrigerated container.
contrat à terme de fret maritime.	Finances-Transports/Transport maritime.	forward freight agreement (FFA).
créneau, n.m., créneau pour conteneur.	Transports/Transport maritime.	slot.
cyclotaxi, n.m., cyclopusse, n.m.	Motocycle et cycle-Transports.	rickshaw.
délestage, n.m.	Transports/Transport aérien.	temporary flight suspension, temporary suspension of flights.
dissociation, n.f.	Transports/Transport ferroviaire.	unbundling.
habilitation, n.f.	Politique-Urbanisme.	empowerment.
imageur, n.m., portique imageur.	Transports.	advanced imaging technology machine, AIT machine, full-body scanner, imaging portal.
massification, n.f.	Transports.	freight consolidation, freight pool consolidation, pool freight consolidation.

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
mécanique des fluides numérique.	Physique-Mathématiques/Mathématiques appliquées.	computational fluid dynamics (CFD).
mobilité durable.	Environnement-Transports.	sustainable mobility.
multimédia de bord.	Audiovisuel-Transports/Transport aérien.	IFE system (IFES), in-flight entertainment (IFE), in-flight entertainment system (IFES).
pignon fixe, vélo à pignon fixe.	Motocycle et cycle.	fixed-gear bicycle, fixed-gear bike, fixed-wheel bike, fixie bike.
port d'éclatement (langage professionnel), port pivot.	Transports/Transport maritime.	hub.
portique imageur, imageur, n.m.	Transports.	advanced imaging technology machine, AIT machine, full-body scanner, imaging portal.
port pivot, port d'éclatement (langage professionnel).	Transports/Transport maritime.	hub.
propulseur omnidirectionnel (POD), propulseur en nacelle.	Marine/Construction navale.	pod.
qualité de navigation requise.	Aéronautique-Transports/Transport aérien.	required navigation performance (RNP).
ravitaillement en vol.	Aéronautique-Défense.	aerial refueling, aerial tanking, air refueling, air-to-air refueling (AAR), in-flight refueling (IFR).
réacteur à réducteur.	Aéronautique.	geared turbofan (GTF).
reconstitution de route.	Transports/Transport maritime.	back tracking.
reconstitution de trajectoire.	Transports/Transport aérien.	-
relais-vélo, n.m.	Transports-Motocycle et cycle.	bike & ride facilities.
substance nocive ou potentiellement dangereuse (SNPD).	Transports/Transport maritime.	hazardous and noxious substances (HNS).
suremport, n.m.	Transports/Transport aérien.	additional tankering.
taxi robot.	Transports.	personal automated transport (PAT), personal rapid transit (PRT), podcar.
trafic d'éclatement (langage professionnel).	Transports/Transport maritime.	feederling.
transbordement direct.	Transports/Transport de marchandises.	cross-docking.
tunnel de détection.	Transports.	HBS machine, HBS system, hold baggage screening machine, hold baggage screening system.
vélo à pignon fixe, pignon fixe.	Motocycle et cycle.	fixed-gear bicycle, fixed-gear bike, fixed-wheel bike, fixie bike.

(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (*Termes et définitions*).
(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.

Avis et communications

AVIS DIVERS

COMMISSION GÉNÉRALE DE TERMINOLOGIE ET DE NÉOLOGIE

Vocabulaire de l'ingénierie nucléaire (liste de termes, expressions et définitions adoptés)

NOR : CTNX1329843K

I. – Termes et définitions

accident BORAX

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.

Définition : Accident caractérisé par une interaction violente entre du combustible métallique fondu et l'eau de refroidissement du circuit primaire, elle-même consécutive à une augmentation brutale de réactivité.

Note :

1. L'accident BORAX peut conduire à une explosion de vapeur.
2. «BORAX» (abréviation de l'anglais *BOiling water ReActor eXperiment*) est le nom du réacteur expérimental dans lequel s'est produit le premier accident de ce type.

Voir aussi : explosion de vapeur.

Équivalent étranger : BORAX accident.

accident grave

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.

Définition : Accident conduisant à la fusion au moins partielle du cœur d'un réacteur nucléaire.

Note : L'éventualité d'un accident grave est prise en compte dans l'extension du dimensionnement.

Voir aussi : extension du dimensionnement.

Équivalent étranger : core melt accident, severe accident.

aiguille, n.f.

Domaine : Ingénierie nucléaire/Technologie des réacteurs.

Définition : Crayon utilisé dans le cœur d'un réacteur à neutrons rapides.

Voir aussi : crayon, réacteur à neutrons rapides.

Équivalent étranger : fuel pin, pin.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du *Journal officiel* du 3 août 2000.

borication, n.f.

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Technologie des réacteurs.

Définition : Injection de bore dans le circuit de refroidissement primaire d'un réacteur à eau sous pression, effectuée afin de maîtriser la réactivité du cœur.

Note : Le bore agit en tant que poison neutronique.

Voir aussi : circuit de refroidissement primaire, poison neutronique, réacteur à eau sous pression, réactivité.

Équivalent étranger : boration.

chauffage additionnel

Domaine : Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.

Définition : Apport d'énergie d'origine externe au plasma d'un réacteur à fusion, qui s'ajoute au chauffage dû aux réactions de fusion et à l'effet Joule.

Note : Le chauffage par ondes électromagnétiques et le chauffage par injection de neutres sont des techniques de chauffage additionnel.

Voir aussi : chauffage du plasma, chauffage par injection de neutres, chauffage par ondes électromagnétiques.

Équivalent étranger : additional heating.

chauffage du plasma

Domaine : Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.

Définition : Apport d'énergie au plasma d'un réacteur thermonucléaire provenant, d'une part des réactions de fusion et de l'effet Joule, d'autre part des chauffages additionnels.

Voir aussi : chauffage additionnel.

Équivalent étranger : plasma heating.

chauffage par injection de neutres

Abréviation : IdN.

Forme abrégée : injection de neutres.

Domaine : Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.

Définition : Apport d'énergie au plasma d'un réacteur à fusion, réalisé au moyen de l'injection d'atomes issus de la neutralisation électrique d'ions préalablement accélérés et qui cèdent, par collision, leur énergie aux particules composant le plasma.

Voir aussi : chauffage additionnel, chauffage du plasma.

Équivalent étranger : neutral beam injection (NBI), neutral injection.

chauffage par ondes électromagnétiques

Domaine : Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.

Définition : Apport d'énergie au plasma d'un réacteur à fusion, réalisé au moyen de l'injection d'ondes électromagnétiques qui cèdent leur énergie au plasma.

Note : Les fréquences des ondes électromagnétiques sont choisies de façon à optimiser le transfert d'énergie.

Voir aussi : chauffage additionnel, chauffage du plasma.

Équivalent étranger : electromagnetic wave heating, EM-wave heating.

contre-réaction de réactivité

Forme abrégée : contre-réaction, n.f.

Domaine : Ingénierie nucléaire/Physique des réacteurs.

Définition : Augmentation ou diminution de la réactivité du cœur d'un réacteur, qui est due à la variation de certains paramètres de fonctionnement tels que la puissance, la température, la pression ou le taux de vide du caloporteur.

Voir aussi : caloporteur, réactivité.

Équivalent étranger : reactivity feedback.

dilution hétérogène du bore

Forme abrégée : dilution hétérogène.

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.

Définition : Diminution locale soudaine et importante de la teneur en bore dans le cœur d'un réacteur à eau sous pression, conduisant à une augmentation brutale de la réactivité.

Voir aussi : borication, cœur, réacteur à eau sous pression.

Équivalent étranger : heterogeneous boron dilution, heterogeneous dilution.

échauffement direct de l'enceinte (langage professionnel)

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.

Définition : Échauffement quasi instantané de l'atmosphère de l'enceinte de confinement d'un réacteur, qui se produit lorsque du corium est pulvérisé dans cette atmosphère, et qui conduit à une élévation rapide et importante de la pression.

Voir aussi : corium, enceinte de confinement.

Équivalent étranger : direct containment heating (DCH).

élimination pratique

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Technologie des réacteurs.

Définition : Mise en œuvre de dispositions de conception ou d'exploitation spécifiques, qui vise à rendre négligeable la probabilité que survienne une situation donnée.

Équivalent étranger : practical elimination.

explosion de vapeur

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire.

Définition : Vaporisation brutale d'eau accompagnée d'une onde de choc, qui se produit lorsque l'eau entre en contact avec des matériaux fondus de très haute température.

Équivalent étranger : steam explosion.

extension du dimensionnement

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.

Définition : Partie du dimensionnement d'un réacteur nucléaire prenant en compte les situations d'accident, avec ou sans fusion du cœur, provoquées par des défaillances multiples.

Note : L'extension du dimensionnement complète le dimensionnement relatif aux situations d'accident résultant d'une seule défaillance.

Voir aussi : dimensionnement.

Équivalent étranger : design extension.

fil espaceur

Domaine : Ingénierie nucléaire/Technologie des réacteurs-Cycle du combustible.

Définition : Fil métallique enroulé en hélice autour de chacune des aiguilles du cœur d'un réacteur à neutrons rapides pour éviter le contact entre ces aiguilles et permettre la circulation du caloporteur.

Voir aussi : aiguille, caloporteur, réacteur à neutrons rapides.

Équivalent étranger : spacer wire, spacing wire.

fonctionnement en suivi de charge

Domaine : Ingénierie nucléaire/Exploitation des réacteurs.

Définition : Mode de fonctionnement d'une tranche nucléaire, qui permet de réguler son niveau de puissance en fonction des variations de la demande en énergie électrique.

Voir aussi : tranche nucléaire.

Équivalent étranger : load following operation, load follow operation.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du *Journal officiel* du 18 juin 2004.

interaction corium-béton

Abréviation : ICB.

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.

Définition : Phénomène physicochimique se produisant entre le corium et le béton, qui conduit, d'une part à l'érosion du béton, d'autre part à la production de gaz.

Note : Dans un réacteur nucléaire, lors d'un accident grave, l'interaction corium-béton peut entraîner une érosion du béton de l'enceinte.

Voir aussi : accident grave, corium.

Équivalent étranger : corium-concrete interaction.

interaction pastille-gaine

Abréviation : IPG.

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Technologie des réacteurs.

Définition : Contact entre une pastille de combustible et la gaine d'un crayon, qui, lors de variations de puissance, crée des contraintes mécaniques pouvant elles-mêmes entraîner la fissuration de la gaine.

Voir aussi : crayon, gaine de combustible, pastille de combustible.

Équivalent étranger : pellet-clad interaction (PCI).

interrogation neutronique

Domaine : Ingénierie nucléaire.

Définition : Méthode de détermination de la quantité de certains nucléides présents dans un milieu à partir de la mesure des rayonnements que ce dernier émet quand il est exposé à un flux de neutrons.

Note : On trouve aussi les termes « mesure neutronique active » et « interrogation neutronique active ».

Voir aussi : interrogation photonique.

Équivalent étranger : neutron interrogation.

interrogation photonique

Domaine : Ingénierie nucléaire.

Définition : Méthode de détermination de la quantité de certains nucléides présents dans un milieu à partir de la mesure des rayonnements que ce dernier émet quand il est exposé à un flux de photons de haute énergie.

Note : On trouve aussi le terme « interrogation photonique active ».

Voir aussi : interrogation neutronique.

Équivalent étranger : photon interrogation.

objectif de sûreté

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire.

Définition : Ensemble des critères qualitatifs ou quantitatifs qui sont pris en compte dans l'analyse de sûreté pour la conception et l'exploitation d'une installation nucléaire, ainsi que pour son démantèlement.

Voir aussi : analyse de sûreté, démantèlement.

Équivalent étranger : safety objective.

piège froid

Domaine : Ingénierie nucléaire/Technologie des réacteurs.

Définition : Dispositif de purification d'un métal liquide, qui consiste à le refroidir pour cristalliser ses impuretés sur un support adapté.

Note : Dans les réacteurs rapides refroidis au sodium, les pièges froids cristallisent l'oxyde et l'hydrure de sodium.

Voir aussi : réacteur rapide refroidi au sodium.

Équivalent étranger : cold trap.

procédé DIAMEX (langage professionnel)

Domaine : Ingénierie nucléaire/Cycle du combustible.

Définition : Procédé d'extraction, à l'aide d'un solvant, des actinides mineurs et des lanthanides contenus dans les solutions de produits de fission issues du traitement des combustibles usés.

Voir aussi : actinide mineur, combustible usé, produit de fission.
Équivalent étranger : DIAMEX process, diamide extraction process.

procédé PUREX (langage professionnel)

Domaine : Ingénierie nucléaire/Cycle du combustible.

Définition : Procédé industriel de traitement des combustibles usés qui permet d'extraire de ces combustibles, à l'aide d'un solvant, l'uranium et le plutonium, puis de séparer ces deux éléments l'un de l'autre.

Voir aussi : combustible usé, retraitement.

Équivalent étranger : plutonium and uranium refining by extraction process, PUREX process.

puissance continue nette

Abréviation : PCN.

Domaine : Énergie-Ingénierie nucléaire/Exploitation des réacteurs.

Définition : Puissance électrique maximale qu'une installation peut fournir au réseau en régime continu.

Équivalent étranger : net output capacity.

rapport de sûreté

Domaine : Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire.

Définition : Document établi par un exploitant, qui présente l'analyse de sûreté de son installation et justifie l'adéquation des dispositions retenues à l'objectif de sûreté.

Voir aussi : analyse de sûreté, objectif de sûreté.

Équivalent étranger : safety analysis report.

résonance de section efficace

Domaine : Ingénierie nucléaire/Physique des réacteurs.

Définition : Augmentation importante de la section efficace, intervenant dans un intervalle étroit d'énergie cinétique de la particule incidente.

Voir aussi : section efficace.

Équivalent étranger : cross section resonance, cross-section resonance.

séparation poussée

Domaine : Ingénierie nucléaire/Cycle du combustible.

Définition : Procédé de traitement des combustibles usés qui permet d'extraire de ces combustibles, outre l'uranium et le plutonium, des actinides mineurs ou des produits de fission.

Voir aussi : actinide mineur, combustible usé, produit de fission, retraitement.

Équivalent étranger : partitioning.

subsurface (en), loc.adj.

Domaine : Ingénierie nucléaire.

Définition : Se dit d'une installation située à quelques dizaines de mètres sous terre.

Note : L'implantation en subsurface est notamment envisagée pour certaines installations d'entreposage ou de stockage de déchets radioactifs.

Voir aussi : entreposage de déchets radioactifs, stockage de déchets radioactifs.

Équivalent étranger : subsurface.

temps de génération

Domaine : Ingénierie nucléaire/Physique des réacteurs.

Définition : Durée moyenne nécessaire à un neutron résultant d'une fission pour qu'il produise une nouvelle fission dans un milieu multiplicateur.

Voir aussi : fission, milieu multiplicateur.

Équivalent étranger : generation time.

II. – Table d'équivalence

A. – Termes étrangers

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
additional heating.	Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.	chauffage additionnel.
boration.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Technologie des réacteurs.	borication , n.f.
BORAX accident.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	accident BORAX.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
cold trap.	Ingénierie nucléaire/Technologie des réacteurs.	piège froid.
core melt accident, severe accident.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	accident grave.
corium-concrete interaction.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	interaction corium-béton (ICB).
cross section resonance, cross-section resonance.	Ingénierie nucléaire/Physique des réacteurs.	résonance de section efficace.
design extension.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	extension du dimensionnement.
DIAMEX process, diamide extraction process.	Ingénierie nucléaire/Cycle du combustible.	procédé DIAMEX (langage professionnel).
direct containment heating (DCH).	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	échauffement direct de l'enceinte (langage professionnel).
electromagnetic wave heating, EM-wave heating.	Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.	chauffage par ondes électromagnétiques.
fuel pin, pin.	Ingénierie nucléaire/Technologie des réacteurs.	aiguille, n.f.
generation time.	Ingénierie nucléaire/Physique des réacteurs.	temps de génération.
heterogeneous boron dilution, heterogeneous dilution.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	dilution hétérogène du bore, dilution hétérogène.
load following operation, load follow operation.	Ingénierie nucléaire/Exploitation des réacteurs.	fonctionnement en suivi de charge.
net output capacity.	Énergie-Ingénierie nucléaire/Exploitation des réacteurs.	puissance continue nette (PCN).
neutral beam injection (NBI), neutral injection.	Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.	chauffage par injection de neutres (IdN), injection de neutres.
neutron interrogation.	Ingénierie nucléaire.	interrogation neutronique.
partitioning.	Ingénierie nucléaire/Cycle du combustible.	séparation poussée.
pellet-clad interaction (PCI).	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Technologie des réacteurs.	interaction pastille-gaine (IPG).
photon interrogation.	Ingénierie nucléaire.	interrogation photonique.
pin, fuel pin.	Ingénierie nucléaire/Technologie des réacteurs.	aiguille, n.f.
plasma heating.	Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.	chauffage du plasma.
plutonium and uranium refining by extraction process, PUREX process.	Ingénierie nucléaire/Cycle du combustible.	procédé PUREX (langage professionnel).
practical elimination.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Technologie des réacteurs.	élimination pratique.
PUREX process, plutonium and uranium refining by extraction process.	Ingénierie nucléaire/Cycle du combustible.	procédé PUREX (langage professionnel).
reactivity feedback.	Ingénierie nucléaire/Physique des réacteurs.	contre-réaction de réactivité, contre-réaction, n.f.

TERME ÉTRANGER (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT FRANÇAIS (2)
safety analysis report.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire.	rapport de sûreté.
safety objective.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire.	objectif de sûreté.
severe accident, core melt accident.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	accident grave.
spacer wire, spacing wire.	Ingénierie nucléaire/Technologie des réacteurs-Cycle du combustible.	fil espaceur.
steam explosion.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire.	explosion de vapeur.
subsurface.	Ingénierie nucléaire.	subsurface (en), loc.adj.
(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).		

B. – Termes français

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
accident BORAX.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	BORAX accident.
accident grave.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	core melt accident, severe accident.
aiguille, n.f.	Ingénierie nucléaire/Technologie des réacteurs.	fuel pin, pin.
borication, n.f.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Technologie des réacteurs.	boration.
chauffage additionnel.	Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.	additional heating.
chauffage du plasma.	Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.	plasma heating.
chauffage par injection de neutres (IdN), injection de neutres.	Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.	neutral beam injection (NBI), neutral injection.
chauffage par ondes électromagnétiques.	Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.	electromagnetic wave heating, EM-wave heating.
contre-réaction de réactivité, contre-réaction, n.f.	Ingénierie nucléaire/Physique des réacteurs.	reactivity feedback.
dilution hétérogène du bore, dilution hétérogène.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	heterogeneous boron dilution, heterogeneous dilution.
échauffement direct de l'enceinte (langage professionnel).	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	direct containment heating (DCH).
élimination pratique.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Technologie des réacteurs.	practical elimination.
explosion de vapeur.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire.	steam explosion.
extension du dimensionnement.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	design extension.

TERME FRANÇAIS (1)	DOMAINE/SOUS-DOMAINE	ÉQUIVALENT ÉTRANGER (2)
fil espaceur.	Ingénierie nucléaire/Technologie des réacteurs- Cycle du combustible.	spacer wire, spacing wire.
fonctionnement en suivi de charge.	Ingénierie nucléaire/Exploitation des réacteurs.	load following operation, load follow operation.
injection de neutres, chauffage par injection de neutres (IdN).	Ingénierie nucléaire/Fusion thermonucléaire.	neutral beam injection (NBI), neutral injection.
interaction corium-béton (ICB).	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Exploitation des réacteurs.	corium-concrete interaction.
interaction pastille-gaine (IPG).	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire-Technologie des réacteurs.	pellet-clad interaction (PCI).
interrogation neutronique.	Ingénierie nucléaire.	neutron interrogation.
interrogation photonique.	Ingénierie nucléaire.	photon interrogation.
objectif de sûreté.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire.	safety objective.
piège froid.	Ingénierie nucléaire/Technologie des réacteurs.	cold trap.
procédé DIAMEX (langage professionnel).	Ingénierie nucléaire/Cycle du combustible.	DIAMEX process, diamide extraction process.
procédé PUREX (langage professionnel).	Ingénierie nucléaire/Cycle du combustible.	plutonium and uranium refining by extraction process, PUREX process.
puissance continue nette (PCN).	Énergie-Ingénierie nucléaire/Exploitation des réacteurs.	net output capacity.
rapport de sûreté.	Ingénierie nucléaire/Sécurité nucléaire.	safety analysis report.
résonance de section efficace.	Ingénierie nucléaire/Physique des réacteurs.	cross section resonance, cross-section resonance.
séparation poussée.	Ingénierie nucléaire/Cycle du combustible.	partitioning.
subsurface (en), loc.adj.	Ingénierie nucléaire.	subsurface.
temps de génération.	Ingénierie nucléaire/Physique des réacteurs.	generation time.
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

C.1 : Publications relatives à l'enrichissement de la langue française – Catalogue 2013



L'enrichissement de la langue française
2013



Rapport annuel de la Commission générale de terminologie et de néologie
2012



Néologie et terminologie
2011



WikiLF : un site pour encourager la création lexicologique
2013



FranceTerme : la base des termes officiellement recommandés
2013

Les vocabulaires



Pétrole et gaz
2007



Techniques de l'information et de la communication (TIC)
2009



Audiovisuel et communication
2010



Sports
2011



Sciences et techniques spatiales
2013

- Vocabulaires disponibles seulement en ligne : Santé (2013), Éducation et recherche (2013), Économie et finances (2012), Des mots et des autos (2012), Chimie et matériaux (2007), Équipement, transports et tourisme (2007), Ingénierie nucléaire (2006), Défense (2005), Cent termes français (2004).

Les dépliant « Vous pouvez le dire en français »



Génétique-biologie
2010



À la conquête du ciel
2011



Alchimie des mots de la chimie
2011



Faire des affaires, en français
2012



Employeurs, employés : l'entreprise responsable
2012



Bien traiter la nature...
2013



Énergie, énergies
2013

- Dépliant disponibles seulement en ligne : Rugby (2011), Relations internationales (2010), Planète durable (2010), Internet (2009), Petit et grand écran (2009), Finances (2008), Sports (2008), Voyages (2007), Audiovisuel (2007).

Publications disponibles gratuitement sur www.franceterme.culture.fr ou sur demande à terminologie.dgflff@culture.gouv.fr

C.2 : Publications relatives à l'enrichissement de la langue française – Diffusion 2013

	Année d'édition	Exemplaires diffusés par la mission du développement et de l'enrichissement de la langue française
Rédiger ... simplement	2006	46
Bonnes pratiques de communication écrite dans les démarches en ligne	2011	19
Dépliants « Vous pouvez le dire en français » ¹ : Génétique-biologie, Techniques spatiales, Chimie, Économie et finances (*2), Agriculture, Énergie	2007 à 2013	4 400
Pétrole et gaz	2007	48
Techniques de l'information et de la communication	2009	245
Audiovisuel	2010	335
Sports ²	2011	195
Des mots et des autos ³	2012	125
Économie et finances ⁴	2012	445
Dépliant : le site WikiLF	2013	450
Dépliant : le site <i>FranceTerme</i>	2013	1 620
Installation de la Commission générale : Allocutions	fin 2013	20
Références : L'essentiel sur l'enrichissement de la langue française	2011 et 2013	137
Repères : Néologie et terminologie	2011	68
Rapport de la Commission générale pour l'année 2011	2012	7
Rapport de la Commission générale pour l'année 2012	2013	515
TOTAL		8 583

¹ 7 dépliants disponibles sur les 16 imprimés.

² Brochure coéditée avec le ministère des Sports.

³ Brochure éditée par le CCFA qui, de son côté, en fait une large diffusion dans les milieux professionnels.

⁴ Brochure coéditée avec le ministère de l'Économie et des Finances.

La mission de la sensibilisation des publics de la DGLFLF diffuse pour sa part un grand nombre de publications lors de salons et événements publics (Salon Expolangues, Semaine de la langue française, opération *Dis-moi dix mots...*).

Vous cherchez à le dire en français ?

Ayez le réflexe

FranceTerme

CULTURE.fr

Consultez le site du ministère de la Culture et de la Communication
www.franceterme.culture.fr
et aussi l'application mobile (Android)
<https://play.google.com/store/apps/details?id=com.sepage.franceterme>



wikiLF

Participez à l'enrichissement de la langue française

www.wikilf.culture.fr



6 rue des Pyramides
75001 Paris
Téléphone : 01 40 15 73 00
Télécopie : 01 40 15 36 76
Courriel : dglff@culture.gouv.fr
Internet : www.dglf.culture.gouv.fr